LA PAROLE AUX ETUDIANTS

Dans un monde de turbulences, qu'attendez-vous de la France ?

Aix Le Cercle des économistes
Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

Remerciements

Merci, tout d'abord, aux membres du jury 2016, présidé par Erik Orsenna de l'Académie française, qui ont élu 4 lauréats parmi les cent étudiants sélectionnés par les membres du Cercle des économistes sur le thème « Dans un monde de turbulences, qu'attendez-vous de la France ? ». Ce jury était composé d' Agnès Audier (Directeur associé BCG), Hippolyte d'Albis (Cercle des économistes), Jacques Biot (Président de l'Ecole Polytechnique), Jérôme Brunetière (Secrétaire Général du Festival d'Aix-en-Provence), André Cartapanis (Cercle des économistes), Diana Filippova (Connector Ouishare), Sylvie Kauffmann (Directrice éditoriale, *Le Monde*), Vincent Lemerre (Délégué aux programmes, France Culture), Eric Molinié (Secrétaire Général de Dalkia), Bruno Raffaelli (de la Comédie Française), Christophe Strassel (Directeur de Cabinet du Secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche).
Nous remercions aussi France Culture et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.
Nous remercions tout particulièrement la SNCF qui transporte vers Aix les 100 étudiants sélectionnés pour les Rencontres Économiques ainsi que le Festival d'Aix, qui les accueille.
Cette 4e édition de ***La Parole aux Étudiants*** est accompagnée par nos partenaires ARROWGRASS, BPI France, BCG, DALKIA, EIGHT ADVISORY, le GROUPE LA POSTE, LVMH, MAZARS, NATHAN, SPENCER STUART, SCUTUM, The camp et TENTHOREY que nous remercions pour le rôle important qu'ils jouent dans le rayonnement de cette initiative.
Merci aussi aux organismes et associations de l'Enseignement supérieur pour leur aide auprès des étudiants : CDEFI, la CGE, la CNJE, la CPU et le CNOUS et la Conférence Olivaint, la Fondation Varenne, *L'Étudiant*, Hello JAM…
Enfin, de sincères remerciements aux membres du Cercle des économistes, au Comité de lecture et à l'équipe « La Parole aux Étudiants » : Fabienne Azire, Nicole Bordet, Marie Castaing, Hélène Clément, Laure Coumes, Béatrice Fages, Marion Joubert, Martine Moran et Anaïs Paccard.
« Dans un monde de turbulences, qu'attendez-vous de la France ? » a été un thème passionnant pour tous ! Bravo aux étudiants pour la qualité de leurs propos, graves, enthousiastes, construits. Les pages qui suivent en témoignent et je suis heureux de les partager avec vous.

Jean-Hervé Lorenzi
Président du Cercle des économistes

Qu'attendent-ils de la France ?…

… Tout et rien !
Rien, parce que cette génération revendique l'engagement et l'action.
Tout parce que les cadres de cette action, les repères, sont selon eux à revoir.

Il ne s'agit pas de détruire, mais de réfléchir individuellement et collectivement, et de prendre ses responsabilités.

C'est dans cet état d'esprit que les participants de l'appel à idées 2016 ont pris la parole.
Et des idées, ils en ont, que ce soit dans la contestation constructive du politique assortie de propositions originales de gouvernance ; que ce soit dans la critique sévère d'un système d'éducation inégalitaire et sans vision ; que ce soit dans l'imagination de relations intergénérationnelles fécondes, dans l'appel à une société fraternellement multiculturelle, dans la reconnaissance d'une francophonie généreuse et efficace, etc. Voilà pour la France.

Mais, comme ils le disent si bien, la France n'est pas une île. Et, s'ils se sentent français, ils se veulent, peut-être surtout, européens. Sous conditions. Que l'Europe se réforme, qu'elle dessine nettement ses champs d'action et ceux des États qui la composent, qu'elle cesse d'être purement financière et monétaire.

Ils ont accepté, intégré la mondialisation, y compris dans sa dimension environnementale. Car s'il y a un sujet qui les inquiète profondément, c'est bien celui du gâchis écologique planétaire. Là aussi, les propositions sont nombreuses.

Le millésime 2016 est d'une qualité exceptionnelle, le talent littéraire – fréquent – ajoute à la crédibilité de leurs propositions. Ils sont prêts à prendre la relève, ils ne se contenteront pas d'un vieux pays dans un vieux continent, et ils comptent sur les générations précédentes pour les y aider.

Le Cercle des économistes et l'équipe du Concours

LES FORUMS ÉTUDIANTS

Ces forums représentent une nouvelle façon de solliciter la parole des étudiants. Ils ont été lancés cette année par le Cercle des économistes dans cinq villes de France.

Il s'agit cette fois-ci d'aller à la rencontre des étudiants sur leur lieu de vie et d'études, de leur proposer un sujet en lien avec le thème des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence avec le soutien d'intervenants, parmi eux, l'éditorialiste François Lenglet à Polytechnique-Saclay ; Bernard Foccroule, président du Festival d'Aix et Rostane Mehdi, directeur de Sciences Po Aix ; Bruno Cercley, Président de Rossignol à Grenoble ; Xavier Bertrand, Président de la région Hauts-de-France à Lille ; François Corbin, membre du Comex de Michelin à Clermont-Ferrand.

Pendant ces forums, les étudiants ont débattu, interrogé voire interpelé les intervenants pour aboutir à des propositions retenues – ou non – à la majorité des voix de l'ensemble du public étudiant. Les signataires des propositions, invités aux Rencontres Économiques 2016, participeront aux sessions, y présenteront et défendront leurs idées.

Nous avons inclus les propositions issues des forums dans le Florilège de « La Parole aux étudiants » 2016, d'une part pour souligner l'importance grandissante que le Cercle des économistes veut donner à la parole des jeunes, d'autre part pour mettre en évidence les thèmes – et les urgences – sur lesquels tous s'accordent. Vous en jugerez.

FORUM POLYTECHNIQUE-SACLAY

Qu'attendons-nous des élites pour la société de demain ?
Samuel Ligonnière – ENS Cachan 6
Philémon Perrot – HEC Paris 61

FORUM ENSE³-INP-GRENOBLE

Comment les jeunes s'emparent-ils de l'innovation
Théo Capazza – ENSE³ 23
Benoît Demaegt – Phelma-Ensimag 49

FORUM SCIENCES PO-UNIVERSITÉ AIX-MARSEILLE

Vivre ensemble en Méditerranée
Andréa Callabe – Sciences Po Aix ..... 31 et 100
Lucas Miailhles – Sciences Po Aix ..... 31 et 100
Joséphine Parenthou – Sciences Po Aix 31

FORUM IUT-UNIVERSITÉ DE DROIT DE LILLE

La formation offre-t-elle une réelle égalité des chances ?
Yasmine Jaloun – IUT Lille 1 85

FORUM UNIVERSITÉ DE DROIT DE CLERMONT-FERRAND

Quelle entreprise pour le XXIe siècle ?
Élodie Lhermie – Université d'Auvergne 39
Xavier Poitrineau – Université d'Auvergne 45

Les forums sont présentés dans l'ordre chronologique où ils se sont tenus, de mars à avril 2016.

I

Quatre Lauréats

Cher pays de mon enfance

Enfant de la mondialisation et de la mobilité, j'ai la chance de vivre au quotidien la société française mais aussi de la confronter à d'autres cultures, d'autres organisations grâce à l'expérience de l'étranger. Je me demande aujourd'hui si mon pays est toujours légitime pour clamer « Liberté, Égalité, Fraternité » sur la scène internationale…

Ma chère France,

Je sais que je suis bien jeune pour te faire la morale, et je sais aussi que je te dois beaucoup. J'ai grandi éduquée par l'école républicaine. J'ai eu la chance de suivre des programmes scolaires qui ne soient pas purement façonnés par l'idéologie. J'ai pratiqué des activités extra-scolaires dans des centres financés en grande partie par de l'argent public. Tu m'as appris l'esprit critique et donné les outils pour t'écrire cette lettre et je t'en remercie.

Si je t'écris aujourd'hui, c'est que j'ai un peu de mal à reconnaître les valeurs que tu m'as transmises dans la société que je découvre en devenant adulte. Tu as beaucoup de valeurs, tu es connue pour être une grande idéaliste, ce qui te vaut parfois des moqueries de la part des autres pays, qui t'accusent de manquer de pragmatisme. J'aime que tu n'oublies pas tes valeurs mais ces derniers temps elles m'ont paru sonner creux.

Tu dis Liberté.
Selon toi, « La liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. » Tu garantis les libertés individuelles, la liberté de pensée et la liberté d'association. C'est essentiel et nécessaire, mais aujourd'hui ce n'est plus suffisant. J'aimerais retenir une définition un peu plus audacieuse de la liberté, celle d'entreprendre, d'essayer, de chercher, d'innover, d'échouer et de recommencer. Celle qui nécessite courage et espoir. Crois-tu aujourd'hui, par tes institutions, ton organisation démocratique et ton système éducatif, créer les conditions de cette liberté ?

Un peu comme les avions que tu produis et exportes partout dans le monde, tu es une grosse machine avec très peu de pilotes. Ce ne sont pas les passagers de l'avion qui votent à main levée pour décider de la trajectoire, de la vitesse et de l'altitude. Les pilotes, camouflés derrière une porte solide qui ne s'ouvrira qu'à l'atterrissage, forts de leur expertise mais surtout amoureux de leur tranquillité, décident de la tournure du voyage sans consulter, ni s'expliquer auprès de ceux qu'ils transportent. Les informations sont soigneusement filtrées, policées, puis retransmises par les membres de l'équipage. Et si par malheur un passager un peu hardi tente de s'introduire dans la cabine, il en sera empêché non seulement par les stewarts et les hôtesses, mais aussi et surtout par les autres passagers.

L'accès à ta cabine de pilotage relève du parcours du combattant. Tu le sais, ce n'est pas nouveau. Il faut passer par les deux ou trois écoles parisiennes dont le concours décourage tous ceux qui ne sont pas assez proches de l'école géographiquement ou socialement, d'en tenter l'entrée. Même une fois au sein de ces écoles, on comprend très vite que la réussite d'un concours n'est pas un gage d'entrée dans la grande famille des décideurs politiques et économiques. Je ne veux pas faire de jeunisme, mais en France, c'est excessivement dur d'arriver avec une nouvelle idée et peu d'expérience. C'est difficile car les responsables des entreprises ont peur pour leur place et préfèrent parfois dresser des remparts autour de leurs bureaux plutôt que de baisser le pont-levis en direction de l'*open space*. C'est difficile car les chercheurs se battent pour les financements, et après vingt ans de lutte, comment garder de l'enthousiasme pour les rêveries naïves d'un jeune doctorant ? Si tu veux rester un pays inspirant sur la scène internationale, qui propose des solutions face aux défis du XXIe siècle, pourrais-tu dire à tes décideurs, tes directeurs, tes experts et tes philosophes de faire preuve d'un tout petit peu de bienveillance face aux idées de la jeunesse ?

Je ne dis pas que toutes leurs idées sont bonnes, loin de là. Beaucoup de tes étudiants, même les plus brillants, perdent de leur motivation ou de leur créativité tout au long de leur parcours scolaire. Les passions, les vocations deviennent tièdes face à la peur de « rater le coche », de décider trop tard. À dix-huit ans, on doit décider de notre orientation et surtout ne pas revenir sur notre choix si par malheur notre parcours nous fait comprendre que l'on s'est trompé. Les élèves les plus chanceux choisiront donc des écoles généralistes et prestigieuses, puis s'adapteront tant bien que mal. Ceux qui auront l'audace de vouloir se réorienter devront affronter le sentiment de culpabilité, les regards sévères des proches qui s'inquiètent que leur ami ou enfant n'ait pas les pieds sur terre, qu'il ne soit pas assez conscient de la chance qu'il a déjà. Après avoir convaincu ou laissé tomber les bienheureux qui parviennent à être raisonnables sans être frustrés, on doit convaincre sa terre d'accueil. Car, loin d'être flatté par l'intérêt que lui porte ce nouvel arrivant, on va lui reprocher de ne pas être venu plus tôt. De ne pas avoir reconnu, dès le départ, que c'est ici que c'est le mieux. C'est ainsi que l'on retrouve des guitaristes quasiment professionnels courtiers dans des compagnies d'assurance. Que l'on rencontre des hommes politiques en herbe dans une formation consacrée à la recherche en économie. Que l'on rencontre des commerciaux-nés sur les bancs de la faculté de littérature.

Chère France, j'aimerais que tu desserres l'étau autour de l'identité et du parcours. Dans les systèmes scandinaves, les étudiants peuvent partir un an après ce qui est l'équivalent de leur baccalauréat avant de s'inscrire à l'université. La peur « d'avoir un trou dans son CV » n'est pas omniprésente et l'idée que la construction personnelle et professionnelle s'apparente plus à un chemin sinueux qu'à une autoroute est socialement acceptée et reconnue. Le droit d'expérimenter et d'échouer est reconnu aux citoyens, mais pas celui de se dédouaner. C'est plutôt l'inverse ici, la crispation autour de l'échec est telle que l'on passe plus de temps à s'en justifier qu'à en comprendre les raisons et en valoriser l'expérience. La sociologue Cécile Van de Velde, qui compare ta jeunesse à celle de tes voisins danois, résume assez bien les choses. « Se placer » est le propre de la jeunesse française, tandis que « se trouver » caractérise les jeunes Danois. Il faut vite se placer, vite, vite sinon ce sera trop tard, et tant pis si l'on se place mal. Chère France, j'aimerais que tu donnes à tes jeunes la liberté de se trouver avant de se placer.

Il me semble que cette tension n'est pas sans lien avec une autre de tes grandes valeurs, qui souffre elle aussi aujourd'hui : l'Égalité. Dans une société ou chaque catégorie sociale, chaque corps de métiers, se construit par rejet d'un autre, comment pourrait-on encore s'encourager les uns les autres ? Comment tenir ta promesse de liberté dans une société ou la réussite des uns fait le malheur des autres ?

Tu dis Égalité.
C'est sur ce mot-ci que je te comprends le moins. Tu es riche d'une immense diversité. On croise dans tes métros des personnes de nombreuses couleurs, françaises ou non, nées en France ou non, ayant un parent français ou non. On entend dans tes régions la langue basque et la musique bretonne, on y goûte le bœuf bourguignon ou la fondue savoyarde. Les touristes viennent nombreux, fascinés par cette richesse. Ils repartent parfois, pour les plus sensibles, choqués par la rudesse des relations sociales, par la misère dans les rues et dans le métro et par le mépris affiché à l'égard de cette misère, parce que trop d'empathie ne serait pas supportable psychologiquement sur le long terme. Je comprends qu'organiser le vivre-ensemble soit difficile dans un tel contexte, et je trouve qu'en défendant devant le reste du monde l'égalité en droit, tu nous donnes la base du lien social.

Mais l'égalité républicaine qui a inspiré de nombreux pays et institutionnalisé pour la première fois un dialogue social en 1789, n'est-elle pas aujourd'hui une coquille vide qui ne renvoie plus d'écho ni à ton système éducatif ni à l'esprit de tes citoyens ? Car on entend partout que le dialogue social est rompu, que les différentes classes, les différents corps de métier, les différentes cultures se heurtent et n'arrivent plus à trouver de compromis. On dit aussi parfois que c'est à cause de la mondialisation et du libéralisme, qui auraient transformé les individus en monstres d'individualisme ne pensant qu'à leur prochaine paire de tennis Nike.

Notre école n'apprend pas aux jeunes Français que l'on peut ne pas gagner et pourtant ne pas perdre. Les matières sont classées : c'est mieux d'être bon en histoire qu'en arts plastiques, et c'est moins grave d'avoir des difficultés en langues qu'en mathématiques, du moins lorsque l'on se destine à de grandes études. Les élèves sont classés par les professeurs : on est meilleur que le premier quart ou le premier tiers, moins bon que la seconde moitié, en tête ou en queue de classe. Ne pourrait-on pas être particulièrement inspiré par l'histoire médiévale, peu adepte du formalisme mathématique, et travailler en duo avec une personne qui nous soit complémentaire ? Dès la quatrième, les conseillers et conseillères d'orientation tentent d'envoyer les élèves peu académiques dans des filières où ils ne veulent pas aller, peut-être par manque de vocation, mais aussi très souvent par sentiment d'humiliation. Pourquoi se sentent-ils honteux de se voir proposer des études qui pourraient correspondre à leurs compétences ? Car leur instinct leur dit que cela sonne faux, que seuls les Kevin, les Karim et les Sofian y sont envoyés, quand les Paul, les Pierre et les Baptiste iront évidemment en filière scientifique. Ils sentent peut-être aussi de façon diffuse que l'instituteur, occupé à pousser les élèves qui sont déjà aux premières places, les a un peu oubliés.

Comme on parle de l'école, voici les devoirs que je te donnerais si c'était moi l'institutrice. Pour rester en droit d'affirmer fièrement « Égalité ! », pourquoi ne pas se donner le défi suivant ? Apprendre à nos futures générations une forme de complémentarité, un sens de la collectivité qui permettrait aux élèves de prendre conscience que dans un tout, chacun a son utilité. Je ne pense pas qu'un arbitrage au profit du nombre d'heures de cours d'éducation civique ou de travaux manuels constitue une réelle piste de changement, car l'intériorisation de cette hiérarchie sociale et de la culture du perdant et du gagnant est avant tout transmise par ceux qui font figure d'autorité, lorsque l'on a 7 ou 8 ans, les adultes. Donner pour objectif au corps enseignant un niveau de classe homogène, penser l'organisation de la classe de façon à développer le dialogue entre les élèves, même très jeunes, encourager le travail en groupes qui rassemblerait des élèves ayant des forces et faiblesses complémentaires. Inciter les élèves, quel que soit leur niveau, à donner un retour sur les méthodes par lesquelles l'apprentissage des mathématiques ou de la grammaire leur semble le plus accessible. Cette culture du dialogue me semble nécessaire dès le plus jeune âge mais

aussi, et plus que jamais dans les plus grandes Écoles qui forment notre future élite à diriger tes entreprises, tes institutions, à prendre les rênes de ton gouvernement. Tes élites m'apparaissent morcelées, lorsque les étudiants des grandes écoles de commerce revendiquent le mépris de la connaissance, de la démarche de recherche scientifique – « Tu vas chercher ? Bon, tu m'appelles si tu trouves hein ! », et se heurtent en retour au regard hautain des dits intellectuels, qui ne jugent parfois même pas utile de justifier leur démarche par des besoins concrets, persuadés que la beauté de la démonstration mathématique suffira à intimider les plus persistants.

FORUM POLYTECHNIQUE-SACLAY

QU'ATTENDONS-NOUS DES ÉLITES POUR LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN ?

Réformer l'orientation scolaire grâce aux outils du numérique

Faute de connaître l'existence même de formations comme les classes préparatoires et autres parcours atypiques, les jeunes les plus défavorisés s'exposent à un échec d'orientation, contrairement à d'autres mieux informés. Je propose que le collégien ou le lycéen remplisse un questionnaire sur ses motivations, ses origines sociales, ses résultats scolaires… Un logiciel lui livrerait alors des informations personnalisées sur la diversité des filières, sur ses chances de réussite mais aussi sur le salaire moyen ou le taux de chômage du secteur qui l'intéresse.

Samuel Ligonnière, ENS Cachan (mars 2016)

On ne peut, heureusement, ni supprimer la diversité des aptitudes, des goûts et des passions, et ni, malheureusement, abolir définitivement les inégalités de patrimoine culturel et économique. Mais on peut transmettre à sa population l'idée que les différences sont saines pour le fonctionnement et le dynamisme d'une société, à la condition que chacun se sente reconnu dans le talent qu'il peut apporter et n'ait pas l'obligation de protéger sa légitimité en barricadant son territoire contre des attaques intempestives.

Tu dis Fraternité.

Après les blessures qu'ont subies ses deux consœurs, c'est normal que la fraternité se trouve aussi un peu déstabilisée. Si on peut tenter à la rigueur de sécuriser la liberté et l'égalité en légiférant sur les droits et les devoirs, j'ai le sentiment que la fraternité est un phénomène rare, un élan d'humanité qui émerge au sein d'une société dont les membres se reconnaissent eux-mêmes et entre eux. La fraternité est un peu le miracle grâce auquel chacun payera ses impôts avec le sourire et s'interdira de frauder dans les transports en commun au début du mois. On parle bien d'un miracle.

Les Français sont connus pour ne pas respecter les règles, pour traverser au feu rouge, pour se moquer de l'autorité par un pied de nez élégant. On est presque fiers de ce trait de caractère : après tout c'est charmant, et avec du style, on peut tout se permettre. La fraude fiscale pourquoi pas, si on a la délicatesse de ne pas se faire attraper. Là encore, je sais que tu fais beaucoup d'efforts, que la Direction Générale des Impôts, la Cour des Comptes et toute ton administration fiscale font de leur mieux pour contrôler et punir. Au delà des arrangements amicaux que la collusion de tes dirigeants rend possible, peut être que c'est encore une fois dans l'éducation que se trouve un début de changement. Nous sommes le pays de la révolution, mais après la révolution vient la constitution, et peut-être pourrait-on insister plus, dans les manuels scolaires, sur l'importance du respect de l'organisation pensée par les dirigeants, expliquer que dans un pays démocratique comme la France, la plupart des règles ont été pensées par souci de la collectivité. Elles sont parfois obsolètes ou désuètes, mais elles ne sont pas arbitraires. On peut être plus fraternels en respectant les règles qu'en organisant la révolution.

Enfant de la mobilité, je pourrais sauter dans l'un de tes avions et apporter ma contribution à un pays qui paraît plus généreux. Je ne te comprends plus très bien chère France, mais je n'ai pas envie de te quitter car on ne laisse pas tomber ceux qu'on aime dans les moments difficiles. J'ai conscience que parfois, je m'emporte un peu, et tu pourrais me traiter de naïve et d'idéaliste. Alors j'essaye d'explorer, de comprendre tes mécanismes, de briller dans ton grand jeu de société pour petit à petit faire sauter les cadenas qui mènent à la grande salle de réunion où l'on essaye de modifier les règles. C'est long, c'est pénible et fatigant, mais je crois que ça vaut le coup.

Esther Chevrot-Bianco, École d'Économie de Paris

Volonté(s) d'Insertion

Au cours d'un « stage terrain », j'ai eu la joie de devenir tutrice au sein de l'EPIDE d'Alençon, Établissement Prioritaire à l'Insertion de la Défense. Ces établissements, au nombre de

dix-huit et répartis dans toute la France, ont pour vocation d'offrir à des jeunes de 18 à 25 ans, les conditions propices à la recherche d'un emploi dans le cadre discipliné d'un internat. Je vous livre ici ce que ces volontés d'insertion m'ont appris de ce que l'on pouvait attendre de la France en période de turbulences.

La vibration programmée de mon téléphone portable rompt le calme absolu de ces nuits passées à la lisière des champs et signale froidement l'heure du réveil : il est 5h 50. Je quitte mon lit métallique, parcours cette grande chambre vide jusqu'au casier gris où j'ai entreposé chaotiquement mes affaires. Je sors mon nécessaire de toilette, cours à la douche située au fond du couloir, puis reviens.

6h 00, le chignon réalisé, l'uniforme réformé de l'Armée de l'air enfilé, je sors dans le couloir pour réveiller les *Volontaires d'Insertion* (VI) féminines qui sont logées dans les chambres en face de la mienne. Ma voix annonçant le début de la journée trouve en écho les sonneries des portables, les « putain ! » grommelés par des têtes encore endormies et l'agitation des corps de celles qui sont déjà debout et profitent de leurs derniers instants de « temps libre », pour consulter Facebook ou Snapchat. Les volets s'ouvrent un à un et laissent apercevoir, dans la brume glaciale de décembre, les lignes élégantes de l'ancienne école normale, fraîchement rénovée. Mécaniquement, les VI les plus anciennes de l'établissement mettent leur lit en batterie, rangent leur casier et se préparent, avant d'aider celles qui sont arrivées il y a peu. Dans le couloir, les corps se bousculent, se pressent et parfois errent, sûrement avec l'envie d'échapper à la terrible sentence des fameux travaux en collectivité, les « TEC » , qui sont autant de corvées obligeant chacun à nettoyer la crasse de tous, à tour de rôle. Avec rage plus qu'avec ardeur, en maugréant plus qu'en silence, on éponge, on balaye, on lessive, on frotte, en espérant que *l'approximatif* passe inaperçu lors de la revue par les cadres.

À côté, des injures fusent pour des temps de douches jugés trop longs « *Bouuuuuuge ! !* » ou des TEC non réalisés qui pénaliseront le groupe tout entier « Les FIIILLES c'est dégueulasse la salle de bain ! » Désormais, c'est tout le bâtiment qui s'anime : les portes claquent, le parquet grince, les bruits de pas lourds remontent jusque dans les parois des murs et la chaudière injecte son eau brûlante dans le vaste réseau de canalisations de l'EPIDE d'Alençon.

Il est grand temps d'aller surveiller le déroulement du petit-déjeuner. Quelques jeunes se saisissent de ce moment privilégié pour livrer les griefs qu'ils ont accumulés contre ceux qui ont tendance à ne pas remplir leurs obligations ou pour

donner des informations sur les rendez-vous en tout genre, qu'ils auraient oubliés de nous communiquer : médecin, cours de conduite, visite familiale, Pôle Emploi, entretiens d'embauche...

7h 50, les jeunes commencent à affluer dans la cour intérieure et à se mettre en formation, par section, en fonction de leur référent et tuteur. Ces encadrants vérifient alors les uniformes et les petits écarts au règlement : port d'un bonnet ou de gants, maquillage trop voyant, rasage imprécis, coiffure non soignée...

7h 55, le Directeur des Formations (DF) descend de son bureau situé au 1er étage de l'aile principale du bâtiment et s'arrête dignement devant les trois sections. Il prend la parole pour féliciter ceux qui ont obtenu des certificats, des diplômes, leur permis de conduire ou un tout premier stage voire emploi.

8h 00, un jeune volontaire s'approche du mât pour lever les couleurs françaises et européennes alors qu'un autre, homme de ton, entonne le premier vers de la Marseillaise, avant que tous reprennent en cœur, avec plus ou moins de justesse, le premier couplet et le refrain. Les paroles de l'hymne français résonnent au milieu de la cour dans un nuage de fumée montant des bouches et des têtes de ces jeunes.
… abreuve nos sillons !
Silence.

À la suite du rassemblement, les référents prennent le relais du DF pour recadrer et galvaniser les troupes, ainsi que pour donner les grandes lignes du déroulement de la semaine. Puis, les tuteurs précisent les détails pratiques de l'organisation de l'emploi du temps : la gestion des rendez-vous, les problèmes ou les humeurs de chacun.

Alors que je suis attachée au groupe de Monsieur Meyer, tuteur de la section ayant pour référent Monsieur Alain, j'apprends, en même temps que les jeunes, que nous avons rendez-vous à 8h 15, soit dans 5 minutes, ici même dans la cour, et en short pour le cours de sport. Un « Mais ! il fait moins 3 000 !!! » s'élève à juste titre. Comme il est de tradition dans cette maison, c'est aux encadrants de montrer l'exemple ; c'est donc sans moufeter que je cours jusqu'à ma chambre et que je revêts, non sans appréhension, le short bleu-marine trop large qui m'a été confié dans mon trousseau.

Nous entamons notre course à pied en direction du centre-ville d'Alençon. Il fait très froid. Les cuisses commencent à brûler mais personne ne se plaint. Le groupe avance en formation serrée, en suivant de près Monsieur Meyer qui donne la cadence. Déjà sept kilomètres que nous courons sans bruit.

Nous sortons un peu de la ville pour nous enfoncer dans la campagne avoisinante. La brume, qui s'élève au-dessus du cours d'eau et couvre les champs environnants, est rosie par le timide lever du jour. Nous nous arrêtons un instant dans un sentier pour y effectuer les exercices d'abdominaux et de pompes tant redoutés. Finalement, d'un commun accord, nous nous roulons dans le fossé et nous nous amusons de nos paumes et de nos uniformes noircis par la boue. Nous repartons avec plus d'entrain, sentant que le retour approche. Les derniers kilomètres sont difficiles : rapide, lent, rapide, lent ...

Nous rentrons épuisés au centre. Les jeunes semblent heureux d'avoir pu compter sur moi, à leur côté, durant cette course. Des liens de confiance commencent à se tisser.

Après m'être douchée et changée le plus rapidement possible, je rentre dans le bureau de ma section où je trouve Alex (Monsieur Meyer), Tof (Monsieur Geffrier) et Niko (Monsieur Alain), les tuteurs et référent de ma section. « Ben surtout te dérange pas gamine ! On s'change. C'est un vestiaire de mecs ici ! » me confient-ils, moqueurs. Je m'informe des dernières nouvelles des jeunes de mon groupe. Deux d'entre eux ont trouvé un CDD. Ils vont pouvoir quitter le centre. La longueur de la formation à l'EPIDE est conditionnée au temps que les jeunes mettent pour trouver un stage ou un emploi. Souvent, la durée de séjour varie de 8 à 18 mois.

Cette bonne nouvelle m'accompagne avec gaieté jusque dans les salles du 2e étage de l'aile principale où je pars surveiller les cours de français et de mathématiques, dispensés en fonction des projets professionnels formulés par les volontaires eux-mêmes : gardien de la paix, chauffeur routier, plaquiste, cuisinier, militaire ... En empruntant le couloir au sortir de la classe, j'entends résonner les questions de préparation à l'examen du code de la route « Dans cette situation, je peux passer ? Oui, Réponse A. Non, Réponse B. » et plus loin, les instructions du professeur d'informatique qui s'évertue à transmettre les tenants et aboutissants des logiciels de traitement de texte : « Onglet Insertion, Photo, Navigateur de photos ».

Il est midi et c'est mon groupe qui a été tiré au sort pour passer en premier au self aujourd'hui. Bien évidemment, on se bouscule un peu pour prendre les plateaux et on se presse pour s'asseoir « à côté de ses potes et ne pas se retrouver, comme un con, en bout de table... »

À 14 heures, nous entamons le « temps de vie de groupe », l'occasion d'échanger pendant une heure sur ce qui va et ne va pas, idéalement d'exprimer ses rancœurs et ses frustrations. Les mots peinent à sortir et la trentaine de jeunes est plongée dans un mutisme inébranlable. La persuasion, l'expérience et la bienveillance de Monsieur Alain permettent de détendre l'atmosphère et de lancer un débat sur les différentes violences auxquelles ont été confrontées les volontaires : la pauvreté, les coups, l'humiliation, l'alcoolisme, la drogue, l'inceste. Souvent prises comme objets d'âpres railleries, ces trajectoires de vie brisée sont autant de lourds fardeaux à traîner quand il faut se reconstruire dans un lieu communautaire, avec une discipline stricte d'inspiration militaire. Il faut également savoir composer avec les habitudes et bizarreries de chacun alors que l'on a vécu jusqu'à présent selon ses propres normes. Quelle admiration, n'ai-je pas éprouvée, en voyant le courage de ces jeunes apprendre à refaire confiance, à se motiver pour chercher du travail dans des zones rurales en déprime économique, à se lever à 6h du matin pour apprendre un métier qui n'est pas celui de leurs rêves, tout en me faisant profiter, inlassablement, de leur sens de l'humour !

Après ce temps d'échange et une petite pause cigarette pour détendre les esprits, à mon tour de passer devant la classe. J'ai prévu un cours sur la langue française. D'où vient-elle ? Qu'est-ce qu'un niveau de langue ? Pourquoi apprend-on la grammaire et l'orthographe ? Mon exposé est trop long, mal articulé, manque sa cible et endort la majorité de l'auditoire. Je décide alors de faire participer ma classe en entamant un débat sur ce que représente le français. Nombreux sont ceux qui l'associent à la nationalité. Je reviens alors sur les conditions d'accession à la citoyenneté : le droit du sol, l'obtention de droits et le respect de devoirs.
– Êtes-vous fiers d'être français ?
À en croire les moues sur les visages et les éclats de rire, pas vraiment...
– Mais pourquoi ?
– Parce qu'on n'a pas confiance dans les politiques, ils nous volent.
– Et l'EPIDE, ce n'est pas la France quand on chante la Marseillaise devant le drapeau tricolore le matin ?
– Ah ben si carrément ! On se sent protégé.

16h, il est temps de les libérer pour qu'ils partent finir leurs devoirs de la matinée. Je rentre dans le bureau de la section et Alex m'indique que nous partons rendre visite au jeune volontaire qui avait contracté la gale et qui ne répond plus au téléphone. Nous nous rendons au domicile de ce volontaire, dans un village sarthois situé à 20 minutes du centre. Nous arrivons devant une modeste maison, nous nous présentons sur le pas de la porte et sonnons. Après quelques secondes d'un silence stressant entrecoupé d'aboiements de chiens, nous entendons la porte se déverrouiller et s'ouvrir pour nous laisser découvrir un homme débraillé, d'une cinquantaine d'année, sûrement le père du jeune. Nous lui indiquons que nous aimerions parler à son fils pour qu'il nous informe

de ses intentions quant à son éventuel retour au centre, une fois guéri. « PIEEEERRRRREEE ! », hurle-t-il alors dans la maison. « Viens voir un peu les gens ! » Le jeune homme arrive accompagné du chien, bredouille timidement quelques mots en souriant et nous rend l'uniforme. Puis, il disparaît dans le fond de la maison, tête baissée. Nous ne pourrons pas compter sur lui dans les prochains jours, il se présentera peut-être de nouveau pour la prochaine session de recrutement qui se tient dans trois mois. Le chemin du retour avec Alex est pesant. Nous avons la sensation que ce jeune nous a échappé. Mais il nous offre l'espace d'une discussion intime sur le sens de l'engagement, le partage et la générosité.
Après un dîner sans encombre, nous transformons le réfectoire en salle de cinéma et regardons, tous ensemble, paisiblement, le film *Braveheart* de Mel Gibson avant de retourner dans nos pénates respectifs, aile ouest pour les garçons, est pour les filles.

Il est 23h, j'effectue un dernier tour dans les chambres pour vérifier que toutes les volontaires sont couchées et n'ont plus besoin de moi. « Bonne nuit et à demain avec la patate ! »

Alors que ces jeunes ont traversé des épreuves tragiques, qu'ils ont été refusés de la majorité des associations d'aide à l'emploi, parce que jugés trop désocialisés et qu'ils ont entendu toute leur vie qu'ils n'étaient bons à rien, ils ont réussi à dépasser cet état de fait et se sont mobilisés pour retrouver du sens à l'apprentissage, au travail et à la vie en société, grâce à un règlement strict et un encadrement attentif. Toutefois, ce ne fut pas de tout repos : les embrouilles avec les « co » de chambres, les chiottes à laver, le rasage d'une barbe, dernier témoin d'une virilité naissante, la privation de shit en semaine, les trucs de maths qu'on s'était juré de ne plus jamais retoucher, l'éloignement de ses proches, l'accueil de grossesses non désirées, les douleurs enfouies qui se réveillent et s'exacerbent... Tout cela, ils l'ont surmonté en s'entraidant, au prix d'incroyables efforts.

Comme l'EPIDE, la France offre un cadre, une structure, un prétexte pour lier des gens différents et les faire vivre ensemble. Qu'attendre de la France ? Rien. Elle nous a déjà tout donné. À nous d'animer cette communauté de destins en s'arrêtant sur ce qui nous unit. La devise nationale, le drapeau français, la Marseillaise ne sont pas uniquement des références historiques. Ces emblèmes ne doivent pas parler à notre place. Tout comme le règlement de l'EPIDE qu'il faut respecter scrupuleusement pour le bon fonctionnement du centre, mais qui, par son appropriation, donne du sens à ce que l'on juge absurde et inutile de prime abord. On ne ferme pas sa parka pour fermer sa parka. On se plie à la règle pour acquérir une rigueur et attacher de l'importance à sa présentation, à sa tenue et montrer le respect que l'on porte à la hiérarchie, à l'institution et au milieu dans lequel on est amené à évoluer. Ces symboles, nous leur attachons une valeur, nous leur conférons un esprit et nous leur attribuons un message. Ces moments et principes partagés créent de la confiance en l'autre, condition *sine qua non*, de la confiance en soi, vecteur d'autonomie et de liberté. Cessons donc d'attendre ce qui n'arrivera pas de la France – que nous confondons trop souvent avec ses politiques – et changeons notre regard sur ceux qui nous entourent et qui sont ou peuvent devenir, comme ces jeunes Volontaires d'Insertion, des hommes et des femmes d'action, d'entreprise et de réflexion, capables de participer aux réformes dont la France a besoin et de les mener à bien !

Mathilde Godard,
ESSEC Business School

Lettre à mon père

« Tu m'as dit l'autre soir que je t'avais déçu.
Que je dilapidais la chance inestimable
De mon éducation, et des savoirs reçus,
De la sécurité, la paix, de la vie stable.
Que je me comportais comme un enfant gâté
Qui ne sait reconnaître et honorer le don
D'un passé et d'un nom, d'une Histoire héritée
Mais qui préfère errer comme il lui semble bon.
Ton regard s'est planté droit dans mes yeux perdus
Puis tu m'as dit : « mon fils, tu es français. Crois-tu
Te rendre digne ainsi de cette identité ? »
Ce discours sur tes lèvres… il m'a désarçonné.

C'était une dispute assez commune en somme.
J'avais « dévalidé » un cours et je trainais
Sur les bancs de la fac, sans trop imaginer
Comment mener ma vie. Les profs, comme un seul homme
M'ont alerté, car si je ne comprenais pas,
J'irais droit dans le mur, ne réussirais pas.
Un conflit d'étudiant, comme il y en a tant,
Avec un père aimant, soucieux et peiné,
Anxieux pour l'avenir, « qui n'est pas rose, tu sais. »
Et là, au beau milieu des reproches et des cris,
La France. La nation. Mais comment ? Mais pourquoi ?
Ce discours sur tes lèvres… il m'a désarçonné.
Papa faut-il la guerre pour parler comme ça ?
Pour retrouver « nation », « territoire » et « patrie » ?
Faut-il risquer de perdre notre identité
Pour en revendiquer la beauté et le prix ?

Tu me demandes ainsi ce que j'attends enfin
Pour grandir, pour servir, pour aimer mon pays.
Mais si la France est terre où croît la liberté,
Cette question, peut-on enfin la repenser ?
Au cœur des turbulences, qu'attendre de la France ?
Au sein de mon pays, quelle est mon espérance ?
Qu'ai-je droit de rêver, ici, comme destin ?
Qui donc me donnera de quoi croire en demain ?

Tu diras : « C'est facile ! À ton âge, tu sais,
J'avais plus de courage et je voyais plus grand. »
Je ne sais s'il convient d'évoquer le passé…
À chacun ses défis pour aller de l'avant.
Quand tu avais vingt ans, on marchait sur la lune,
Ta jeunesse rêvait de l'internationale.
On sillonnait l'espace, on détruisait les murs,
On bâtissait l'Europe indivisible et une.
On pensait révolus le nazisme et le Mal,
On croyait en la paix ; on croyait au futur.
Tu es de la promo des pavés déchaussés,
Des pavés chauds de sable et des plages, l'été
Du rock et du mépris des règles établies
De la révolution et de la liberté
De la sécurité et des congés payés.
Tes copains de jeunesse, à la fac, ont appris
L'éducation pour tous et la laïcité.
Mes copains, aux terrasses où tu rêvais ta vie
Sont tombés sous des balles, fauchés par les kalash
Aveugles, assoiffées des fous de Dieu, des lâches,
Dans ces concerts de rock où tu brûlais d'aller.

Notre Europe ébranlée, nos frontières fermées,
Comme il est loin le temps de l'internationale !
Comme il est loin le temps où vous n'aviez plus mal !
Il faut bien avouer que la terre a tourné…
Les alertes à la bombe et les confinements
Rêviez-vous de cela, plus tard, pour vos enfants ?
Non, bien sûr, et pourtant… Il faut nous protéger
Maintenant, à défaut de protéger la paix.
L'état d'urgence, les ambulances, et les conseils
Envolés le matin : ne rentre pas trop tard
Et reviens sans traîner, reste loin des fêtards
Car tout peut arriver – et pourtant l'État veille,
Les militaires armés gardent les portes closes
De l'université, en ces journées moroses.

Je suis Charlie, je suis Paris, je suis, je suis…
Mais tout est là : je sais que j'existe ici-bas.
Et je le sais si bien, quand ce n'est plus le cas
De cent autres copains qui étaient – ne sont plus,
Et qui me manquent tant – qui pourtant se sont tus.

Ne vois-tu pas, papa, que je pense à demain ?
Que je crois en la France et que j'espère Paris
Délivré de souffrances et ouvert à la vie ?
Ne sens-tu pas ma peur de l'espérer en vain ?
Pour vivre en mon pays, insouciant et rieur,
Pour pouvoir faire la fête, être un brin tapageur,
Faudrait-il que j'assume un pouvoir surhumain ?
Ce poids sur mes épaules, il n'était pas le tien. […]

J'écume les cafés avec l'arrière-pensée
Que je résiste, au fond, contre la cruauté.
Je pense à ce matin et très peu à demain
Pour ne pas remarquer que le monde a changé,
Que sur la plage, l'été, ce sont les clandestins
Qui cherchent enfin repos dans notre « liberté ». […]

Que faire alors, que croire ? En quoi puis-je espérer ?
La France de demain, je la veux transformée !
Des idées, j'en ai plein, des projets, par centaines
Je ne veux les laisser en des mains incertaines.
Si ta génération projetait l'avenir,
Ma génération subit son *carpe diem*.
Ne saurait plus construire, ne saurait plus agir,
Compterait sur autrui pour régler ses problèmes…
Que cela change enfin ! Construisons pour demain !
Donnons-nous les moyens de saisir notre chance
Nous avons des talents, tendons vers l'excellence !
Pour les mathématiques, entre autres ! Les Français
Devraient prendre confiance en leurs capacités
Plutôt que de sombrer dans le repli sur soi
Fini le *French bashing*, et place au *French… powaa'* ! […]

Il faudrait simplifier les règles établies,
Que les lois, les décrets soient accélérateurs
Des sursauts de progrès qui portent la croissance.
Que les pouvoirs publics soient simplificateurs
De l'emploi, des projets, des moteurs de puissance.
Épargnons au pays la valse des ministres :
La stabilité est une clé du succès.
Ne pas trop se braquer sur les acquis sociaux,
Sur l'État providence ou sur les Assedic :
Une sécu gérée sur une autre musique,
Moins de bureaucratie… que de projets géniaux !

Que la voix de chacun s'exprime en liberté,
Qu'elle soutienne un hymne, un drapeau, qu'on soit fier
De valeurs qui nous forment mais jamais n'altèrent
Notre diversité ! Qu'elles soient un symbole,
Dans les pays meurtris par les conflits d'ethnies,
Pour amener la paix, pour taire les idoles.

Que notre éducation ne soit plus un repli
Qui ségrégue en quartiers les Français divisés.
Que l'on apprenne à lire, à écrire, à compter :
Ce sont les vrais leviers de méritocratie.
Que l'on croit en nos profs, que leur autorité
Nous montre le chemin pour prendre en main nos vies.
Car si l'on ne nait pas dans un milieu aisé,
Il est bien compliqué d'obtenir aujourd'hui
Un poste gradé à responsabilités.
L'entreprise et l'État se privent en partie
D'un vivier de talents dont ils auraient besoin.
Offrir à tous les étudiants le droit au stage,
À l'alternance, aux formations professionnelles,
Pour leur permettre à tout niveau et à tout âge
De développer mieux des qualités factuelles,
Afin qu'il n'y ait plus de jeunes sans emplois
Ou bien d'emplois sans jeunes… absurdité ma foi !

Que le droit du travail soit pour les salariés
Gage de protection et de sécurité :
Empêcher de virer sans façon l'employé,
Ou baisser son salaire, ou augmenter ses heures
Comme il semblera plus rentable à l'employeur.
Je rêve d'une France où la gent féminine
Ait sa place aux côtés de ceux qui la dominent.
Où notre parité ne soit question de chiffres
Mais de mentalité. Ne pas être sous-fifre
Parce qu'on a porté les enfants de demain.
Être mère et patron, penser au féminin.

Puis remettre à l'endroit les finances publiques.
On ne peut continuer à vivre de crédits.
Équilibrer les comptes, assainir la boutique,
Et remettre l'État à sa place impartie,
Le recentrer enfin sur ses métiers de cœur.
Qu'il ne manage pas toute sphère privée.
Qu'on laisse le champ libre à nos entrepreneurs,
Aux pme, start-ups, aux petits décideurs
Portant un vrai impact sur nos économies,
Car ils ne craignent pas d'innover ni de voir
Dans de petits progrès quotidiens la victoire
Du système global. Ils contribuent ainsi
À donner l'énergie qui manque en temps de crise.
Et s'ils font concurrence aux grandes entreprises,
Ça n'est pas forcément une nuisance, à terme.
Il faut laisser fleurir ce que portent en leurs germes
Les graines du business social et solidaire.
Il assainit la terre, il assainit la banque,
Il assainit le cœur des financiers grégaires,
Il résorbe la haine, il résorbe le manque. […]

Liens, services ou réseaux, l'État doit encadrer
L'essor des plates-formes et réguler le flux
Des opportunités et de leurs plus-values.
Nous disposons ainsi de très bons ingénieurs,
Laissons-les innover et prouver leur valeur !
Osons l'économie plus collaborative,
Quitte à lui consacrer un ministère entier.
Cette forme d'entraide est propre à transformer
Notre vie quotidienne… il ne faut qu'on s'en prive !

Il faudrait investir au sein des métropoles,
En faire une valeur de l'investissement,
Des hubs polycentriques, nouvelles *smart-cities*,
Puis y développer transports et logement,
Il faut renforcer l'aide à la rénovation,
Assouplir le crédit à la consommation,
Y promouvoir la vie, le bien-vivre commun !
Mener enfin à terme un projet « Grand Paris » !

Que l'on soit plus soucieux du climat, de la terre.
Qu'on cherche à préserver notre eau, nos sols, notre air.
Que la Cop 21 ne soit pas de vains mots
Imprimés en couleurs sur du papier glacé,
Les paraphes soumis de puissants endormis
Qui se moqueraient bien de deux degrés en trop
S'ils pouvaient, dans leur caisse, entrer plus de profit.

Tu diras « rêverie ! Idéal que tout ça !
Si tout était si simple, enfin ! Ne crois-tu pas
Que tout irait très bien depuis longtemps déjà ? »
L'idéal justement… ne manquerait-il pas
Aux penseurs d'aujourd'hui, aux savants, aux élus ?

J'aurai donc l'idéal que certains ont perdu !
Je serai avocat pour exiger justice,
J'aurai réparation de tous les préjudices.
Je serai PDG pour que mon bénéfice
Alimente les stocks d'une œuvre bienfaitrice.
Je serai physicien pour forcer la matrice,
Je serai ingénieur pour mouiller l'artifice
Des fusils et des bombes, pour créer un progrès
Qui serve les enfants de notre humanité.
Je me ferai banquier pour juguler la crise.
Je me ferai pompier pour éteindre le feu
De haine et de rancœur qui tient sous son emprise
Les hipsters, les bobos, les cailleras de banlieue.
Je serai s'il le faut président des Français,
J'irai à Matignon, j'irai au Quai d'Orsay,
Pour réclamer la paix, pour que ma République
Soit un phare éclairé, raisonné, magnifique.
Je serai professeur pour enseigner le goût

De l'effort partagé, du travail jusqu'au bout.

J'agirai pour la France au lieu d'attendre d'elle,
J'ai assez d'énergie pour la rendre plus belle !
Je me ferai rappeur, clown, artiste ou chanteur
Pour faire rire et pleurer, chanter, grandir, rêver !
Je serai optimiste, attaché aux valeurs
Du pays des Lumières et de la liberté.
Je serai écrivain pour reconstruire un monde,
Dans un regard d'enfant, où chacun ait sa place.
Je resterai debout, pour ne pas que s'efface,
Par haine ou par dédain, le souvenir commun.
La France de demain ? J'attends d'y vivre heureux.
Je n'en attends pas plus, je n'en attends pas moins.

« J'avais un idéal infini. » j'ai écrit cette phrase brouillée
Sur les murs de Paris, Rue Cujas
Les passants, fuyant d'un pas pressé
Sourient en la lisant. Car rien n'est terminé.
Tout commence. Vive la France !

Élisabeth Raynal, EMLyon Business School

La France, soldat de l'idéal

« Quant aux vivants, j'ai dit que nous les attendions pour les regarder passer dans les cris, les larmes, les applaudissements enthousiastes sous l'arc triomphal et, enfin, j'ai ajouté que, par eux, la France retrouverait sa place dans le monde pour poursuivre sa course magnifique dans l'infini du progrès humain, autrefois soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, toujours soldat de l'idéal. » Georges Clemenceau, Annonce de l'Armistice au Sénat, 11 novembre 1918.

L'amiral s'avança vers la plage. Quarante-sept ans qu'il l'avait quittée… Et pourtant, rien ne semblait avoir changé vraiment, depuis ce jour gris de mai 1969. Toujours ces mêmes vagues déchaînées venues d'un horizon indistinct, toujours ces mêmes dunes paraissant cacher ce je-ne-sais-quoi de mystique avec, derrière elles, ces épis de blé vert balayés par le vent ; toujours ce même tapis de sable blanc immaculé, toujours ce temps suspendu au-dessus du monde. Et la solitude ! La solitude toujours, cette même solitude dont le grand homme avait écrit que l'on ne pouvait imaginer autre compagne lorsque l'on avait « rencontré l'Histoire ». L'Histoire… le grand homme ne l'avait pas seulement rencontrée, il l'avait tutoyée. Telle était d'ailleurs sa « certaine idée de la France » : une Nation tutoyant l'Histoire, seule, au premier rang de l'action et de l'audace.

Cette plage de Derrynane, à quelque trente kilomètres de Sneem, au sud-ouest de l'Irlande, est un peu la scène d'un théâtre perdu, oublié plutôt. D'un théâtre français. Pure, déserte, ouverte à l'immensité de l'océan et exposée sans cesse à l'humeur changeante et vagabonde de ce faiseur d'empires et briseur de gloires. Telle est un peu la place de la France, là où la providence a, un jour lointain, voulu qu'elle demeurât : au premier rang des mouvements de l'Histoire, au cœur des grondements du monde. C'est cette ressemblance qu'avait d'ailleurs, sûrement, comprise et recherchée le Général, après son départ du pouvoir le 28 avril 1969.

Ayant franchi la petite vallée de dunes, François Flohic[1], les mains enfoncées dans les poches de son pardessus noir et humant l'air du large, commença, lentement, à longer la plage. S'étant avancé trop loin et commençant alors à reculer pour fuir une vague violente, les yeux toujours rivés vers l'horizon, l'amiral trébucha sur un galet. « Alors, Flohic, est-ce l'horizon qui vous paraît trop grand ? Trop frêle pour rester debout ? » lui lança-t-on alors. L'amiral, qui avait bien perçu que la voix venait de derrière, se redressa pour n'en pas croire ses yeux.
« Mon… mon… mon Général, c'est vous ? C'est bien vous ?
– Qui d'autre voulez-vous donc que ce soit ? L'on doutera donc de moi même par-delà la mort !
– C'est-à-dire, mon Général, que…
– Je sais Flohic, je sais…Figurez-vous que je reviens souvent ici contempler les souvenirs.
– Vous voulez dire que vous revenez hanter ?...
– Voilà que vous vous mettez à parler comme les communistes à présent. Décidément bien frêle Flohic !
– Mais non mon Général ! Mais non ! Et d'ailleurs, les communistes… nous leur devons bien quelque chose. 40, 44… Rol-Tanguy… Je sais, tout cela paraît bien loin...
– Pas pour moi Flohic. Pas pour moi ! Rien ne semble m'avoir quitté, aucun des événements que j'ai vécus, ni même ceux qui ont précédé ma naissance ou suivi ma mort. Voyez-vous Flohic, au fond, j'ai toujours été habité par la France…
– Celle du « fond des âges » !
– Je vois que vous n'avez pas tout oublié ! Oui... J'ai souffert de ses échecs et de ses humiliations, et me suis rasséréné à travers ses gloires… Et la France que je contemple de là-haut me fait à vrai dire souffrir autant qu'elle me réjouit. La mort n'apparaît pas avoir totalement rompu le fil charnel. »

Les deux hommes se mirent à longer ensemble, comme ils l'avaient fait près d'un demi-siècle plus tôt, la plage déserte.

1. Né en 1920, aide-de-camp du Général de Gaulle, a accompagné le Président à Baden-Baden en mai 1968, et a été le dernier compagnon de route du couple de Gaulle en Irlande, en mai 1969.

« Vous fait souffrir autant qu'elle vous réjouit ? » demanda Flohic au Général. Le grand homme, continuant à marcher le regard lancé au loin, ne répondit pas, comme absorbé par l'horizon de ses pensées et celui de l'Histoire, sa compagne de toujours. « Au fond, ce qui me navre Flohic, c'est le gâchis de la jeunesse, ce renoncement perfide qui lui est imposé, la défiance à laquelle elle semble poussée à se résigner. Il me semble, par moment, voir les lamies de 1940 refaire surface. C'est que la jeunesse de France ne se voit désormais offrir que médiocrité à tous égards : sur la radio et la télévision, dans les journaux, j'oserais même dire dans les arts ! Et la politique n'est point en reste ! Ah, la politique ! La politique ! Cela nous emmènerait bien loin, Flohic, bien loin… Mais la chienlit comme mode de gouvernement, je n'avais encore jamais vu ni n'eusse jamais pu l'imaginer poussée à tel extrême ! Quant à ces commentateurs d'actualité… des pourvoyeurs de peur, voilà tout ! Chaque feuillet arraché tous les soirs à l'almanach n'est que liste de maux déprimants, de peurs sans cesse accumulées, de lendemain d'avance déjà brisés… Comment voulez-vous croire en vous-même en pareil contexte ? Le monde du siècle qui émerge est celui de crises d'autant plus brutales que mondialisées, courtes et somme toute inattendues. L'heure n'est plus aux affrontements de blocs relativement homogènes, se livrant une guerre larvée par-delà un rideau de fer visible à tous. Non, elle est à celle d'un monde profondément instable, apolaire, où si l'Europe n'est plus, le Ciel en soit loué, le terrain de jeu des Américains et des Russes, l'Occident n'est plus, et c'est autrement plus sérieux, la référence morale et politique incontestée de l'Humanité. Tout cela pèse sur notre jeunesse, qui devra assumer, seule, la conduite de la France dans les décennies qui viennent. » Puis, s'arrêtant et levant les bras au ciel pour les faire lourdement retomber le long de son corps, le Général asséna, grondant : « La jeunesse est privée d'aurore ! C'est la première étape de la décadence Flohic ! N'ayons pas peur de l'exigence, de l'ardeur à l'effort ! Ne laissons pas la jeunesse de France, celle-là même sans qui Londres n'eût jamais été Londres, subir le triomphe destructeur de la vacuité et la traque permanente de l'intelligence ! »

Le monologue du Commandeur se poursuivit, alors que les deux hommes avaient repris leur marche lente, s'arrêtant ça et là pour écouter la grandeur des rouleaux furieux sur la mer qui s'était mise à gronder.
« Au fond, Flohic, la pire des crises que traverse la France est peut-être, et cela n'étonnera personne, la plus ancienne, celle de la confiance. Si les Français semblent avoir perdu le sens de l'Histoire et de sa grandeur, s'ils doutent, peut-être plus que d'autres, de la place de leur nation dans le cortège immense de ses semblables, c'est qu'ils ont perdu le fil d'eux-mêmes. Comment, dès lors, prendre en main son destin pour s'accomplir face aux hommes et à l'Histoire ? N'atteint les cimes des plus hautes montagnes que celui qui croit en lui, en son destin de hauteurs, et s'il fallait douter, car il le faut, semble-t-il, toujours un peu (c'est du moins ce que m'assurait toujours Yvonne au moment des révoltes des pavés en mai 1968), c'est *en* soi et non pas *de* soi ! La France a toutes les raisons et tous les moyens de croire en Elle, croire au point de s'oublier Elle-même face à l'Histoire qu'elle est née pour façonner ! « Sans savoir pourquoi / J'aime ce monde / Où nous venons pour mourir »[2] … Le soleil est toujours si beau au crépuscule, le Levant est là pour nous le rappeler Flohic ! Voyez ces vers d'un poète japonais, ils nous rappellent que la réalité de l'Histoire est plus importante que sa raison ou que sa cause : c'est vrai pour l'amour comme pour le destin d'un peuple. La France a tout entre les mains pour se hisser de nouveau au sommet des nations. Qu'Elle cesse de se demander pourquoi, et qu'Elle se mette débout !
– Mais, mon Général, regardez notre peuple désuni : en 1940, communistes et royalistes pouvaient marcher main dans la main pour libérer la patrie, Péri et d'Estiennes d'Orves n'en sont pas les exemples les moins éloquents ! Aujourd'hui, plus aucun dialogue serein ne semble possible. Tout paraît se passer comme si la paix civile avait liquéfié la concorde nationale, laissant place à une mosaïque d'intérêts contradictoires...
– Mais Flohic, pour maintenir le peuple uni, encore faut-il le penser tel, lui parler comme tel et ne concevoir d'autre communauté que la communauté nationale. La France a toujours été un modèle d'intégration sociale, intellectuelle et culturelle. Que serait-Elle sans les Russes de 1917, les Italiens de 1922, les Espagnols de 1936 ? Qu'eût été Londres sans les Français des colonies, sans nos peuples frères de Dakar ou d'Alger. Qu'eussent été la Garde impériale puis la Grande armée sans leurs Mamelouks ? La France n'est la France que dans l'accueil à la diversité de l'intelligence ; elle saura redevenir pleinement Elle-même si elle sait assumer cet héritage. La Nation sera intégratrice ou ne sera pas. Il ne saurait y avoir de discours politique façonné en fonction de l'ethnie, de la religion ou de la ville natale des Français à qui l'on s'adresse. La confiance passe par l'éradication de la peur, fléau des démocraties modernes. Quel fracas là-haut, d'où j'observe ce triste chahut annonciateur du naufrage que l'on peut encore éviter, face à la crise des chefs : que n'a-t-on assumé notre part d'influence, de pouvoir, et d'humanité, j'oserai même dire d'intelligence, dans cette effrayante déferlante de dépossédés, de torturés et de tyrannisés à travers toute l'Europe. Eh bien quoi ! Des centaines de milliers – l'on parlerait même de millions – d'enfants, de femmes, de vieillards fuyant l'abomination des persécutions, demandant asile à la civilisation, à qui l'on ne répond mot ! La France s'est insultée Elle-même ! La première des

2. Natsume Sôseki (1867-1916), in : *Haiku*, trad. Corinne Atlan et Zéno Bianu, Poésie/Gallimard, 2002, p. 191.

réponses qu'appellent les traumatismes brutaux et inattendus de l'Histoire est la fermeté dans la résolution à l'audace ! En laissant l'Allemagne agir seule, nous avons souillé notre héritage moral. Quelle image désastreuse adressée à la jeunesse de France ! La France a les moyens et les ressources humaines de prendre sa part de la détresse du monde : si Elle le veut conquérir par l'esprit et prétend, comme je l'ai toujours pensé et éprouvé dans ma chair, en être l'un des piliers moraux et spirituels, l'un des poumons de puissance, Elle doit en démontrer effectivement l'ambition. Je connais les Français, ils ont peur de leur ombre. Mais, libérés de leurs chaînes, libérés d'eux-mêmes, rien ne les peut arrêter. Rien, Flohic, vous m'entendez, rien ! La France est appelée à jouer un rôle particulier dans le grand orchestre des nations ; et si Elle a sa place au premier rang, c'est avant tout dans l'orchestre superbe de l'Europe qu'Elle a une vocation proprement unique.
– L'Europe mon Général ? Mais… vous parliez de nation ?
– Précisément, Flohic, précisément ! L'Europe est comme l'une de ces façades de Gabriel : elle ne fait sens qu'avec toutes ses colonnes harmonieusement et majestueusement alignées. Et à l'évidence, l'Europe est la dernière solution des nations, l'ultime recours de subsistance, rempart à la décadence. L'avenir des nations passera par l'Europe. Mais sûrement pas par celle des lois et des règlements ; bien plutôt par celle des lettres, des sciences, des savoirs et des techniques.

Où est le nouveau Concorde, la nouvelle Ariane, le nouveau CERN, le nouvel ERASMUS ? L'Europe peut être le ciment de la confiance des nations, au premier rang desquelles la France, en elles-mêmes. L'Europe est à même d'élargir l'horizon des possibles : pour la politique, la recherche, l'économie… bref, pour cette « croissance », dont je n'aurais jamais cru qu'elle pût faire un jour l'objet d'une telle absolutisation. La France a un rôle moteur à jouer dans la relance de l'Europe des grands projets scientifiques et culturels : qu'attendons-nous pour gagner Mars ? Que les Américains ou les Chinois nous y précèdent, une fois de plus ! Allons, de l'audace, de l'ardeur ! Qu'attendons-nous pour créer un centre européen géant de la recherche ? Cancer, Alzheimer, Parkinson… les combats ne manquent pourtant pas ! Les crises d'aujourd'hui, et celles de demain plus encore, appellent à une logique mutualisation des risques, et donc des investissements. Les nations ne se pourront accomplir vraiment que dans la coopération et le dialogue raisonnés. Et la France peut en être le fer de lance ! Regardez, de même, les restes de l'empire : cette francophonie est un don de la Providence ! Allons donc ! Comment négliger plus longtemps cette communauté de peuples unis par une même communauté de destins, hier politiques, aujourd'hui économiques et culturels ? La France se doit d'assumer son rôle, qui n'est pas celui d'un arbitre mais plutôt d'un chef d'orchestre, d'un stimulateur d'enthousiasme, d'un facilitateur d'intelligence. La France a une vocation mondiale, et nos voisins européens ont tout à gagner à notre réveil. Quoi de plus ambitieux pour redonner à la jeunesse de France confiance, espoir et courage ?

Arrivés à l'extrémité de la plage, là où les rochers rappellent à l'homme sa finitude, les deux hommes se retournèrent ; le Général posa sa main sur l'épaule de l'amiral et lui déclara, d'une voix sereine : « La France, Flohic, la France est un espoir de victoire. Et la victoire ne saurait poindre ailleurs qu'à l'horizon du progrès. Au fond nous revenons toujours à ces mots de Clemenceau, ces mots de la victoire que je n'ai jamais oubliés, – je n'avais pas encore vingt-huit ans – victoire d'une France poursuivant « sa course magnifique dans l'infini du progrès humain, autrefois soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité, toujours soldat de l'idéal. »

Traversé par ces mots, Flohic, presque réveillé d'un demi-sommeil dont il n'était pas conscient, balbutiant, lança au Général, qui avait déjà disparu : « Mais, Général, ce sont de braises que vous parlez ! De braises ! Cette victoire-là semble si loin ! » Et du ciel, dont le bleu avait soudainement percé les nuages, descendirent ces derniers mots : « N'oubliez pas, Flohic, que, des braises, renaît toujours la flamme ! »

Grégoire Roos, EHESS

FORUM ENSE³ - INP GRENOBLE

COMMENT LES JEUNES S'EMPARENT-ILS DE L'INNOVATION ?

Dynamiser l'enseignement de l'innovation
Je propose de créer une semaine de l'innovation couvrant tous les domaines d'expertise, à l'échelle de la ville. L'étudiant s'y informerait et aurait l'opportunité, au cours de rencontres en face-à-face, de confronter ses idées et de les tester auprès de professeurs et de professionnels compétents. Une structure conseil « Points clés » aiderait les jeunes à concrétiser leurs projets en mettant en place par exemple un crédit investissement dans l'innovation, justifié par leur statut d'étudiant-entrepreneur.

Théo Capazza, ENSE³ (mars 2016)

II

Mentions Spéciales

Le Président se meurt

Pièce en trois actes. Au palais de l'Élysée, le Président de la République s'interroge sur le discours aux Français qu'il doit prononcer le soir-même. Son Premier ministre lui suggère d'entendre ce que ses ministres ont à dire.

ACTE II
L'acte se déroule dans le salon Murat. Une grande table est préparée pour recevoir le conseil des ministres. Le Président et le Premier Ministre sont déjà installés.

Scène 1
Le Président d'une voix sérieuse :
De cette réunion, dépendra mon discours.
Et de sa réception, votre poste à son tour :
Je préfère vous le dire : votre place est en jeu.
Le sort pourrait vous être pour le moins malheureux.
Je dois vous confesser toute mon affection
C'est un vrai plaisir de vous voir à Matignon
Mais la France réclame de profonds changements
Et je devrais peut-être commencer en vous virant ! […]

Scène 2
Le Ministre des Affaires étrangères
J'apporte à présent les nouvelles onusiennes :
Notre siège permanent donné à l'Union européenne !
Celle-ci siègera au conseil de sécurité
Et donnera à notre voix plus de crédibilité.
Je vous annonce aussi une mesure originale :
La création d'ambassades bicéphales !
L'Allemagne et la France enfin réunies.
Dans vingt petits pays.
Nos ennemis d'autrefois sont nos plus proches alliés.
Et nous ferons ainsi une politique commune.
Et nous préserverons ainsi de l'infortune. […]

Le Ministre de la Défense
Je vous apporte une bonne nouvelle
Qui devrait à l'Europe donner de nouvelles ailes
La Communauté européenne de défense, si souvent débattue
A été hier, en séance retenue !
Allemands, Grecs, Tchèques et Français,
Marcheront enfin ensemble vers de nouveaux succès. […]

Le Ministre des Affaires européennes
Cette nouvelle armée doit ravir Jean Monnet.
L'Europe, havre de paix et de stabilité
Dans un monde frappé par tant d'hostilité.
Enfin l'Union d'un vrai budget se dote.
Pour enfin voir naître une politique sociale.
Qui nous a trop manqué et nous a fait du mal.
Cela devrait ravir tous nos compatriotes.
Elle fait de sa priorité la lutte du chômage
Qui dans tant de pays fait de nombreux ravages. […]

La Ministre de la Justice
Finies les prisons surchargées.
Que chaque livre lu par un prisonnier
À sa peine enlève, désormais une semaine.
La lecture libère et l'esprit et les peines.
Et nous encourageons ainsi la formation.
Car nous devons enfin repenser la prison
Et ainsi améliorer la réinsertion.

Le Ministre de l'Éducation nationale lui répondant
Je ne saurai Madame, réprouver votre réforme.
Fermez donc une prison et ouvrez une école !
J'espère sincèrement que vous tiendrez parole.
Pourquoi ne pas retourner aussi à l'uniforme ?
Afin que les différences sociales s'effacent
Et que l'égalité règne partout, même dans la classe ?

Le Ministre de la Culture
En cette période de crise, notre budget augmente !
Les humanités résistent à la tourmente !
La culture, si souvent victime d'austérité
Ne sera plus jamais sur l'autel sacrifiée.
Giotto, Le Caravage, connus des écoliers,
Voilà mon objectif que je veux appliquer.
La perfide Albion a peut-être du bon
Car elle a été la source de mon inspiration :
Les musées gratuits pour tous, sans distinction,
Voilà l'un des volets de ma proposition.
Il faut favoriser des partenariats lycée / musée
Que leurs fréquentations deviennent habituelles.
Que le goût culturel devienne naturel !
Culture et enseignement d'un même pas marchent ensemble
Et encouragent ainsi un mouvement rassemblant.

Philippe Branche, ESSEC Business School

Faire le Mur ?

[…] Qui peut croire que nous ne faisons que « traverser actuellement une zone de turbulences », mettant à l'épreuve le seul pilote ? Qui persiste encore à penser que les circonstances sont mauvaises mais extérieures à l'embarcation ? C'est bien

plutôt l'inverse qui se déroule : voilà que la turbulence nous traverse, s'installe tranquillement dans le rythme normal de nos vies. Ni elle, ni nous, ne sommes plus passagers. Au point, désormais, que celle-ci caractérise jusqu'à l'état de *l'air politique* que l'on respire, tel qu'on peut le percevoir affecté de mouvements imprévus, d'alliances changeantes et de cartes rebattues. Et le risque est grand dans cette inversion. […]

De l'écroulement du *World Trade Center* un certain *Nine Eleven* de 2001, aux attentats de 2015 qui ont touché la France en son centre, sans oublier la crise des *subprimes* inaugurée en 2007 qui n'en finit pas de durer et de se mondialiser, ce sont toutes les promesses libérées dans la chute du Mur de Berlin qui se sont évanouies. C'est une ironie triste de voir aujourd'hui que bâtir des murs peut passer pour un projet, une manière de s'engager dans l'avenir. Combien de milliers de kilomètres de murs, de clôtures de sécurité programmés, financés, investis par des capitaux anonymes, pour séparer deux territoires, et combien de populations ? […] La question a toujours été une question politique, c'est-à-dire une question de volonté : ou la séparation antagonique qui nous assigne à résidence, ou la différence historique qui nous relie dans un temps et un espace commun. En somme, le choix est simple, il est entre deux manières de « faire le mur » : ou bien séparer, ou bien s'échapper des séparations. Car c'est précisément au cœur de cette expression que se joue aujourd'hui une part essentielle de la question politique par excellence : non pas « que faire ? », comme si nous étions les experts en chambre des gouvernants ou l'avant-garde éclairée du Parti de l'Histoire, mais « que voulons-nous faire ? », nous citoyens, collectivement, en tant que collectif démocratique et non séparé du gouvernement sinon par sa représentation ? Voulons-nous faire le mur avec le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, et sa fragile coalition de pays d'Europe centrale ? Voulons-nous édifier tout ce qui empêche l'édification, c'est-à-dire accumuler les kilomètres de barbelés ? Est-ce donc cela le sens du gouvernement qu'imposent les turbulences ? Ou bien voulons-nous *faire le mur* au risque de l'incertitude, c'est-à-dire passer par-dessus – ce qui n'est pas tout à fait le détruire – , nous échapper des situations insupportables, soutenir la fuite des répressions tyranniques, du Levant ou d'ailleurs, mais aussi soutenir tout ce qui veut aller hors les carcans trop rigides de la pensée idéologique ?

En ce sens, une première étape de l'évasion consiste à penser par-delà les catégories de la politique héritée. Dans un monde de turbulences, qu'attend-on d'un pays ? Pour le dire d'une formule paradoxale, ce qu'on attend d'un pays *démocratique*, c'est peut-être avant tout qu'il ne s'attende plus à ce qu'on ne veuille qu'attendre. C'est de ne pas réduire le citoyen à sa passivité, à son statut d'être dirigé, comme par l'extérieur. […] Cependant, *faire le mur* ne saurait revêtir qu'une pure signification métaphorique […] De part et d'autre du Mur qui sépare, *faire le Mur* peut alors devenir un projet politique, un pied-de-nez fait à tous les *checkpoints* de la planète. Faire le Mur, c'est le contraire de la barrière, de la clôture, de la prison. Et cela n'a rien non plus d'une fuite en avant. S'échapper réclame toujours beaucoup d'ingéniosité et de force de décision. Depuis l'Irak et la Syrie, depuis ailleurs encore, des centaines de milliers d'hommes et de femmes côtoient la mort et lui échappent. Qui donc aura assez de cynisme pour les abandonner aux portes de la mort, pour des motifs d'identité ? Aucune discussion diplomatique sur l'équilibre général des pays du Vieux Monde ne saurait justifier ce genre d'abandon. Personne ne nie la sensibilité des peuples et leur histoire. Mais, quand l'on sait par les études prospectives des économistes que le phénomène actuel des grands mouvements de population est loin de désavantager ceux qui savent l'accueillir, qui ne voient dans l'argument anti-migratoire des « nouvelles difficultés économiques qui s'ajoutent à d'autres déjà présentes », autre chose qu'une défiance crispée à l'égard de l'étranger, autre chose qu'une fatigue à pouvoir se penser capable de santé et non nécessairement sur le déclin, autre chose qu'une impuissance à faire de tels événements contingents l'occasion d'une palingénésie ? À la fin des années 1930, certains juifs fuyaient l'Allemagne et l'Europe centrale. Par défaut d'accueil, certains sont morts abandonnés. Peut-on seulement s'y résoudre en toute conscience ? Au contraire, c'est à cette habitude de poser le problème qu'il ne faut jamais nous résoudre. Il nous faut dire que les hommes réprimés par les tyrans, chassés par les fous de Dieu et menacés par les bombes étrangères, choisiront *toujours* d'échapper à l'enfer.

[…] La nouveauté radicale de notre génération, c'est peut-être qu'elle ne peut plus se contenter de parier lâchement sur l'avenir. Même l'espoir d'un monde meilleur qui a toujours suffi à remplir les cœurs et les cerveaux ingénieurs, en est venu à être douteux aux yeux des experts en déclin national – et l'on ne saurait supprimer l'influence de ceux-là par le seul fait que l'on n'en tienne aucun compte. Même la confiance, ce sentiment profond d'une foi en quelque chose ou en quelqu'un, en est désormais réduite à un rôle de levier psychologique qui libérera les puissances d'argent anonymes. De quoi sera fait demain ? On ne l'a jamais su. Mais en même temps, on ne peut se défaire de l'impression qu'un seuil a été franchi. En sorte que nous savons toujours mieux que nous ne savons guère où nous allons. À bien considérer les choses, rien n'est jamais certain : ni la réussite, qui peut sembler si lointaine, ni les autres, qui pourront toujours trahir. Mais c'est cela même le risque de vouloir faire de la politique comme une contre-épreuve à la vie telle qu'elle est toujours. Ce n'est pas à une sortie de l'histoire que nous assistons dans notre Vieux Monde mais à l'approfondissement de notre conscience historique.

Ce n'est pas une dissolution de la politique qui est à l'œuvre, mais sa réinvention. En ce sens, le « pari pascalien » ne peut plus être le nôtre. Ce à quoi il nous incombe de recourir, c'est à une sorte de « pari mallarméen ». Il y a des disparitions dont nous ne savons même plus si elles ont bien eu lieu, noyées dans le ressac des informations et des slogans. Le pari mallarméen consiste à affirmer qu'un désastre a eu lieu. 2015 marque pour nous une rupture séculaire. Et cela exige de prendre demeure dans cette gravité. C'est un pari fait sur le passé pour prendre toute la mesure de l'avenir. La guerre du Golfe a bien eu lieu et ses morts aussi. La seconde Guerre d'Irak a bien eu lieu. La Libye. L'État islamique et la Syrie. De même que Charlie, l'Hypercasher et le Bataclan. Sans doute, la France s'honorerait-elle à placer le problème à ce niveau de réalité et de gravité. Avec son génie particulier, comme disait Camus, la France aurait avantage à placer le problème là où il doit être posé, en essayant de devancer l'histoire plutôt que d'être continuellement à sa remorque.

Léo Fabius, Université Paris-Sorbonne

Mots d'ordre, mots de ralliement

[…] En affirmant que « l'instabilité s'impose comme le régime normal de l'époque dans tous les ordres », Paul Valéry ne s'était pas trompé sur notre modernité. La turbulence est devenue notre rythme de croisière, l'instable notre norme. […] Nous sommes en 1935 et l'auteur du *Cimetière marin* prononce un discours à l'occasion du tricentenaire de l'Académie française. Quelle meilleure tribune en effet pour constater les errances et les revirements de notre monde que celle de la Compagnie à laquelle Richelieu a confié trois cents ans plus tôt la mission de « donner des règles certaines à notre langue » ? À l'heure où l'incertitude interroge les fondements de notre économie et de notre société, la langue est un motif inépuisable de continuité. Elle fixe les règles du jeu et, dans la mesure où l'école est à la hauteur de sa mission, ce jeu là n'exclut personne. La grammaire et *le bon usage de la langue* qu'elle arrête forment par nature un tissu de frontières. Mais de ces frontières qui fixent plutôt que de déplacer, de ces frontières salutaires qui donnent une chance à tous de se retrouver dans la valse perpétuelle de nos repères économiques et sociaux. […]

Qu'on me permette d'évoquer rapidement ici les principaux chiffres sur ce qu'il est convenu d'appeler la francophonie. Ils sont essentiels, ils révèlent la situation exceptionnelle faite à notre langue et que seuls nos compatriotes – tantôt nostalgiques, tantôt préoccupés – semblent ignorer. Mais ce que la donnée brute gagne en précision, elle risque de le perdre en profondeur. Évoquons donc les 230 millions de locuteurs du français qui, en 2014, représentaient 4 % de la population mondiale ; soulignons que c'est sur le continent africain, continent de la croissance la plus dynamique et la plus prometteuse de ce début de siècle, que la langue française fait ses progrès les plus spectaculaires ; rappelons enfin que loin du cliché d'une langue réfractaire à la modernité et à la technologie, le français se place 4e parmi les langues de référence pour les contenus en ligne. Mais évoquons ces chiffres sans nous épargner une réflexion réelle sur le rôle de la langue, sur les liens qu'elle crée et la communauté qu'elle suscite. Trop souvent les pays francophones sont vus à travers le prisme du marché et de l'exportation, ils sont pudiquement renvoyés au rang de « partenaires commerciaux privilégiés ». Ces opportunités économiques sont certaines mais elles ne sont qu'un des aspects d'une communauté culturelle qui les dépasse. Car ces millions d'individus ne se réduisent pas à de potentiels consommateurs, ils habitent le même environnement conceptuel que le nôtre. […] La langue que nous partageons ne se résume pas à un outil. Elle motive une intelligence du monde et crée une proximité intellectuelle que l'on est loin d'épuiser en se contentant d'additionner les « opportunités de croissance » qu'elle représente pour nos champions nationaux.

FORUM SCIENCES PO - UNIVERSITÉ AIX-MARSEILLE

VIVRE ENSEMBLE EN MÉDITERRANÉE

- Face à l'ignorance et à l'incompréhension, nous souhaitons renforcer par la culture l'identité méditerranéenne par un festival d'art contemporain des 2 rives.

Joséphine Parenthou, Sciences Po Aix (avril 2016)

- Favoriser la rencontre et l'échange culturel pour dépasser les préjugés liés aux phénomènes migratoires.

Lucas Miaihles et Andréa Callabe, Sciences Po Aix (avril 2016)

[…] C'est en le pratiquant que l'on défend le mieux le bon usage de la langue, et l'enjeu principal pour le français est de rester une langue de recherche et d'élaboration. Il n'est pas question de nier le rôle central que joue aujourd'hui la langue

anglaise, en autorisant un dialogue qui s'affranchit des frontières et qui assure à la recherche une diffusion inespérée. La France aurait tout à perdre à se draper dans sa langue si c'est pour couper les ponts avec le reste du monde. Mais on peut défendre et promouvoir le français sans mettre en cause son ouverture : en rappelant le rôle des traducteurs, relais essentiels entre les chercheurs francophones et leurs interlocuteurs étrangers. La langue vit, évolue et s'aiguise lorsqu'on veut bien l'investir pleinement, l'imposer comme le vecteur incontournable de la recherche en sciences sociales. N'abandonnons jamais l'idée que la langue française doit demeurer, pour parler comme Richelieu, « éloquente et capable de traiter les arts et les sciences ». Cette défense là n'a rien d'un combat passéiste, elle sert la France autant que la communauté francophone dans son ensemble. Il n'est pas anodin que le livre économique qui a suscité le plus de débats aux États-Unis et peut être dans le monde en 2014 ait été écrit en français : l'exemple du *Capital au XXIe siècle* – écrit par un économiste français anglophone – rappelle s'il le fallait que la traduction joue parfaitement son rôle d'ouverture vers un public (notamment universitaire) plus large. Thomas Piketty aurait-il pu écrire *Le Capital au XXIe siècle* en anglais ? Il aurait pu écrire un autre livre, mais il y a fort à parier que cette somme sur l'état actuel des inégalités économiques aurait perdu beaucoup de sa force littéraire s'il avait dû se passer de la langue de ses maîtres. Le combat pour le français est aussi un combat pour la France, qui s'est toujours enrichie des esprits que le génie de notre langue a séduit ou formé. Fenêtre incessamment ouverte sur le monde, la langue ne fait de distinction d'aucune sorte et certains de ses locuteurs les plus brillants n'étaient en rien destinés à le devenir. François Cheng, Artur Ávila ou encore Carlos Goshn sont d'abord français par la langue, ils portent aujourd'hui haut les couleurs de notre pays. La défense d'une langue ouverte mais aiguisée, d'une langue qui élabore avant que de communiquer est donc tout sauf une nostalgie – elle met en lumière des enjeux politiques et culturels dont on ne saurait faire l'économie.

Plus encore que stratégique, la langue est un instrument singulièrement politique. Les conventionnels ne s'y sont pas trompés, qui dans le désordre qu'ils avaient provoqué ont commandé dès l'an II deux rapports qui fondent une philosophie républicaine de la langue qui continue de mériter toute notre attention. Les deux révolutionnaires qui ont mené ces études – Henri Grégoire et Bertrand Barrère – sont arrivés à la même conclusion : la méconnaissance du français et le maintien des patois a été l'un des ressorts de l'oppression exercée par l'Ancien Régime. Barrère de Vieuzac annonce même avec une emphase qui lui appartient, que le Comité de salut public doit « détruire cette aristocratie de langage qui semble établir une nation polie au milieu d'une nation barbare ». Deux cent vingt-deux ans plus tard, l'égalité devant la langue reste un enjeu majeur pour la République. En la négligeant, on prend deux risques. Celui de rendre vain l'espoir d'une nouvelle dynamique sociale, tant la langue est une condition d'accès à toute politique en faveur de l'égalité. Et celui d'oublier l'importance culturelle de la langue qui est un patrimoine que chacun peut librement s'approprier. Étrangère aux polémiques identitaires, la langue française s'enrichit autant de ses locuteurs qu'ils s'enrichissent d'elle. C'est parce qu'elle est une porte d'entrée vers une culture commune qu'elle mérite des règles claires et partagées par tous. Objet vivant, la langue évolue avec le monde qu'elle décrit. Mais les réformes ne sauraient précéder l'usage, sous peine de voir confisquer par les privilégiés d'aujourd'hui le registre de langue que l'on renoncerait à enseigner dans les classes. La seule solution saine est une politique courageuse qui ne tolère pas qu'un seul citoyen puisse atteindre l'âge adulte sans maîtriser le français. L'émancipation d'un modèle requiert une intelligence de ses règles, aussi *le bon usage de la langue* doit être un bien résolument partagé.

Benoît Heurtel, HEC Paris

Remonter sur la scène de l'Histoire

L'écume de l'Histoire que nous avions cru si longtemps terminée, est venue, un froid janvier, un triste novembre, éclabousser les rues de Paris. La réalité, telle un mauvais génie, s'extirpait des écrans d'ordinateurs où nous l'avions confinée au rang d'un fil continu de dépêches AFP et venait frapper un peuple qui s'éveillait en titubant. Et l'on se retrouvait, sans l'avoir prévu, une Nation. Nous qui nous embrassions, pendant que le monde s'embrasait ; nous qui, insouciants des guerres et des révolutions, préférions croire au confortable récit d'une Histoire pacifiée que le progrès menait, d'une main sûre, à son terme ; nous, qui pensions pouvoir nous offrir le luxe de n'être qu'une simple case dans le tableur Excel du grand marché mondial, et non plus un pays, voilà que nos ennemis nous tenaient à nouveau pour tel. Sans nous laisser le choix, ils nous définissaient en tant que France, meurtrie, endeuillée, mais France malgré tout. Qu'attendions-nous alors d'un pays dont nous avions, avec les années de paix et de sécurité, avec les récriminations quotidiennes et les agacements permanents, presque oublié qu'il existait ? […]

Au même instant, le monde entier, de Washington à Damas, de Moscou à Tel Aviv, de Bamako à Beijing, nous sommait

de réagir et de prendre parti, d'être un acteur à la mesure de notre puissance. Nous voulions être tout à la fois plus et moins, une voix universelle et une bordure protectrice, ambition et retrait, acteur et spectateur. Nostalgiques d'un temps où nous pouvions, entre nous, heureux élus, décider du sort du reste du monde, nous n'avons pas su voir que nul pays n'est une île et que les choix que nous forgeons en commun s'inscrivent dans un contexte mondial, qui s'insinue à chaque instant entre les brèches de nos frontières. La France de demain, pourtant, doit se confronter à ces contradictions. Elle doit comprendre qu'elle ne peut ni refuser de jouer dans l'arrière-salle enfumée des gros parieurs mondiaux, ni prétendre être le croupier qui distribue à tous les cartes qui l'arrangent. Ce que j'attends de mon pays, c'est le savant dosage de réalisme et de passion, qui lui permettra de s'engager dans les affaires du monde comme un acteur parmi d'autres, conscient de ses forces et de ses limites. La France du XXIe siècle, celle du moins que j'aime à imaginer, saura jouer de ses forces économiques, militaires, territoriales, sans pour autant prétendre dicter à des sociétés différentes la marche à suivre. Une « puissance moyenne », dit-on parfois avec un brin de dédain : voilà pourtant un rôle qu'il vaut la peine de défendre, une place médiane, un juste milieu.

Terrorisme, prolifération nucléaire, retour de la Russie, montée de la Chine : les inquiétudes géopolitiques existentielles ne manquent pas. Du réchauffement climatique, aux risques liés à la montée des intelligences artificielles, les menaces auxquelles nous faisons face exigent des réponses qui transgressent allègrement les frontières de la nation et qui nous font parfois nous sentir dépassés par l'enjeu. Et pourtant, c'est encore dans notre pays, à l'échelle de la France et de sa démocratie, que se construit la légitimité du pouvoir qui y répond. Dans cette tension entre le caractère global des défis lancés par les turbulences du monde, et le cadre national dans lequel nous y élaborons des réponses décidées en commun, s'inscrit le rôle que l'on peut attendre de la France. Car elle est à la fois cette République partagée que nous construisons, plébiscite de tous les jours, et cette force durable reconnue comme nation sur le grand échiquier du jeu des puissances. La France que je rêve est celle qui, vivante démocratie à l'intérieur, n'en oublie pas de participer aux affaires du monde comme puissance réelle et non comme fantôme poli. Un pays conscient de sa valeur, sans être imbu de lui-même ; maître de son destin sans en être tyran. […]

Nous ne plierons plus le monde à notre volonté. Mais nous ne pouvons pas plus, nous permettre l'indifférence. Il est temps pour la France de saisir, au sens propre comme au figuré, sa juste place dans un monde qui a changé sans lui demander la permission. Ce que l'on peut espérer, c'est que nous saurons encore trouver une voix, un ton original et quelque chose à dire à un monde où des milliards d'individus prétendent au même mode de vie que les Occidentaux, un monde où la puissance ne peut plus s'exercer sans rapport au poids démographique et géographique. Ce que l'on peut attendre d'un bout de terre de quelques dizaines de millions d'habitants, promontoire sur l'Atlantique à l'extrémité ouest du continent eurasien, héritier d'un patrimoine millénaire et d'une histoire controversée, c'est de n'être ni trop peu ambitieux quant à son influence, ni trop exigeant au vu de sa place réelle sur la scène internationale. Ce que l'on peut imaginer, c'est un pays qui subordonne ses rêves de grandeur surdimensionnée à l'intérêt réel de sa population, et qui ne prétende pas boxer au-dessus de sa catégorie avec les gants empruntés aux autres ; mais aussi un État qui joue pleinement le rôle que sa force lui confère, modernisant son économie, affichant ses principes, défendant ses alliés. J'attends de la France qu'elle ne cède ni aux matamores qui prétendent que l'on peut vaincre sans en avoir les moyens, ni aux déclinologues qui croient que l'on peut gagner en déclarant forfait.

« De la mesure avant toute chose », ainsi qu'écrivait le poète. C'est une exigence de tous les instants de savoir qui l'on est et ce que l'on peut. Exigeons donc de la France qu'elle ne soit ni trop ni trop peu, et que ceux qui la gouvernent, sans prétendre à des visées dont nous ne sommes plus capables, ne négligent pas les buts que nous pouvons atteindre. La France des quarante dernières années a prétendu tout à la fois vivre au-dessus de ses moyens, parler plus fort que les autres, mais refuser d'être une véritable puissance, se cachant tour à tour derrière les fantomatiques institutions européennes, le parapluie américain, les principes juridiques abstraits. Il est temps de jouer une partition à la mesure de nos instruments : ni orchestre symphonique, ni triangle inaudible, mais soliste de talent, capable de tenir son rang dans le concert des nations.

Antoine Levy, EHESS

À l'ouest d'Aden

« Aden[1] était une image fortement concentrée de notre mère l'Europe, c'était un comprimé d'Europe. Quelques centaines d'Européens ramassés dans un espace raccourci comme un bagne. » […]
« Comptables économes calculant dans les coins. Amants économes se satisfaisant seuls dans les coins. Ils se fuient, ils

1. Les citations en italique sont tirées de Paul Nizan, *Aden Arabie*.

se détestent, car ils vivent entre eux comme des étrangers. Ils ne sont jamais que des complices. Approcher réellement d'un autre être les effraye comme une descente aux enfers. »

J'attends de la France qu'elle retrouve aussi le sens du partage volontaire, de la fraternité. Dans la mesure de ses possibilités, elle doit se mobiliser pour accueillir ceux qui sont touchés par les guerres actuelles. Ces populations ne doivent pas être reléguées dans toutes les périphéries mais, au contraire, placées au centre de l'attention, afin que la possibilité de pouvoir prendre part à la vie sociale du pays qui les accueille leur soit réellement donnée. Ce sens de la solidarité et de l'empathie vaut aussi pour le monde qui l'entoure. Le péché d'orgueil de l'Homme est de croire que les plus grands périls sont pour lui, alors même qu'il met la Terre à sac et condamne les autres espèces. Les plus grandes turbulences viendront de la mer, dont le niveau monte, de l'atmosphère, saturée de pollutions, des forêts que l'on abat. Si la France ne se mobilise pas pour ces ressources qui sont fondamentales à toutes les autres, comment aller plus loin ? Ici encore, l'État peut donner une impulsion, mais son succès est dans la pédagogie. Rappeler les individus à leur condition de simples humains, espèce qui trouve sa place dans un règne animal et se doit donc de ne pas le bouleverser. Rappeler aussi que les ressources sont communes et qu'il convient de penser aux générations futures avant de se lancer aventureusement dans des processus que l'on sait nocifs. Partant, tout devient possible : le développement des énergies nouvelles et renouvelables à développer dans le mix français, le soutien aux projets industriels propres et durables, les actions concrètes pour la conservation de la biodiversité. L'environnement doit devenir une préoccupation régalienne, dont l'action sera décuplée par la conviction des citoyens.

« Je vais vivre parmi mes ennemis. Constamment, c'est-à-dire non passivement, mais sans laisser le temps m'endormir du bruit paresseux et aimable de son cours, avec patience, attention et colère. »

Quand Nizan est parti pour Aden, il avait 20 ans. Il est mort pour la France à 35 ans, pendant la bataille de Dunkerque et n'a rien vu des bouleversements de l'après-guerre. Ses réflexions sont toutefois très actuelles. Elles nous apprennent tout d'abord que la fuite nous ramène souvent à notre point de départ. Que les pays brumeux et lointains ne sont pas forcément des eldorados, mais souvent des reflets de ce que nous cherchons à fuir. Ainsi était Aden, une bande de terre parasitée par le colonialisme anglais. Il nous apprend surtout qu'il vaut mieux se battre contre ce qui nous paraît absurde ou néfaste, pour éviter que ce qui nous est cher ne tombe entre les mains de nos ennemis.

Aujourd'hui, j'attends de mes compatriotes qu'ils ne fuient pas la France s'ils ne la trouvent pas à leur goût. Mais qu'ils réclament plus d'espaces à conquérir, d'idées à défendre, de causes pour lesquelles s'engager. Qu'ils œuvrent pour le bien collectif et ne laissent pas un pays déliquescent pour quelque décor étranger. « J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie. Tout menace de ruine un jeune homme : l'amour, les idées, la perte de sa famille, l'entrée parmi les grandes personnes. Il est dur à apprendre sa partie dans le monde ». *Aden Arabie* commençait par ces célèbres phrases. Il est toujours aussi difficile, en 2016, de trouver sa partie dans ce monde. Mais tant d'opportunités s'offrent à nous qu'il serait désespérant de ne pas les saisir.

Théophile Mégali, Université Paris-Dauphine

Lettre à France… pour une cure de détox

Chère France,
[…] Face aux turbulences, tu dois prendre des initiatives et réagir. Dans le dernier numéro de* France Actuelle*, on peut lire un remède choc en 3 étapes. À toi d'en faire bon usage.

1re étape : Bifidus actif pour retrouver un bien-être intérieur
Pour un nouveau projet de société
France, sur le plan intérieur, tu es en proie à de vifs tourments étroitement liés aux turbulences de ce monde. Parmi ceux-ci, l'un d'entre eux me semble-t-il doit être traité rapidement par une action efficace et d'envergure. Alors que la crise syrienne et l'implantation de l'État islamique au Moyen-Orient nous demande de répondre aux attentes de nombreux migrants – qu'ils le soient pour des raisons politiques ou économiques – tu prends aujourd'hui conscience de tes échecs pour intégrer les arrivants des décennies précédentes et les descendants des immigrés issus notamment du Maghreb. Oui, chère France, certains quartiers rejettent les valeurs de la République mais en sont aussi exclus. On parle de *communautarisme*, de *ghettos de la République*. Sur fond de facteurs culturels, la dimension religieuse s'ajoute parfois à l'enjeu identitaire de ce que d'aucuns appellent les « quartiers ». La situation est complexe car plurielle. En un mot, tu as perdu ta cohésion nationale. Un symptôme parmi beaucoup d'autres : lors du premier semestre 2015, les actes antimusulmans ont connu une hausse de 281 %, les actions antisémites de 161 %. Dans le même temps, sur 2 200 lieux de cultes musulmans, 89 seraient en proie au fondamentalisme et 41 feraient l'objet

d'entrisme. Aucune stigmatisation ne peut-être permise mais aucun laisser-aller ne saurait être accepté. France, fille aînée des droits de l'Homme, qu'as-tu fait de ta déclaration ? […] Je souhaiterais te rappeler que la démocratie, c'est avant tout l'existence du conflit, d'opinions et d'intérêts divergents, de visions du monde différentes voire incompatibles. En un mot, c'est l'institutionnalisation de la différence : respecter et accepter la différence. […]

Je te propose et te demande, *ma chère France*, de t'attaquer à la question du *contrat social* qui doit fonder notre cohésion nationale. […] Pour ce faire, pas de recette miracle, mais au moins un point de départ : l'École. Aussi, je te suggère de redéfinir les programmes du primaire, collège et lycée afin de faire émerger des enseignements fondamentaux relatifs aux valeurs qui doivent faire consensus d'une part – liberté individuelle et laïcité parmi d'autres – et à la langue française d'autre part. Cette dernière doit être le vecteur de la reconquête : nous n'avons certes pas de *melting-polt* ni de *salad bowl* à l'américaine. Mais nous avons la mayonnaise, qui doit prendre grâce au liant de la langue française qui comprend à la fois les mots mais aussi la grammaire. […]

2e étape : Adrénaline et reprendre l'activité physique
Relancer l'économie et l'emploi
[…] Tout d'abord, l'économie ne pourra être relancée sans créer de nouvelles activités. Notre industrie est en berne dans plusieurs secteurs. Une restructuration de long terme, avec un nouveau positionnement de nos produits s'impose : abandonner le milieu de gamme, à la fois plus onéreux que l'entrée de gamme et de plus faible qualité que le haut de gamme. Aussi, pour une action rapide et immédiate, renforçons nos points forts et agissons sur le secteur tertiaire. Oui, France, tu excelles dans les services. Mais tu peux encore plus : libéralisons l'économie. Aujourd'hui, il existerait un potentiel de 4 millions d'emplois dans les services, offrant un réservoir d'emplois de 6 % de la population en âge de travailler. Pour exploiter cet atout, permettons à chacun de créer son entreprise. *L'ubérisation* dans le secteur des taxis illustre la capacité de création d'emplois : 10 000 personnes étaient inscrites sur l'application *UberPop* lors de sa suspension par le Conseil d'État le 3 juillet 2015. Sans compter la possibilité pour les personnes victimes de discriminations dans le salariat traditionnel de trouver une activité.

[…] Enfin, relancer l'économie et l'emploi par un libéralisme assumé, c'est aussi et avant tout prendre en compte l'individu. Dans un monde de turbulences, *France*, prends soin de tes enfants, surtout les plus fragiles, et particulièrement lorsqu'ils sont en difficulté. Aussi, l'instauration d'un revenu de base universel pour les périodes sans emploi ou à temps partiel imposé est un prérequis à la relance de la dynamique économique française par la libéralisation. Par ailleurs, la mise en place d'un compte formation qui donnerait à tous des droits de se former tout au long de la vie permettra à chaque citoyen de s'adapter au contexte économique et aux opportunités qui se présentent. […]

FORUM UNIVERSITÉ DE DROIT DE CLERMONT-FERRAND

QUELLE ENTREPRISE POUR LE XXIE SIÈCLE ?

L'entreprise libérée
L'organisation traditionnelle des entreprises, basée sur la hiérarchie et le lien de subordination, crée souvent des pesanteurs et freine l'initiative. L'entreprise libérée au contraire, mise sur la confiance et favorise la motivation, la performance et la cohésion, des salariés.
Un tel changement dans l'organisation devra être impulsé par la direction et accompagné afin de surmonter les résistances. L'entreprise libérée, n'étant pas une entreprise sans management, l'apprentissage du « faire ensemble » nécessitera deux ans de formation avec un an de phase préparatoire et un an de phase de test à l'issue desquelles il sera décidé, par un vote de tous les salariés, si cette organisation est maintenue ou non.

Élodie Lhermie, École universitaire de Management, Université d'Auvergne (avril 2016)

3e étape : Crème vitaminée pour un teint éclatant
Pour un rayonnement culturel universel
[…] L'exception culturelle, c'est avant tout faire preuve d'ouverture, de partage. L'avenir sera très sombre si nous nous renfermons sur nous-mêmes au nom d'un conservatisme soi-disant protecteur. Au contraire, exportons notre culture : faisons la promotion de la langue française et favorisons l'implantation d'antennes détachées de nos musées à l'étranger, en donnant un accès facile sur le plan financier aux populations locales. Les retombées économiques sont certaines et une telle délocalisation offre de nouveaux débouchés à nos conservateurs, nos historiens mais aussi nos traducteurs et architectes.

[…] Enfin, engendrons des ambassadeurs de la culture française. Permettons à tous les étudiants et jeunes Français, par des aides financières adaptées, d'être les fiers représentants de notre Nation au cours de leur formation. Mais ne restreignons pas cette mobilité aux seuls étudiants des universités

et grandes écoles. Élargissons aux filières professionnelles et techniques : en effet, le savoir-faire français est partout. Par ailleurs, la mobilité et le soutien financier associé pourraient avoir lieu à n'importe quel moment entre l'entrée au collège et la fin des études. Parallèlement, facilitons aussi la mobilité des étudiants étrangers, que ce soit par des formations diplômantes ou des programmes d'échange. À l'heure où la mondialisation des échanges économiques tend à uniformiser la culture et les modes de vie, c'est par le partage et l'internationalisation de notre culture que celle-ci parviendra à survivre, avec le double objectif de perpétuer notre identité et de récolter les bénéfices pour notre économie. […]
Chère France, j'en arrive au terme de cette missive. Elle est pour moi un appel. Qu'elle soit pour toi un programme.

Bien à toi.
Un enfant, un ami, un parent, un amant...

Jean-Baptiste Seby, École Polytechnique

Je n'attends rien de mon pays…

Pourquoi consacrer sa vie à attendre ? À attendre que les « choses » changent sans jamais vraiment savoir quoi ou pourquoi ? Dans un groupe, comme dans un pays, ce sont ceux qui agissent, qui réfléchissent, qui bougent, qui font avancer ce groupe. C'est pour cela que je n'attends rien de la France : turbulences ou non, crise économique ou non, j'essaye de faire avancer ce groupe à la hauteur de ce que je peux lui amener. En proposant, en réfléchissant et en agissant. Arrêtez d'attendre. Agissez !

Je n'attends rien de mon pays. La France n'est pas exempte de tout reproche loin de là, mais dans l'état actuel des choses, elle s'en sort plutôt bien. Une croissance du PIB de 1,4 % au 4e trimestre 2015, des exportations en hausse, un nombre d'emplois en hausse de 0,5 % dans les secteurs marchands (inégalé depuis 2010). Qui sommes-nous pour nous plaindre ? Oui, il y a le chômage, 10% c'est énorme et moi-même je risque de me retrouver un jour confronté à cette réalité, mais allez donc parler de chômage aux Espagnols et aux Grecs qui culminent respectivement à 21 % et 24 %. Ils sont européens, comme nous. Et je ne parle pas du Portugal et l'Italie ... Alors 10 %, dans le contexte actuel ce n'est pas si mal. Et des exemples de la bonne santé française il y en a d'autres, donc tout ce que je souhaite c'est que la France continue de faire face, d'être forte tout en corrigeant ses défauts et en comblant ses lacunes.
Je n'attends rien de mon pays. Pour la simple et bonne raison qu'il est pieds et poings liés par l'Europe et l'économie mondiale. Malgré tout, la France se défend, bien ou mal, et nos gouvernements prennent des décisions que l'on peut approuver ou non mais dont l'impact est quoi qu'il en soit relativisé par la globalisation. L'avenir de la France est intimement lié à celui des politiques et économies mondiales, donc il faut composer avec ça. La souveraineté nationale n'est plus aussi tranchée que par le passé, notamment dans beaucoup de domaines économiques, et c'est le cas pour tous les États membres de l'Union européenne. On a décidé de s'unir, très bien, mais il faut garder à l'esprit que c'est au prix de la perte d'une partie de cette souveraineté (malgré son caractère indivisible) et que nous sommes maintenant dépendants de beaucoup de choses qui nous dépassent et sur lesquelles nous n'avons pas la main. Il ne sert donc à rien d'attendre quelque chose d'un État prisonnier de son état.

Je n'attends rien de mon pays. […] Je continue à penser que la France nous protège malgré les attentats que nous connaissons et qui viennent remettre en question cette stabilité. Bien sûr nous sommes menacés, mais il ne faut pas pour autant avoir peur pour l'avenir. Cela fait partie des choses pour lesquelles la France doit être forte et continue d'être forte. Là encore on peut entendre dire que nous sommes faibles et laxistes. Que nos réactions à ces attaques sont trop tendres. Ceux qui pensent que c'est le cas, n'ont pas conscience de toute la situation et ne regardent que par le petit bout de la lorgnette. La France est en guerre, l'Europe avec elle, et je crois que nous faisons ce qu'il faut pour lutter contre le terrorisme. Compte tenu de la situation géopolitique mondiale, on ne peut pas simplement attaquer l'ennemi comme c'était le cas au XXe siècle encore, en faisant débarquer nos troupes dans un pays dont les intérêts semblent contraires aux nôtres. Aussi, la situation de la France est-elle compliquée, mais je ne suis pas inquiet quant à notre combat contre le terrorisme et j'espère que notre victoire, celle de la démocratie, est proche.

Je n'attends rien de mon pays. Je pense que celui-ci fait face aux turbulences et que ce n'est pas en attendant quelque chose de lui que l'on parviendra à faire face à ces problèmes. La France remplit son rôle en traversant les épreuves du mieux qu'elle peut et, dans le fond, elle y arrive. Parfois trop opaques, parfois mauvaises, nos décisions sont toutes contestables et discutables, mais elles nous font avancer. Et si l'on n'a pas mieux à proposer, il est malvenu de critiquer. Aussi, je n'attends rien de mon pays, mais je me demande souvent ce que je peux faire pour lui.

Guilhem Vial, BBA INSEEC

III

Morceaux Choisis

A B C ⋮ D E F ⋮ G H I ⋮ J K L ⋮ M N O ⋮ P Q R ⋮ S T U ⋮ V W X Y Z

Identifier les cygnes noirs

Les cygnes noirs désignent ces éléments aléatoires, rares et improbables, qui façonnent notre société et ont un impact majeur à chaque apparition. Les anticiper serait un facteur de stabilité. [L'éducation est un cygne noir à elle toute seule.]

L'enseignement doit être une priorité absolue dans tout pays avancé puisque, comme le disait Erasme, « *Homo fit, non nascitur* » : on ne naît pas homme, on le devient. Cette intégration doit s'inscrire dans une démarche globale et multidimensionnelle en commençant, par exemple, par un apprentissage précoce de la programmation informatique dès l'école primaire et par la réalisation de projets numériques et créatifs tout au long de la scolarité. On observe par ailleurs, en France, une désaffection majeure des sciences dans l'enseignement supérieur. Alors que la filière scientifique au lycée se voit préférée à ses voisines par de nombreux élèves et leur famille, les formations scientifiques à l'université ou en classes préparatoires se voient désertées, en particulier par le public féminin. Ce sont pourtant ces formations qui offrent, non seulement un emploi à leurs diplômés, mais également les outils pour comprendre et maîtriser les connaissances actuelles pour devenir les architectes et les acteurs de la construction de la société de demain. Se positionner à l'écart de cette connaissance, c'est refuser de prendre part à cette construction et, au-delà, c'est condamner la diversité au sein des équipes dirigeantes, cette diversité si nécessaire, qui est là-aussi à la source de la créativité, du progrès et de l'innovation.

Anne-Hermine Allain,
Université Rennes 1 – Faculté de Médecine

Français, réinventons le travail !

[…] Le travail en France est à un tournant de son histoire. Il pourrait réellement passer d'une nécessité pour vivre à un moyen de réalisation de soi. La révolution digitale, souvent perçue comme une menace dans notre pays, constituerait alors une formidable opportunité. L'entreprise traditionnelle doit s'adapter aux attentes des nouvelles générations et profiter du développement des nouvelles technologies pour accompagner les Français dans cette transformation. Dans ce contexte, j'attends trois choses de la France :
– le gouvernement devrait faciliter la révolution digitale en adaptant le cadre juridique actuel ;
– les Français doivent en bénéficier pleinement en saisissant ces nouvelles opportunités ;
– les entreprises doivent s'adapter aux attentes de leurs salariés et les accompagner dans ce changement.

Brice Alves, HEC Paris

FORUM UNIVERSITÉ DE DROIT DE CLERMONT-FERRAND

QUELLE ENTREPRISE POUR LE XXIE SIÈCLE ?

Bâtir un régime incitatif pour l'entrepreneur 2.0.
Les nouvelles entreprises 2.0 sont confrontées à un vide juridique. Il faut mettre en place un régime fiscal et social spécifique. Je propose qu'un nouveau revenu catégoriel, soumis à l'impôt, soit créé.
Cette mesure simple correspond aux caractéristiques de l'activité. Les cotisations sociales seraient facultatives pour les entrepreneurs qui bénéficieraient alors d'un régime de retraite et d'une assurance maladie, mais elles seraient obligatoires en revanche pour les plateformes collaboratives.

Xavier Poitrineau,
École de droit, Université d'Auvergne (avril 2016)

Investissons notre citoyenneté !

[…] L'émergence d'une identité exclusive : premier signe d'essoufflement
À l'ère de l'immigration perçue comme massive et du brassage culturel vécu comme un broyeur de spécificités nationales, une partie non négligeable des citoyens cherche à affirmer une certaine idée de l'identité. Identité destructrice pour la pluralité et qui, en l'absence de valeurs et références communes, se nourrit d'amalgames et de généralisations. […]

À la recherche de la souveraineté perdue : deuxième signe d'essoufflement
[…] Un autre « piège à souveraineté » est encore plus indomptable. Il s'agit des financements par emprunt et de la dette publique qui en découle. En se tournant vers ce type de paiement, l'État s'est transformé en un système microéconomique qui doit rendre compte de sa solvabilité. Une mutation qui

induit l'intrusion d'organisations telles que le Fonds Monétaire International (FMI) ou la Banque Centrale Européenne (BCE) dans les affaires de l'État mettant en péril la gouvernance du peuple par le peuple et pour le peuple. […]

L'inégalité réelle : troisième signe d'essoufflement
[…] Des fossés d'inégalités se creusent aujourd'hui sur tous les plans ; santé, éducation, eau courante, logement, hygiène… L'État Français a réagi en instituant « un secrétariat d'État à l'égalité réelle. » Certes, c'est un bon début mais ce n'est pas suffisant. Ce qu'il faut, ce ne sont pas des réactions mais des actions pour réduire ces fossés et porter les citoyens vers une plus grande justice sociale.

Hella Amdouni, Université de Nice Sophia Antipolis

En attendant Eurot

Route à la campagne, au loin un tunnel. C'est le soir.
Franco assis sur une pierre essaie d'enlever sa couverture [sociale]. Il s'y acharne mais elle lui colle à la peau. Il s'arrête à bout de forces, recommence. Même jeu.

Franco – Allons-nous-en.
Berli – On ne peut pas.
Franco – Pourquoi ?
Berli – De l'austérité, on attend Eurot.
Franco – C'est vrai. *(Un temps.)* Tu es sûr ?
Berli – Quoi ?
Franco – Qu'il faut de l'austérité ?
Berli *(un temps pris de panique)* – On se sera trompé d'époque.
Franco – Non, il devrait être là.
Berli – Il n'a pas dit ferme qu'il viendrait.
Franco – Et s'il ne vient pas ?
Berli *(ramènant ses mains contre son ventre en losange)* – Nous ferons de l'austérité demain.
Franco – Et puis après demain.
Berli – Peut-être.
Franco – Et ainsi de suite.
Berli – C'est à dire...
Franco – Jusqu'à ce qu'il vienne ?
Berli – Tu es impitoyable.
Franco – Je peux me tromper.

Quentin Andréani-Barthélémy et Juliette Mollo
École Normale Supérieur de Lyon

III

Pour une refonte en profondeur de notre démocratie

Reconversion des hommes politiques et transparence, deux éléments nécessaires à la démocratie
[…] C'est le système qui fait que les élus français restent longtemps en politique, puisque tous les présidents ont passé plus de 28 ans en tant qu'élus. Il faut changer cela.

La première étape pour un renouvellement des hommes politiques serait de leur permettre une reconversion. Cela peut être fait notamment en créant des passerelles avec le secteur privé et en limitant les cumuls des retraites.

[…] La mobilité des hommes politiques peut être favorisée par la limitation du cumul des mandats, et des programmes de réinsertion dans les entreprises en fonction de leur formation. […] En outre, il faudrait aligner le système de retraite des hommes politiques à celui des fonctionnaires, autre pas pour limiter l'intérêt pécuniaire des élus à se représenter.

Une autre nécessité est la mise en place d'une véritable transparence. La création d'un site internet et/ou d'une application serait une solution. Elle permettrait de visualiser exactement ce que financent les impôts prélevés. Pour cela, un travail de fond doit être réalisé, pour que chaque citoyen puisse juger par lui-même de la pertinence des actions du gouvernement. Il pourrait ainsi vérifier qu'il n'y a pas de détournement de fonds éventuel. Sur ce site pourrait être affichées les variations de budgets alloués entre les différentes années, et les revenus des élus. Cela permettrait de limiter la défiance des citoyens envers les hommes politiques, et diminuerait l'asymétrie d'information entre électeurs et candidats aux élections. […]

Le tirage au sort comme moyen de retour au débat politique
Le tirage au sort est un moyen objectif d'égalité des chances. Il est déjà utilisé actuellement dans la désignation des jurés en justice française. Cette initiative pourrait être généralisée partiellement voire complètement à notre système politique. Le tirage au sort a fait ses preuves dans la Grèce antique. La logique d'une telle sélection serait de limiter la corruption et le lobbysme : en tirant au sort des élus pour de courts mandats (deux ou trois ans), cela limiterait leur pouvoir.

Alexandre Angelloz-Nicoud,
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

De la politique dans l'économie

Le Cercle des Économistes existe depuis 1992. J'avais un an lors de sa création. À cette époque, j'avais peu conscience des problèmes de compétitivité dont souffrait mon pays. Depuis lors, je peux affirmer sans sourcilier que cette question m'apparait toujours vide de sens. Je n'attends pas de mon pays qu'il rentre dans le rang des économies ouvertes dont le seul but serait faire de meilleures exportations que le voisin. Je n'attends rien de la croissance, ni de ses fruits trop mûrs. Je n'attends rien du marché du travail, golem écrasant, oppressant, stressant, si peu créatif. Je ne veux pas une augmentation de mon pouvoir d'achat. Je ne veux pas une relation sympa avec mon patron. Que veux-je ? Du politique messieurs les économistes. Ce mot – j'accuse – que vous avez kidnappé et enfermé dans la forteresse du langage spécialisé. Ce que je veux aujourd'hui, c'est de pouvoir discuter les orientations économiques de notre pays, et du monde par dessus le marché, sans que des experts en cravate viennent conter leurs prédictions qui ne se réalisent jamais. Ne dit-t-on pas que la météorologie fut inventée pour que les économistes ne soient pas les seuls à se tromper ?

Paul Balmet, e-artsup Paris

J'interroge ou l'aube de la génération Z

J'ai faim d'institutions qui aient du sens. J'ai faim d'une France qui me donne les moyens d'être autant française qu'européenne, si et seulement si être européenne a un sens et que la France se donne d'abord les moyens de l'être. Les solutions balayent l'ensemble des strates de la société, de l'étudiant qui échange ou effectue un double-diplôme avec les autres universités, grâce à une visibilité claire de politique commune des écoles et des universités, même d'une plateforme numérique collective et non pas d'un même campus, jusqu'aux plus hautes institutions comme la BCE, qui devrait rendre des comptes à des institutions compétentes. […]
À la question : « Qu'attendez-vous de la France ? » je répondrai simplement ceci : j'attends qu'elle grandisse avec moi, que l'on se supporte et qu'elle me permette de vivre mes rêves du XXIe siècle.

Hermance Baudry, Arts et Métiers ParisTech

FORUM ENSE³ - INP GRENOBLE

COMMENT LES JEUNES S'EMPARENT-ILS DE L'INNOVATION ?

Cultiver l'innovation et la polyvalence
Et si l'on mettait en place dans les écoles et universités des projets de longue durée choisis par les étudiants ? Ces projets « libres » et interdisciplinaires seraient menés en rapprochant des étudiants aux cursus différents qui mettraient en commun leurs connaissances et croiseraient leurs compétences

Benoît Demaegt, Phelma-Ensimag (mars 2016)

Tornades dans un bocal

Le grand échiquier, le choc des civilisations, les montagnes russes financières, autant de jeux que nous ne pouvons gagner. Dans le grand bluff, la main de la France est bien faible, sa Grande Armée s'est évanouie en Russie, son économie s'est assoupie, sa splendeur s'est ternie. Mais il reste dans ce petit hexagone qui compte moins d'un pour cent de la population mondiale, un universalisme, un idéal. Cette formidable capacité à penser, à créer, à partager, est une force vitale hors du commun.

Face aux nuages qui s'amoncellent à l'horizon, la France peut s'octroyer une mission historique, celle de ramener une lumière, un espoir, un avenir à l'humanité. Une fenêtre de tir se présente, une dernière chance avant de glisser dans l'insignifiance. La turbulence comme la crise, n'est pas qu'un état transitoire entre deux ordres, c'est aussi l'opportunité d'écrire le futur. Pour l'écrire, il faut être maîtres de la technique, le stylo, de l'économie, l'encre et le papier et de l'idéologie, la main. Profitons alors du désordre pour récupérer ces outils de souveraineté un par un. Ce n'est qu'ensuite que nous pourrons proposer au monde notre authenticité, notre originalité et notre universalité. Au monde, pas seulement, car notre véritable destinée n'est pas de patauger sure ce petit rocher qu'est notre terre, mais de parcourir les étoiles, nous mêler dans l'infini.

Charles Bazin, Grenoble École de Management

Pour une vision et un espoir

L'attente de l'action est parfois si longue qu'elle altère l'essence même de l'action attendue. Celui qui annonce est décrié alors que celui qui agit est acclamé. Mais tous deux vivent dans la précipitation. L'important pour la France n'est pourtant pas d'agir vite ou de mieux agir, mais de bien agir. L'action doit être pensée, réfléchie, mûrie. Elle doit s'inscrire dans le cadre d'une vision de long terme. Elle doit prendre en compte le paradigme européen tout comme la mondialisation, sans lesquels notre développement s'obscurcirait et sous l'empire desquels notre normalisation se préciserait. Mais surtout, elle ne doit pas avoir une essence gestionnaire mais bien une essence stratégique. L'État français est devenu un État gestionnaire. Les décideurs [...] administrent l'État et assurent sa rentabilité. Sans y parvenir totalement. Pourquoi ? La raison est simple : ces actions s'additionnent mais ne se combinent pas dans un projet d'ensemble pensé par et pour la société française.

Guillaume Bellinelli, Sciences Po Paris

A
B
C

Réfugiés et microcrédit

« Je crois à un monde sans pauvreté » Muhammad Yunus.
[…] En conclusion, il faut mettre en place une politique migratoire, qui n'instrumentalise les mouvements de population mais concourt à une meilleure insertion des réfugiés. Puisque la France est le pays européen dans lequel le microcrédit est le plus développé, la politique migratoire pourra s'appuyer sur cet outil de politique économique. Comme l'a affirmé Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE : « [...] les dirigeants ne doivent pas avoir peur. La peur, c'est la pire des réactions. En ce moment, c'est une tragédie humaine mais ensuite, ça va être un défi d'intégration sociale et économique. Il ne faut pas y voir une dépense mais un investissement. » Si le microcrédit permet de favoriser l'intégration des réfugiés et que cela est bénéfique à la société française, une telle mesure pourra être généralisée à d'autres économies afin d'organiser une politique d'asile commune aux pays de l'Union européenne. La réussite de cette politique d'accueil des réfugiés achoppe sur d'autres obstacles notamment la durée des procédures d'obtention de demande d'asile qu'il est primordial de réduire ; en France ce délai est de deux ans en moyenne.

Ondine Berland, ENS Cachan

Illusion nationale : le fantôme identitaire

Ainsi, c'est contre l'idée d'une union nationale fondée sur un protectionnisme de l'exclusion que l'on se positionne, et en vue d'une union dont la teneur et les valeurs se veulent constructives et en perpétuelle construction. Rien ne sert de vouloir apposer le schème d'une union nationale théorique, dont on aurait d'ailleurs du mal à définir les critères unificateurs : d'où les multiples maux qui contribuent à la division de la société et empêchent son bon fonctionnement. Par exemple le racisme, qui repose sur la fondation d'une identité fictive qui résiderait dans l'appartenance à un groupe, en fonction de critères morphologiques ou anatomiques (véritables ou imaginés), et qui conduit à l'exclusion de ceux qui ne correspondent pas à ces critères.

On voit bien qu'il s'agit en réalité d'un écran de fumée : la définition des critères de l'unité nationale est aporétique, puisqu'elle ne repose sur aucune réalité fixe dans le temps ou l'espace. Il n'y a que des hommes, des groupes et des individus, dont les déplacements ne sont plus techniquement limités et qui peuvent voyager et s'établir ailleurs, avec la langue et la culture de leur lieu de naissance. Ce qui s'est grandement confirmé à travers la facilitation de cette mobilité par une mondialisation accrue : mobilité des corps, avec la démocratisation du transport aérien par exemple, mais aussi mobilité des âmes, avec l'utilisation des nouvelles technologies de communication ou les réseaux sociaux. La mondialisation est donc un facteur d'instabilité, en cela qu'elle est un facteur de mobilité. Mais elle est aussi un facteur d'ouverture, dont on observe qu'il a provoqué certaines formes de replis (communautaire, national), en réaction. L'illusion nationale, et l'illusion identitaire en particulier, font partie de ces modes de replis et de fermeture : face à une mer déchaînée, on voudrait trouver un rocher auquel s'accrocher pour n'être pas emporté par la houle. Et pourtant, la solution serait de se laisser porter par le courant.

Marie-Gabrielle Bertran, Université Sorbonne Paris 4

A
B
C

La France, ce beau pays

La France accueille des centaines de milliers d'étudiants étrangers par an. Je veux mettre l'accent sur le mot « accueille ». D'après le Larousse, « accueillir » signifie « venir recevoir quelqu'un à son arrivée ». Ce n'est pas seulement permettre

aux étrangers d'entrer sur le territoire du pays, c'est aussi les aider à s'intégrer plus facilement à la société nouvelle et accompagner les étudiants étrangers dans leurs démarches.

La France pratique une forte politique d'intégration des étudiants étrangers par des actions liées à la qualité de l'accueil (logement, équipements sportifs à l'université, préventions médicales) et par des aides financières (la délivrance de bourses et d'autres avantages comme la Caf ou le Crous). Il existe même des bourses d'excellence du gouvernement français quand le pays d'origine ne peut pas ou ne souhaite pas en offrir. C'est très important car cela permet aux étudiants de se concentrer sur la formation et non pas sur le travail salarié. Je ne pense pas qu'un système pareil existe en Russie. Il existe même l'accompagnement sur place pour obtenir des papiers nécessaires. Les étudiants étrangers peuvent ainsi s'intégrer plus facilement à la société française et se sentir confortables.

[…] Alors voilà ce que j'attends de la France dans ce monde de turbulences… de la stabilité. Cette stabilité a un prix, elle repose sur un système de prélèvements obligatoires importants, un cadre légal fort, des droits, des règles… Elle ne permet peut-être pas d'atteindre l'optimal économique, mais elle me permet de savoir de quoi sera fait demain. La France a des compétences et des points forts importants, il s'agit de les déterminer, de les renforcer et d'arrêter de faire des complexes d'infériorité. C'est ma vision de la France forte, et je ne comprends pas pourquoi vous préférez aller dans l'autre direction.

Yannick Boireaud et Anastasia Atiaksheva,
Les Franco-Russes, Université Lyon 2

Pour une vision à long terme

Doctorant en économie de l'environnement, je conçois mon avenir en lien avec l'économie, la nature et l'eau en particulier. […] Notre génération grandit exposée à de nombreuses critiques faites à l'État : notre État obèse serait inefficace dans son action et incapable de se réformer. L'État providence coûterait cher et serait injustifié, etc. Pourtant, l'État est le mieux placé pour agir face à ce qui s'annonce comme un des défis majeurs du XXIe siècle : les changements environnementaux. […] J'attends de mon pays qu'il puisse être le tenant du très long terme. « À long terme, nous sommes tous morts », comme l'aurait dit John Maynard Keynes. Ce que cette formule ne dit pas, c'est qu'à long terme l'État français nous survivra. Si nous sommes incapables de sortir du court voire très court terme, l'État doit en être le remède et agir en tant qu'autorité permanente et intemporelle pour contrebalancer les turbulences environnementales que nous évoquions. Ainsi, par exemple, l'usage du nucléaire implique de générer des déchets radioactifs à durée de vie extrêmement longue pouvant aller jusqu'à 100 000 ans. Ces déchets doivent être stockés et la mémoire de leur enfouissement préservée. Dans ces conditions, l'État doit être considéré comme le plus apte à gérer ces opérations, puisque son horizon de vie est beaucoup plus proche de ces problèmes que celui des humbles mortels que nous sommes. À l'inverse, en l'absence de réaction de l'État face à de tels événements, il doit pouvoir en être tenu responsable. J'attends donc de l'État qu'il se positionne sur ces problèmes et qu'il les prenne en compte.

Simon de Bonviller, Université de Strasbourg

La France, apprentie-historienne

– Dans un monde turbulences, qu'attendez-vous de la France ?
– Rien !
Attendre de la France reviendrait à envisager que la France puisse agir pour nous en retour. Or, la France en soi n'existe pas. La France n'existe que parce qu'Elle est nommée par un ensemble d'êtres humains qui co-habitent et co-existent sur notre planète. Ainsi, rendons-nous compte que la France n'existe pas parce que des Français la nomment ainsi, mais parce que d'autres la reconnaissent et l'édifient. La France n'existe que parce qu'un *autre* témoigne de son existence. Cette simple considération réduit considérablement toute volonté réactionnaire et totalitaire de croire en une France allant mieux par le biais d'un renfermement sur soi-même. […]

En acceptant cette métaphore d'une France personnifiée, je dirais alors que la France est une « adolescente ». Elle se croit vieille mais elle ne l'est pas. Elle pense pouvoir instruire les autres de son savoir et de sa culture alors qu'elle a beaucoup à apprendre de ces autres. Elle aimerait croire en une identité stable, assurée, immuable ; mais l'immuabilité de l'identité est un leurre. Si la France est une adolescente alors elle ne doit oublier que son identité se forme *avec les autres sans être un autre*. La France ne doit pas oublier que son identité est plurielle, multiple et « chrysalide ».

Anthony Brault, Université Paris-Descartes

De la procédure législative

Malgré la lenteur de mise en vigueur d'une loi, le rythme soutenu et la cadence parfois effrénée que les législateurs nous imposent entrainent des mutations souvent douloureuses pour la catégorie de population visée et provoquent fatalement une crainte du changement permanent. La solution pourrait résider dans le fait d'opérer dans un contexte plus large, plus adaptatif. Par exemple, que la nature même des lois soit modifiée. Que leur structure permettant d'envisager les changements futurs soit transformée. Que la réflexion à la genèse des lois soit améliorée. Que les actions expérimentées soient plus locales, moins nationales, que les lois se focalisent plus sur leur valeur au sens de *arétê* – « excellence » en grec.

Pierre Brunelle, ESTP Paris

L'imaginaire, le rêve et la citoyenneté

La France, première nation moderne, a donné au monde l'idée de citoyenneté et l'idée que la nation se définit non pas par ses frontières mais par son imaginaire. […] L'effrayante possibilité d'un Grexit ou d'un Brexit met en lumière la fragilité de l'Union européenne. Face aux attentats terroristes, on continue d'encadrer les discussions par les frontières nationales. On dit que « la France est en guerre » et on parle de « la solidarité avec nos amis belges » au lieu de dire que « l'Europe est en guerre » et qu'il faut être « solidaires avec nos concitoyens européens… ». L'idée de l'Europe n'est pas encore ancrée dans la pensée des Européens et on recule à l'ancienne vision d'une nation en réagissant aux problèmes qui touchent à toute l'Europe.

[…] En France, la citoyenneté et la nationalité sont apparues à la même époque, donc elles sont souvent confondues, mais elles se distinguent d'une manière fondamentale. La nationalité est l'appartenance juridique et politique d'une personne constitutive d'un État, alors que la citoyenneté est indépendante de l'existence d'un État. D'autant plus importants sont les droits universels assurés par la citoyenneté. Si l'Union européenne n'est pas une nation mais une communauté politique, clairement l'idée de la citoyenneté est plus pertinente que celle de nationalité dans le contexte du rêve européen.

Hannah Bull, École d'Économie de Paris

La « grandeur » de la France face aux turbulences actuelles

[…] La France doit également se confronter à ses propres responsabilités et affronter ses difficultés. Au delà de sa situation économique, sociale, culturelle et politique propre, la France fait partie de l'Union européenne et ne peut rejeter la faute en permanence sur cette Union. La France dans le passé a souvent empêché les institutions de l'Union européenne de progresser. Le refus français de laisser une partie de sa souveraineté au profit de cette union a alimenté les difficultés que cette dernière a rencontrées depuis sa création. Rejeter la faute sur ces différentes institutions est devenu trop facile, surtout lorsque le Conseil des ministres détient le rôle central dans la prise de décision européenne.

Aziliz Busnel, Lycée Charles de Gaulle, Vannes / UBS

Michel & Augustin, les hédonistes de la pâtisserie

Quelques grands fondateurs de « marques » françaises pour répondre à la question : Gabrielle Chanel, Armand Peugeot, Michel et Augustin, Brigitte Bardot et… Louis XIV.

Être fier de la qualité du *made in France* et faire rayonner le savoir faire français en restant fidèle à ses valeurs, c'est le pari des trublions du goût français Michel et Augustin. Se souvenant que le rire est le propre de l'homme, la PME française réalise aujourd'hui son rêve américain. Depuis le 6 janvier dernier, le fabricant de biscuits a annoncé que ses « cookies » seraient distribués dans 7 624 cafés Starbucks des États-Unis. Cette annonce vient couronner une phase de tests qui a convaincu la chaîne américaine de généraliser la présence de la marque tricolore dans tous ses cafés.

À l'origine de cette réussite, une envie de convaincre avec l'opération relayée par les réseaux sociaux #AllezHowardUnCafé et une marque sûre de la qualité de ses produits et du *made in France*. C'est l'image d'une France entrepreneuriale, moderne, dynamique et souriante qui s'ancre dans le quotidien des Américains. À cœur vaillant, rieur et humble rien d'impossible !

Éléonore Cailloux, ESSEC Business School

Dans le Paris-Lorient

Michel Houellebecq et Jacques Attali se retrouvent par hasard dans le Paris-Lorient.

« Le problème, c'est que l'égoïsme mesquin subsistera. En servant votre capitalisme positif, l'homme se servira lui-même. Il prend, il amasse… Que voulez-vous qu'il fasse d'autre ? L'altruisme, ça n'existe pas. »

En une phrase, Michel [Houellebecq] ébranle l'espoir que je plaçais en l'espèce humaine. Ainsi, l'instauration d'indicateurs de performance non-financiers reviendrait plutôt à financiariser le solidaire qu'à solidariser le capitalisme… Il en va de même pour l'environnement : pour le protéger, certains proposent d'attribuer une valeur et un cours en bourse aux *services écosystémiques* rendus par les plantes et les animaux. On comprend les limites d'un tel système : en cas de chute des cours, il deviendra avantageux de détruire ce que l'on prétendait auparavant protéger. C'est ce qui se passe avec le pétrole : les bas prix incitent à la surconsommation. Finalement, je peine à dépasser le fatalisme de Michel, l'homme serait motivé par le seul appât du gain…

« Vous oubliez les femmes, » répond poliment Jacques. « À mesure qu'elles investiront l'économie et la société, en particulier par la microfinance, nous apprendrons à dépasser l'égoïsme marchand, pour devenir des hyperhumains. Les femmes seront plus aisément hyperhumaines que les hommes : trouver son plaisir à faire plaisir est le propre de la maternité. Parmi les hyperhumaines actuelles, on pourrait citer Melinda Gate et mère Teresa… »

Michel fixe Jacques depuis un moment. Son regard songeur semble presque joyeux. Baissant les yeux sur son exemplaire de *Lui*, acheté cinq euros en gare Montparnasse, il confirme d'une voix pensive : « Demain sera féminin. »

Louis Cammarata, École Polytechnique

Chronique d'un nouveau monde annoncé

L'État semble aujourd'hui pris dans un dilemme inextricable : dès qu'une difficulté apparaît, qu'une revendication émerge ou qu'un drame survient, on invoque urgemment l'action de l'État, pour en déplorer dans la foulée l'impuissance. État providence, régulateur, stratège, entrepreneur ou encore assureur du risque social : en lui demandant tout, on prive la puissance publique des moyens d'assurer efficacement et durablement ses missions les plus fondamentales. Pour agir mieux, l'État doit donc agir moins mais de manière plus ciblée et raisonnée.

Deux axes prioritaires se dégagent : protéger et réformer. Ils sont complémentaires, tant est grand le besoin de renouveler les instruments au service de la protection des Français. Mieux les protéger, c'est oser repenser notre système de protection sociale pour le rendre plus juste et en assurer un financement durable et équitable entre les générations. C'est articuler la flexibilisation du marché du travail à une sécurisation des parcours professionnels afin d'accompagner les nouvelles formes de travail et d'entreprenariat. C'est aussi poursuivre fermement le redressement des comptes publics pour nous prémunir des effets délétères qu'aurait un choc des taux sur la dette et l'économie françaises.

Notre pays a besoin de se réformer. Depuis 30 ans, les tentatives successives n'ont souvent abouti qu'à des réformes paramétriques. Pragmatique, notre génération ne doit pas s'interdire de réfléchir à des réformes plus profondes. Le passage à une part de capitalisation dans le système de retraites, la constitution d'un panier de soins remboursables par l'Assurance-maladie ou encore l'idée d'un revenu universel méritent ainsi d'être discutées. Mais notre pays a aussi besoin de stabilité dont l'État est le premier garant : sachons préserver ce qui fonctionne, sans céder à la tentation brouillonne de modifier sans cesse les règles du jeu économique et social.

Martin-Pierre Charliat, ENA

Un vent de changement

[…] Sur le plan environnemental, le compromis de la COP21 ne doit pas empêcher l'État et les collectivités de pratiquer le recyclage à leurs niveaux par un geste simple : installer des bacs de recyclage dans les administrations consommatrices de monceaux de papier, dans les amphithéâtres d'universités, les juridictions, les préfectures... Et inciter aux dons entre administrations et à l'échange de biens matériels et immatériels.

Concernant l'État, il pourrait être pertinent d'arrêter les changements de nom incessants des ministères – confinant au ridicule, affichages politiques dénués d'intérêt et coûteux.
En outre, une réelle réflexion devrait être engagée sur la mise

à disposition de scanners, de ports USB dans les administrations pour la communication de documents ainsi que la généralisation des formulaires numériques pour les concours administratifs, les demandes de documents et de nombreuses formalités telles que les candidatures aux formations diplomantes... Il devient insupportable de renvoyer plusieurs années de suite les mêmes dossiers, les mêmes documents, les mêmes attestations, les mêmes photocopies à des établissements universitaires alors qu'un dossier étudiant dématerialisé pourrait être utilisé pour toutes les candidatures dans tous les établissements français. Cela serait d'ailleurs l'occasion d'unifier, ou du moins de rationaliser, les procédures de candidature pour les étudiants.

Tous les acteurs publics, et les collectivités en particulier, peuvent être les fers de lance de la transition écologique, de l'incorporation systématique de clauses environnementales dans la commande publique aux repas végétariens dans les cantines, en passant par des sensibilisations au tri des plus jeunes et par la lutte contre le gaspillage alimentaire (restauration collective, particuliers...), ou encore par un recyclage omniprésent, à la manière de la ville de San Francisco. La dématérialisation et le recyclage sont des démarches que les acteurs publics ne peuvent plus ignorer ou pratiquer partiellement.

Rudy Chouvel, Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Quelles mesures pour sauver la France ?

Selon Marcel Gauchet : « On nous a appris à aimer tout ce qu'on détestait et à détester tout ce qu'on aimait. » L'amour de la France est vu comme une névrose, une défiance, une dérive extrémiste. On ne cesse de culpabiliser la France et les Français sur l'esclavage, le colonialisme, Vichy et Paxton… Ainsi, l'histoire de France serait de fait un héritage trop lourd à porter pour notre génération qui, avec une certaine naïveté, préférerait s'en délester. Nous devons nous approprier cet héritage et le transmettre. Bonaparte disait « De Clovis au Comité de Salut public, j'assume tout. » Aujourd'hui nous sommes en train de créer une jeunesse hors-sol et sans repère. Soyons fiers d'être Français, c'est une condition nécessaire pour réaliser l'idéal européen.

Corentin Corcelette, Université Lumière Lyon 2

De nouvelles missions pour la France

[…] Les missions régaliennes classiques sont importantes mais ma génération est consciente des nouvelles missions qu'il faut confier à l'Etat. Protéger l'environnement doit maintenant en faire partie et la France doit prendre le leadership dans ce domaine. Elle a commencé à le faire avec la COP21, mais il faut sérieusement se doter d'un droit de l'environnement fort et indépendant qui permette à tous les citoyens d'utiliser l'épée de la Justice pour se protéger et rappeler à la France son rôle.

[…] C'est dans la liberté de mouvement, de pensée, d'entreprendre que se retrouve ma génération. Nous n'attendons rien de personne, on demande à pouvoir faire ce que l'on veut dans un contexte épanouissant. Nous sommes conscients de notre énorme potentiel et des tâches que nous avons à accomplir. Nous ne voulons pas d'une France qui nous étouffe. Il faut que la France nous libère, nous laisse vivre et soit un outil de notre épanouissement. Voici comment la France doit réagir face aux nouvelles générations, elle doit les aider à créer, à vivre, à partir pour mieux revenir, à représenter par delà les frontières.

Ma génération est une génération neuve, qui peut apporter de nouveaux outils et de nouveaux modèles à ce monde. La France est un pays de talent qui ne doit pas ignorer ou mépriser cette génération qui peut la propulser comme jadis sur le devant de la scène mondiale. J'ai foi en mon pays, j'ai foi dans ma génération et dans la jeunesse, je suis persuadé et convaincu que nous avons les clefs en main pour réussir les challenges qui nous ont été donnés.

Bastien Cueff, Sciences Po Paris

Raviver l'envie de France

Pour nous débarrasser de politiques plus soucieux de leur propre sort que de celui du pays, mettons en place des règles de limitation de renouvellement des mandats plus strictes pour les contraindre à une obligation de résultats et ne pas faire de la politique un métier mais plutôt une expérience passionnante au service de la Nation. L'expérience politique, et non plus la vie politique, – notez le changement de champ sémantique – sera une parenthèse dans la vie professionnelle d'hommes et de femmes, connectés au réel, issus du monde de l'entreprise dans lequel ils retourneront ensuite. Issus de la société civile, nos dirigeants sauront que le pays n'est pas cette cocotte minute sociale qui dissuaderait n'importe quelle réforme d'ampleur.

La plupart des Français, peuple révolutionnaire, ont en réalité en eux une incroyable énergie créatrice qui ne demande qu'à être libérée. Il ne faut pas craindre le désordre, il faut faire confiance à la société pour qu'elle s'autorégule plutôt que de la sur-administrer pour la corseter. Il nous faut avant tout un choc de confiance avec les politiques. Les Français, peuple éminemment politique, ont droit à avoir confiance en leurs hommes et femmes politiques. De la même manière, nos dirigeants doivent nous faire confiance, parier sur nos talents, nos motivations, nos rêves et notre sens des responsabilités.

Cette mesure permettrait de rompre avec l'héritage royal de nos dirigeants que les dorures des palais et du Château enivrent. Je prône une démocratie à la scandinave avec des dirigeants accessibles. Ils sauront donc mieux quelles initiatives adopter pour créer un environnement favorable au développement économique. J'attends d'eux qu'ils allègent la structure de l'État devenu, au fil de notre Histoire royale et centralisatrice, omniprésent et omnipotent. Superposant les casquettes d'actionnaire, de régulateur, d'employeur… l'État démocratique a peu à peu bridé l'esprit d'entreprendre et le goût du risque dans notre pays.

Nous avons besoin d'un État réformé qui reprenne sa place, concentré sur ses missions régaliennes. Qu'il n'ait crainte, dans le contexte actuel, il lui reste encore malheureusement fort à faire. […]

Pour être plus agile, le pouvoir politique et économique doit se décentraliser d'avantage car la compétition mondiale se déplace de plus en plus à l'échelle des métropoles.

Maxime Debry, EMLyon Business School

FORUM POLYTECHNIQUE-SACLAY

QU'ATTENDONS-NOUS DES ÉLITES POUR LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN ?

Imposer le non cumul et le non renouvellement des mandats

La professionnalisation de la fonction politicienne conduit à la création d'une classe politique à la marge de la société, éloignée de l'idéal de représentativité. Qu'en est-il alors des représentés s'ils ne se reconnaissent plus dans leurs représentants ? 80% des élus cumulent des mandats et certains députés en sont à leur neuvième législature ! Ce cumul « vertical » et « diachronique » participe au non renouvellement des élites politiques et à leur éloignement du peuple. Il faut repenser ce système.

Philémon Perrot, HEC (mars 2016)

Cet avion voguant vers la paix

Nous voilà dans une zone de turbulences,
Que fais-tu, toi, le passager France ?

Cet avion voguant vers la paix,
C'est ton credo, ta fierté.
J'attends une France pilote,
Sans bien-pensance ni repentance.
J'attends une France pilote,
Avec conviction et persévérance.

Mais le vol ne satisfait pas tous tes passagers,
Certains s'en vont déjà le détourner,
Ne les aurais-tu pas, un peu trop vite,
Relégués en classe économique ? […]
J'attends une France pilote,
À la majorité des votes.
Peut-être pensais-tu être arrivée à destination,
Alors que la paix est un voyage permanent,
Peut-être pensais-tu être arrivée à bon port,
Quand l'avion vogue encore.

Sonia Delmas, Sciences Po Aix

L'Éducation bilingue, un nouveau modèle

[…] Les forces dont l'éducation bilingue est porteuse ciblent précisément les frustrations nourries par le système éducatif national et offre des solutions aux questions de chômage, d'intolérance et de racisme. Voici quelques unes de ces vertus, la liste n'est pas exhaustive.

1. Avantage scolaire

L'éducation bilingue favorise la réussite à l'école : les étudiants possédant deux langues, qu'elles soient maternelles ou acquises, obtiennent de meilleurs résultats aux examens standardisés que les étudiants monolingues. De plus, le taux de décrochage scolaire est plus réduit dans les programmes bilingues que dans les cursus monolingues.

2. Avantage social

L'éducation bilingue favorise la diminution des écarts entre classes sociales : un enfant issu d'un milieu défavorisé ayant reçu une éducation bilingue peut rattraper l'écart imposé par la société par rapport à un enfant qui aurait reçu le soutien d'un milieu plus favorisé.

3. Avantage académique et professionnel

L'éducation bilingue favorise les opportunités éducatives et professionnelles à l'international. Dans un marché du travail toujours plus compétitif et mondialisé, le fait d'être bilingue permet non seulement d'avoir accès à un marché de l'emploi bien plus large que l'offre nationale, mais aussi d'être récompensé de salaires plus importants.

4. Avantage cognitif

Les élèves qui suivent des programmes d'immersion bilingue développent des capacités cognitives accrues : ils font preuve d'une meilleure capacité de concentration et d'attention, d'une meilleure mémoire, et de meilleures capacités de prise de décisions et de résolution de problèmes. De plus, l'accès à une troisième ou une quatrième langue est facilité.

5. Tolérance et confiance en soi

Une étude récente menée à l'Université Concordia de Montréal montre que les enfants bilingues seraient plus tolérants : parce qu'ils comprennent que c'est l'acquis et non pas seulement l'inné qui fait la personnalité d'un individu, ils sont plus enclins à accepter la diversité. La question de l'intégration emboitant le pas à celle de la tolérance, d'autres initiatives pédagogiques suggèrent que les enfants possédant une langue considérée minoritaire dans leur pays – dite « langue d'héritage » – gagnent considérablement en confiance lorsque cette langue fait partie intégrante de leur éducation.

Lauren Ducrey, HEC Paris

III

Pour un idéal qui se soucie du réel

L'Origine du monde

[…] Deux problématiques féministes majeures attirent mon attention : la précarité financière et la violence physique, toutes deux subies par les femmes. Concernant la précarité, certes les femmes sont de plus en plus éduquées et ont en moyenne un meilleur accès au monde du travail, seulement, elles sont toujours en première ligne dès qu'il y a une crise économique. La robotisation du travail n'arrange en rien leur situation. Les premiers emplois à disparaître sont administratifs, emplois essentiellement féminins. Enfin à la maison et rien qu'en France, les femmes travaillent 10 à 12 heures de plus que les hommes. Par ailleurs, l'ONU estime que, dans le monde, une femme sur cinq sera victime de viol ou de tentative de viol au cours de sa vie. […] Je crois que le pays de Marianne a muri une voix légitime et qu'il devrait en faire bon usage sur la scène internationale. Une politique étrangère féministe à la suédoise serait très bienvenue. La France et la Suède construiraient le noyau dur de l'Europe féministe ce qui apporterait un meilleur équilibre des voix entre pro- et anti-féministes dans le monde. On en est encore loin et surtout cela nécessite une exemplarité interne qui suppose une large adhésion des politiques majoritairement masculins et plutôt insensibles à la douleur féminine. […]

J'ai l'espoir que la France comprenne que l'entropie est le sens de ce monde et que l'effort doit être pour l'élévation de l'homme afin qu'il vive dans un environnement sain. J'ai l'espoir que la France s'engage pour la diversité des solutions et le développement durable. J'ai l'espoir qu'elle lise le darwinisme social autrement que les ultra-libéraux qui pensent que seuls les plus forts survivent. Les plus solidaires survivent mieux.

Hajar Elhanafi,
Institut National des Sciences Appliquées Lyon

La France face à la montée des extrémismes

[…] Plus précisément, il existe un problème identitaire mondial qui pose la question de l'intégration des individus dans la société dans laquelle ils vivent mais aussi du sentiment d'appartenance à celle-ci. On ne peut comprendre ce phénomène que si on le met en perspective avec d'autres problématiques.

DEF

Dans le cas de la France, qui peut être transposé à d'autres États, les institutions de socialisation ne jouent plus leur rôle. Que ce soit à l'école ou au travail, le phénomène d'exclusion est omniprésent. Si l'on s'intéresse particulièrement au monde du travail, on note le changement de paradigme et ce même dans les droits traditionnellement attachés à la protection des salariés. La flexibilité est source d'une précarité plus importante. La récente réforme nous offre une illustration instructive sur ce point. La protection générale autrefois assurée par le Code du travail perd son influence puisque le législateur lui préfère une conception de la protection *in concreto*, autrement dit, la situation des salariés est fonction des accords qui sont applicables à leur branche d'activité.

Mais, plus globalement, toutes les questions qui font l'objet du débat public sont essentiellement centrées sur l'économie. Le matérialisme ne laisse que peu d'espace à l'expression culturelle. Or, c'est l'abandon de toute référence à notre héritage, à l'ancrage historique et culturel de la France qui suscite des questionnements autour de notre identité. En effet, on ne peut ignorer ou feindre de ne pas comprendre le poids que représente une civilisation sur le devenir d'un individu. Le pouvoir du politique s'étant réduit, cela bouleverse le jeu des solidarités et partant de l'importance des liens sociaux.

Karima El Moujahid,
Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille

Les défis de l'inégalité

Certains regardent l'inégalité des revenus avec fatalité, voire avec indifférence. Au fond, l'un perd, l'autre gagne, quelle importance ? Le plus important, disent-ils, c'est la taille du gâteau : faisons-en sorte que l'économie reparte, aidons les entreprises et tous en profiteront. Aux États-Unis, le président Kennedy répétait souvent que « la marée montante soulève tous les bateaux. » Autrement dit, nous devrions nous réjouir que les revenus des grandes entreprises ainsi que des individus les plus riches augmentent, car leurs dépenses donneront du travail à tout le monde. Pourtant, la théorie économique du ruissèlement par le haut a fait son temps et notre pays a peu de chances de réussir à long terme s'il laisse les inégalités se développer entre les citoyens.

Ne nous y trompons pas : le débat sur l'inégalité ne se limite pas à la détermination du revenu que l'on estime juste pour chacun. Il porte en réalité sur la nature de notre société, sur l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes, et sur l'image que les autres ont de nous. Car, de façon générale, dans un pays où l'inégalité croît, l'équité perçue par chacun n'est pas seulement une question de salaire, de revenu, ou de fortune. C'est en fait une perception beaucoup plus générale. En tant qu'individu, ai-je ou non un intérêt dans l'orientation que prend la société ? Ai-je une part des bénéfices tirés de l'action collective ? Ai-je une chance raisonnable de voir mes efforts récompensés ? Chez ceux pour qui la réponse à ces questions est négative, l'on peut s'attendre à une démotivation profonde, dont les répercussions, mises bout à bout, se font sentir dans l'économie, mais aussi dans la vie civique sous toutes ses formes. […]

Pourtant, rien de tout cela n'est fatal : l'inégalité est un choix et nous pouvons en faire d'autres. Ainsi l'évasion fiscale des grandes entreprises coûte à elle seule ainsi entre soixante et quatre-vingt milliards d'euros à notre pays. C'est bien plus que le déficit budgétaire de la France. Il est temps d'y mettre fin. Reste que pour enfin parvenir à réduire les inégalités, il nous faudra d'abord dynamiter notre système politique actuel.

Paul Enjolras, ESCP Europe

Voici la France

Allons, enfants des générations X, Y, Z
Le jour de redéfinir notre France est arrivé
Contre nous du conservatisme,
De l'immobilisme et du pessimisme,
L'étendard innovant de nos valeurs est levé,
Entendez-vous dans les nouvelles régions
Mugir ces irréductibles entrepreneurs ?
Aux idées innovantes, citoyens,
Partagez vos différences,
Que la vie publique entende cet appel citoyen ! […]

Ouvrons l'entreprenariat citoyen à chaque aspect de notre vie.
Innovons en ouvrant les Universités aux entreprises.
Établissons des Pôles Citoyens pour la Gouvernance Locale
Dans lesquels l'entraide sera au cœur de notre innovation.
Développons un ordre social d'un genre nouveau
Dans lequel l'intégration s'articule autour du partage,
De la créativité, de l'innovation et de la diversité.
Apportons notre pierre à l'édification de notre France citoyenne.

Sophia Faravelon, Université Grenoble-Alpes

La France : des proposition pour la marche du monde

Souvent tentés de se reposer sur leurs lauriers, les Français ne doivent cependant pas oublier que le rayonnement de la France de Versailles a souvent correspondu avec une période d'effervescence intellectuelle et artistique, là précisément où la France offrait de nouvelles idées à l'Europe. N'attire pour ainsi dire, que celui qui a quelque chose à offrir ! En 2016, « la France doit savoir passer de la révérence à la référence », comme le résume Alain Ducasse, directeur du collège culinaire de France. Le plus grand danger pour la France serait en effet de s'assoupir, de ne plus être reconnue que pour son rayonnement d'antan, une gloire passée qui la desservirait en lui conférant l'image d'un pays incapable d´innover. Innover, produire des idées qui intéressent les autres et les mettre en place avec les autres, telle est mon attente principale pour la France de demain et je veux l'en croire capable. […]

Produire des idées sur la marche du monde, proposer des alternatives à la banalisation occidentalo-globale, défendre et développer le français, transformer notre présence en une stratégie d'influence à définir, telles sont mes principales attentes pour la France de demain.

Louis Fleury, ESSEC Business School

Les prémisses d'une nouvelle révolution française

Il semble que s'invente dans la société française (d' « en bas » comme disent certains) un nouveau modèle de société. Les Français ne sont pas de simples protestataires ni des contestataires. Ceux sont des révolutionnaires dans l'âme. C'est là toute la différence. Les Français sont animés d'un projet, d'une vision, d'un dessein. La France montre la voie, bien plus que les États-Unis ou certains pays émergents, vers une société post-raciale, post-individualiste et post-productiviste.

Une révolution sans haine ni violence

Et si cette révolution s'imposait d'elle-même ? Et si les transformations qu'elle implique s'opéraient naturellement ? Et si cette révolution devenait légitime ?

Aujourd'hui, la France a ses penseurs éclairés : Esther Duflo, Thomas Piketty ou Frédéric Lordon observent ce qu'est devenu le Capital, dénoncent des inégalités croissantes et pensent un développement plus humain. Aujourd'hui, la société civile pense et agit. Aujourd'hui, la France invente de nouveaux modèles d'économie collaborative. Un jour, cette révolution s'imposera d'elle-même. […]

On le voit, à travers le monde, des rapports de force s'inversent doucement mais sûrement : entre les États-Unis et la Chine, entre les pays développés et les pays en développement, entre Wall Street et la Silicon Valley, entre les pollueurs et les ONG. Des rapports de force s'inversent aussi au sein de la société française. On peut donc imaginer qu'un jour la société civile française et ses penseurs inventeront un nouveau modèle économique et social pour faire face aux défis d'un monde qui a besoin de penser et d'agir autrement.

Ferdinand Froger, Centrale Supélec
et Akshita Madhan, ESCP Europe

S'en sortir par la culture

Dans le souci de remettre la culture commune en avant comme ciment social, la France se doit de préserver son patrimoine, architectural, paysager et immatériel afin de l'inscrire dans la continuité et de le transmettre intact et vivant aux jeunes générations. Par patrimoine on entend également les paysages d'exception, ruraux comme urbains que l'on à trop tendance à sacrifier sur l'autel de l'instant présent et du profit à court terme. Ces paysages constituent une manne tant au niveau historique que par les revenus engendrés par un éventuel tourisme respectueux de l'environnement dans le cadre de leur mise en valeur. Parallèlement, l'État et les entreprises mécènes ne doivent pas se désengager de la création culturelle qui permet de continuer la construction d'un patrimoine national dans un monde en mouvement. La prise de conscience est là, et il faudra que l'État, malgré une conjoncture économique peu favorable à un investissement de grande ampleur dans la culture trouve le juste milieu entre une création culturelle qui périclite et des investissement trop lourds.

Romain Garnier, Sciences Po Aix

L'appel de Marianne

La France, c'est d'abord un peuple, une nation, forgée par des hommes providentiels mais aussi par des individus anonymes, des générations qui ont transmis une idée de la France, un idéal de vie. La France, c'est la démocratie, c'est ce qu'un peuple fait de sa terre, de ses richesses. Ce sont les réponses qu'apportent quelque soixante millions d'individus aux problèmes écologiques, sociétaux, économiques et internationaux qui se posent au quotidien. Un Français ne doit attendre de la France qu'en fonction de ce qu'il lui donne, puisque la France, c'est lui. La sur-responsabilisation des politiques face aux nombreux échecs auxquels la France est en permanence confrontée ne tient plus. Que faisons-nous ? Que fais-tu, ô toi lecteur, afin de construire la France de demain, celle qui se tient debout malgré une classe politique dépassée ? Quelles solutions apportes-tu aux enjeux écologiques, aux problèmes sociétaux, au chômage qui touche les travailleurs de ta propre ville ? L'Allemagne a vu fleurir de nombreuses initiatives citoyennes, telles que la création de coopératives d'énergies renouvelables, de tout type d'associations d'assistance à la personne. Le jeune diplômé, capable de monter sa propre entreprise dans sa ville ou d'en développer une autre afin de créer des emplois, ne devrait pas être tenté par le métier de trader. Quant au consommateur, il est autant responsable que les entreprises de leurs orientations éthiques et écologiques : le citoyen responsable, c'est celui qui, lorsqu'il le peut, va préférer débourser un euro supplémentaire pour acheter un produit respectueux des droits de l'homme et de l'environnement et boycotter le grand magasin qui produit ses vêtements dans un camp de 200 000 travailleurs en Inde, complice ainsi d'un nouvel esclavage moderne.

Anne-Laure Gatin, EMLyon Business School

À votre santé, les gars !

Dans une vieille maison corse, au cœur de montagnes qui poussent toujours à l'humilité, un groupe d'amis s'échauffe dans des discussions sur l'état du monde et de leur pays.

Sylvain prend la parole.
Individualiste... Ce mot est une insulte pour beaucoup mais pas pour moi, je suis individualiste ! En ce sens que je me préoccupe d'abord de ma personne, de l'individu que je suis avant de perdre mon énergie dans des causes déjà vaines. Je ne suis pas égoïste, bien au contraire, mais je considère qu'aujourd'hui, aux vues de la puissance de l'industrie et de l'appât du gain qui régit notre système, un changement de société passera par une prise de conscience individuelle. Libre à chacun de savoir de quel côté des barreaux il se trouve car la clef est en notre possession, même si on veut nous faire croire le contraire. […] Si je lance une balle à un chien, il court et s'en empare. S'il y a un deuxième chien et que je lance une deuxième balle, le premier abandonnera sa balle pour courir après la deuxième. Les deux courrons donc après la deuxième balle. Imaginons que le premier, celui qui avait déjà eu sa balle, soit plus rapide que l'autre et qu'il parvienne à attraper la deuxième balle. Que fera t-il ? Vous croyez qu'il la prendra gentiment dans sa gueule pour la déposer entre les pattes de son confrère ? Non. Il amènera la deuxième balle à côté de la première et il se défendra si l'on tente de les lui reprendre. Il accumule. N'est ce pas la preuve que le capitalisme n'est pas une innovation mais bien un instinct animal ? […]

Basile prend la parole.
[…] « D'ailleurs si j'étais président, je m'empresserais d'interdire dans mon pays la vente et l'utilisation de tout produit chimique nuisible à l'environnement. D'ailleurs je ne serai pas président... Je serai le relayeur des idées des techniciens. J'en ai assez de tous ces énarques qui ne comprennent rien à la vie d'une plante et à celle d'un sol. Ces gens qui nous gouvernent ne voient le monde qu'à travers le trou de serrure de leurs

Grandes écoles et ne connaissent que les champs lexicaux du profit, de l'emploi, de la croissance. Est-ce qu'ils n'ont pas compris que ce que l'on appelle vulgairement l'écologie n'est pas un combat indépendant du reste mais qu'il en va de la survie de l'humanité. Les gens qui nous dirigent sont-ils à ce point des sur-hommes qu'ils ne sont pas concernés par la survie de leur espèce ? […] Ils n'ont pas l'air de comprendre que le jour où il n'y aura plus d'abeilles pour polliniser nos végétaux, nous ne pourrons plus nous nourrir, que le jour où nos sols seront stériles au point que plus rien ne voudra y pousser, ce sera la fin de l'humanité, oui, la fin. […] Et... si le capitalisme est un instinct animal, alors efforçons nous de devenir des Hommes.

Juliette Géraux,
Conservatoire Régional d'Ajaccio, Corse du sud

Qu'attendez-vous de la France ? – La raison

Préservons-nous de faire l'apologie d'une raison froide, implacable, qui, se contentant d'attacher à une cause une conséquence, se définirait de façon mécanique. Si la France est le pays des Lumières, elle est aussi celui du romantisme ; l'essentiel est de faire en sorte que les passions se mettent au service de la raison, qu'elles agissent positivement, comme moteur et non comme un dogme hystérisant le débat. Les Français sont pessimistes : 79% d'entre eux se déclarent « défiants » quant à l'avenir de la situation économique du pays selon le baromètre de l'économie Odoxa-Aviva Assurance-BFM-Challenges de février 2016. Ce sont ces passions négatives qui ankylosent le débat public. Inversement, les passions positives stimulent l'usage de la raison dans les raisonnements politiques. Plutôt que de laisser supposer que le commerce international est destructeur d'emplois – ce qui rationnellement est inexact – exaltons ces entreprises françaises qui brillent à l'international : Devialet, Michel & Augustin, Parkeon, Serge Ferrari, SEB, etc, récompensées en 2016 au Grand Prix BFM Business de l'export. La France, quelles que soient les turbulences, est un pays pétri d'atouts. Sa faiblesse est de laisser envahir les débats publics de passions négatives qui exacerbent les sensibilités des uns et des autres ; le recours à la raison, irriguée de passions positives, serait salvateur.

Nicolas Germain, ESSEC Business School,
pour Les Vendredis de la Colline (club politique indépendant)

III

L'État français et le phénomène de turbulences

[…] C'est pourquoi il faut repenser l'action étatique, retrouver la confiance des citoyens, imposer une déontologie publique. Sous les conseils avisés de Pierre Rosanvallon, de nouvelles pratiques doivent émerger : reddition de comptes, évaluation, mise en responsabilité. Des règles comme la transparence, la lisibilité, le parler vrai ou encore l'implication doivent retrouver une place primordiale dans la pratique étatique, sans parler de l'association des citoyens. Il faut donc créer de nouvelles institutions de contrôle, d'organisation de la délibération publique et de gestion de la transparence politique. Des institutions publiques mais aussi des organes citoyens. L'action gouvernementale doit devenir lisible et appropriable pour tous. On parle souvent de la voix du peuple (le droit de vote, mais également celui de manifester ou encore de s'organiser dans un mouvement) mais le peuple doit aussi apprendre à garder les yeux ouverts.
Pour conclure, l'État français doit cesser de se morfondre dans une société du souhaitable qui n'a que le goût d'une République nostalgique. Cet État doit sortir de la prison du doute et affronter les problèmes de demain. Malgré les turbulences, il doit entretenir une réflexion profonde sur sa structure et sur l'ensemble de sa capacité d'action en remettant le citoyen au cœur de l'intérêt général. […]

Matthias Giachino, Université Catholique de Lyon

… Qu'attendez-vous de la France ? – Rien

Si je n'attends rien de la France, j'attends beaucoup des Français. J'attends notamment des résidents français – qu'ils aient la nationalité ou non – qu'ils me surprennent, qu'ils se révoltent constructivement contre ce système qu'ils rejettent, au lieu de maugréer, refuser d'aller voter, ou voter aux extrêmes. Je n'attends pas de révolte violente physiquement destructrice et créatrice de tension, j'attends une révolte interne, un engagement profond au sens de Stéphane Hessel. […]

Pour éviter que l'Europe ne reste à jamais un « Vieux Continent », figé et perdant de son lustre, il est indispensable de ne pas se retrancher derrière des frontières de toutes façons incontrôlables, de ne pas refuser l'immigration mais au contraire d'en profiter. Je rêve d'une politique migratoire

G H I

européenne ambitieuse et remodelée, qui comprendra enfin qu'entre la perspective quasi certaine de mourir dans son pays, et la probabilité de survivre à l'émigration, un migrant tentera sa chance quelle que soit la politique mise en place. Ajouter des murs et des barbelés servira à augmenter le nombre de morts pendant le trajet, mais pas à endiguer le flux. Cependant, je *n'attends pas de* l'Union européenne qu'elle fasse tout : attendre, rester les bras croisés, c'est long. Je sais que si je veux voir émerger une nouvelle politique migratoire, je devrais y contribuer et m'engager. […]

Attendre une certaine France

J'ai plusieurs attentes quant à ce que la France pourrait devenir, via l'action de ses habitants. J'attends notamment une France engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement, en jouant un rôle moteur et exemplaire au sein de l'Union européenne. Les économistes ont proposé des idées intéressantes et concrètes dans cette optique (voir par exemple l'ouvrage collectif dirigé par Jacques Mistral *Le Climat va-t-il changer le capitalisme ?)* qui restent à mettre en application. Attendre un engagement individuel ne suffira pas, le décalage temporel – de l'échelle d'une génération – entre les causes et les conséquences du changement climatique rendant difficile la mobilisation. Dans un tel cadre, les pays peuvent jouer un rôle, avec des citoyens alertes et engagés se saisissant de l'arsenal législatif pour faire avancer les choses. […]

Il ne faut rien *attendre de* la France ; il faut plutôt retrousser ses manches et construire une France correspondant à nos aspirations. Ce sera plus compliqué et fatigant, mais nous aurons au moins une chance d'obtenir le monde que nous voulons, plutôt de continuer à le subir, en attendant…

Florian Grosset, EHESS

Mes rêves pour la France

[…] Je suis par ailleurs convaincue qu'il est grand temps
D'arrêter de croire que l'État peut tout gérer.
Des entreprises se créent depuis un moment
Ayant des missions sociales diverses et variées.
Elles se multiplient pour faire face à des symptômes
Que l'État n'a pas su, jusqu'alors, affronter.
Mais ces entreprises, associations, consortiums…
N'ont souvent pas les ressources pour exister.
Je pense que l'État, au lieu de tout contrôler,
Devrait leur trouver les financements requis
Et leur laisser toute la marge dont ils ont besoin
Pour qu'une fois aptes à gérer les problèmes choisis,
L'État ait ces préoccupations là en moins.

Pour continuer sur le gouvernement français,
Sans lancer de débats gauche / droite malavisés,
Peu importe le parti à la tête du pays,
Il devrait être composé de vrais spécialistes
Qui, si besoin est, auraient des porte-paroles doués
Pour montrer l'intérêt des mesures aux Français.
Je suis certaine que nous sommes tous désabusés
Par les balades d'un domaine à son opposé
Auxquels nos ministres sont un peu trop habitués…

Fanny Guenneau, Kedge Business School

Ma très chère France…

[…] Notre temps n'est plus celui du vote, mais celui de l'influence. Si quelques uns peuvent gouverner par la loi, les autres peuvent user de leur influence pour s'organiser, organiser leur propre fonctionnement, voire résister. Il est aujourd'hui aisé de créer des noyaux qui peuvent influencer la société entière. Créatifs, visionnaires mais réalistes, ils peuvent prendre le contre-pied de ce qu'une minorité choisit pour eux. Ils agissent avant, parfois à l'envers de la loi. Ces sphères d'influence nouvelles et audibles me semblent une formidable opportunité de procéder à une concertation nouvelle. […]
N'oublie aucun de tes enfants. Convoque-les régulièrement, apprends-leur à se comprendre les uns les autres, habitue-les à vivre ensemble sans avoir peur les uns des autres. Utilise toutes les ressources dont tu disposes pour favoriser la conciliation. Tu as connu par le passé assez de guerres civiles pour souffrir que ta descendance se déchire de nouveau.

Honorine Harlé, ENSAE ParisTech

Agir aujourd'hui

[…] J'attends de nous, citoyens et électeurs, en particulier des jeunes comme moi de prendre d'autant plus de place *[après les attentats de Paris]* dans le débat politique, de s'informer, de participer à la réflexion afin d'être de véritables acteurs et non des spectateurs. Nous ne pouvons plus nous permettre de critiquer sans comprendre les fondements. Les taux d'abs-

III

G H I

tention ainsi que les différents sondages nous montrent très clairement que nous sommes très peu à nous intéresser à la vie démocratique. Le monde politique doit à l'avenir être plus accessible, les grandes décisions doivent davantage toucher les préoccupations des Français sous peine d'en perdre un grand nombre en chemin.

Simon Hatuna, Université Aix-Marseille

#Trust me

Nous sommes la France. Les jeunes et les vieux, les pauvres et les riches, les hommes et les femmes, les malades, les banquiers, les artisans, les entrepreneurs, les chômeurs. Nous sommes tous la France. Et pourtant la France n'est déjà plus nous depuis longtemps. La faute à un système démocratique qui n'en a plus que le nom. La faute aussi à des hommes et des femmes politiques, certes citoyens, mais avant tout monarques en leurs terres si chèrement conquises. Or la France sans les Français n'est rien. Nous attendons donc que la France retrouve son destin, celui des Français. Que la France redonne le pouvoir au peuple français. Car la démocratie, c'est le gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple. Une France à l'écoute de ses citoyens est, à l'heure où le monde vacille, une France forte car unie par le dialogue, par le véritable débat démocratique. Au-delà de ne plus représenter personne, le système politique que nous connaissons divise sans jamais rassembler. […]
Le modèle social doit être simplifié à l'extrême. Les 103 aides sociales d'aujourd'hui doivent être rassemblées en quelques unes, dont une aide universelle, donnée à tous, pour garantir à ceux qui prennent le risque de l'entreprise, à ceux qui ne savent pas lire (dès lors remplir un formulaire) mais aussi et surtout à ceux qui veulent étudier, se cultiver ou apprendre à se connaître pour être, à l'avenir, simplement heureux, pour leur garantir d'être capables de le faire et d'être concrètement en mesure de survivre même en cas d'échec. Le système fiscal doit aussi être simplifié et basé sur quatre ou cinq taxes et impôts, démis de toute niche fiscale. […] Le système institutionnel doit suivre le même chemin, notamment au sein de l'Union européenne. Le commissaire européen doit être ministre et le Président de la Commission européenne Président de l'Union. Appelons un chat un chat. C'est peut-être cela que nous attendons.

Simon Holley, ENS Rennes

France, mon pays

Je rêve d'une France où l'éducation est la priorité,
Donnez à ces enfants l'envie d'y arriver.
Donnez-nous de bonnes conditions pour étudier :
Avez-vous vu ces amphis bondés ?
Ces classes surchargées ? Ces professeurs jamais remplacés ?

Je rêve d'une France où l'on trouve de l'emploi,
Sans aller au fin fond du Nicaragua.
Ne délocalisez pas nos usines,
Nous allons bientôt crier famine.

Je rêve d'une France qui prend soin d'elle.
Regardez tous ces déchets, aidez-nous à les recycler,
Trop de nourriture est jetée,
Alors qu'elle pourrait être encore consommée.

« Ma seule liberté est de rêver, alors je rêve de liberté.

Pèrle Jabiol, BBA INSEEC

Le Léviathan et les esprits animaux

Octobre 2008 – Le titre financier qui veut se faire plus gros que sa valeur

Un quidam aperçut une immense maison
Et conçut pour la belle une prompte passion
Sa bourse toutefois n'était pas à hauteur
D'un immobilier de si grande valeur.
Son banquier, impatient de grossir son bilan
Lui propose d'emblée un crédit alléchant.
Taux risiblement bas les premières années
Intérêt variable après quelques étés.
Ouvre-toi donc, Pandore !
Et que chacun s'y vautre.
De risque ? Pas un seul !
Ni pour l'un, ni pour l'autre.
Si les remboursements semblent s'atermoyer
Le bien est revendu ; aussitôt racheté.
La finance déjà se rêvait bienheureuse
À plein dévouée à la croissance harmonieuse
Mais, dans un monde fou, le service rendu
Dissimule un vice aux allures de vertu.
Les crédits ont été titrisés illico,

Les très mauvais mêlés aux tout meilleurs du lot.
Le ballotin était présenté comme sûr,
Il contenait, en vrai, de divines ordures.
Pourtant, paradoxe du désir mimétique,
Tous voulaient acquérir un produit aussi chic.
Sa valeur augmenta et prit bonne rondeur -
– Est-ce assez ? Dites-moi, ai-je bonne épaisseur ?
– Point du tout ! Grossis donc et cesse d'avoir peur !
La fine bulle enfla si bien qu'elle creva.

« En vérité, le monde est plein d'irresponsables
Mais à quoi bon agir de manière plus fiable ?
« Too big to fail ! » Le contribuable paiera !

Lucia Joaquim-Exalte, Sciences Po Paris

La démocratie participative pour une société plus forte

C'est à petite échelle que nous devons commencer la mise en place de ce nouveau modèle démocratique. Commencer à l'échelle communale et intercommunale me semble important. Les décisions communales peuvent avoir un impact direct sur le citoyen. Ainsi, en replaçant entre les mains du citoyen les décisions concernant la commune, en l'invitant à participer à cette échelle, il serait possible de susciter en lui un intérêt pour l'ensemble des décisions nationales. En mon for intérieur je pense que la réussite d'une mise en place d'une démocratie participative à l'échelle de la commune pourrait, si elle est savamment orchestrée, permettre un effet « boule de neige » pour l'étendre à des échelles plus importantes ensuite.

[…] Le principe pour la mise en place d'une démocratie participative à l'échelle des communes, qui peuvent s'entendre à plusieurs milliers d'habitants, serait un tirage au sort. Ce tirage au sort serait calqué sur le tirage au sort des jurés par la cour d'assises, c'est-à-dire une sélection entièrement aléatoire de citoyens, en l'occurrence de la commune. Afin de garantir la représentativité de chaque courant de pensée. Reste à déterminer le nombre de citoyens à tirer au sort selon un modèle statistique qui dépendra de la taille de la commune. Le comité ainsi formé, l'étape suivante sera de l'instruire sur les faits pour lesquels il s'est vu tiré au sort. Lors de cette étape, il faudra imaginer différentes approches aussi ludiques que possible, un citoyen n'ayant pas forcément envie de s'attarder sur un problème qui pour l'instant ne le concerne peut-être pas dans sa vie quotidienne. […] Au final, le comité prendrait une décision qu'il communiquerait au maire, celui-ci ayant comme unique mission de mettre en place la politique adoptée par ses citoyens.

Arthur Juet, Université de Rennes 1

De l'expression de la citoyenneté

Une nation regroupe des personnes partageant une même culture, une même langue, une même vision de l'avenir et la volonté de le vivre ensemble. Selon moi, c'est justement le rôle de l'État et de l'École d'entretenir « cette volonté d'avancer ensemble » qui, je pense, s'acquiert au travers d'expériences communes et d'événements rassembleurs.

Les outils utilisés pour réaliser cette mission, tels que l'éducation civique et la journée défense et citoyenneté (JDC) devront gagner en pertinence pour s'adapter à l'évolution de notre société. Le service militaire a été remplacé en 1998 par la JDC, une journée rythmée par des *slides power point*, une initiation aux premiers secours et des tests de français.
Je ne m'étendrai pas sur le caractère extrêmement soporifique de cette journée, mais je me permettrai d'émettre quelques réserves sur sa capacité à cultiver une quelconque ferveur citoyenne auprès de jeunes lycéens.

Pourquoi ne pas substituer à ces journées purement théoriques, des missions de services civiques qui permettraient aux jeunes citoyens de rendre un vrai service à la communauté ? Une expérience civique, même courte, peut être valorisée sur un CV et permet d'acquérir des qualités humaines. J'espère réellement que ce type d'expériences se démocratisera et se généralisera à l'ensemble de la société.

L'engagement associatif gagnerait également à être reconnu scolairement ainsi qu'à l'université. Ce serait l'occasion de mettre en pratique cette « éducation civique ». L'emploi du temps scolaire français, l'un des plus chargés en Europe, est organisé de manière peu propice à la pratique d'activités associatives. Dans ce cas, pourquoi ne pas inclure dans le programme scolaire une expérience associative ou d'intérêt général annuelle voire semestrielle ?

Tiffany Kavadioko, Université Paris-Dauphine

Liberté, Égalité, Fraternité

Fédérer la nation autour d'une cause transcendante en créant un service national, différent du service militaire devenu obsolète, mais qui en garderait tous les avantages en plus d'être utile à la nation le serait aux jeunes Français qui le feraient. […] Un service dans l'administration pour se coltiner ses difficultés, ce qui nous ferait réviser nos jugements parfois trop sévères sans doute. Un service dans l'univers carcéral, pénitencier ou de la justice pour être confronté à ses problèmes. Il n'y a pas assez de gardiens dans les prisons, dit-on, alors pourquoi ne pas en faire un service ? Avec le chômage qui touche tant les jeunes, ce service pourrait être une insertion dans le monde professionnel, et leur permettrait peut-être de trouver leur voie. […]

Pour regagner la confiance des Français, l'État doit [entre autres] créer les conditions d'une transparence totale. […] Une des raisons de la perte de confiance vient du cumul des mandats et de l'incompréhension du peuple qui ne peut comprendre qu'on puisse assumer autant de fonctions alors que dans le privé ça n'est pas possible. Cela laisse planer l'idée que les élus ne font rien puisque les mandats procurent si peu de travail qu'ils sont capables d'en briguer plusieurs. Si donc les mandats sont inutiles autant alors les supprimer et alléger les finances de l'État ? Cependant, je suis contre le fait de légiférer sur le cumul des mandats qui ferait apparaître une nouvelle loi avec tous les inconvénients que ça implique, et qui déresponsabiliserait le peuple. Enfin zut à la fin, c'est très simple, si le peuple est contre le cumul des mandats, il n'a qu'à pas voter pour les cumulards, et à chaque fois qu'il le fait, c'est comme s'il disait qu'il était pour ! À l'inverse, imaginez que le peuple veuille confier plusieurs mandats à un homme qu'il jugerait providentiel, n'aurait-il pas le droit de le faire ? Ainsi c'est à la classe politique de combattre le cumul des mandats, non par la loi mais par la force des idées.

Benjamin de Kergorlay, Arts et Métiers ParisTech

Manifeste pour une France qui s'aime

Parlons vrai. Nous blâmons nos déficits et nos endettements mais nous restons inflexibles sur nos avantages sociaux. Nous voulons de la croissance mais ne permettons que difficilement aux entreprises de la créer. Nous voulons du travail mais refusons la flexibilité – oui, celle-ci est la cousine de la précarité mais à choisir entre « un peu » et « rien » je choisis « un peu ». Nous voulons être solidaires tant que ça nous arrange. Nous voulons l'été en hiver sans dépenser d'énergie… Évidemment, je caricature. Mais notre capacité à faire des concessions sur nos acquis historiques sera *in fine* l'un des leviers à activer. […]

Un système plus participatif. Nous pensons que la démocratie représentative doit devenir participative. […] Nous proposons la création d'une troisième chambre parlementaire qui serait une Assemblée Citoyenne. Celle-ci serait composée de Français tirés au sort (en respectant une représentativité liée à l'âge, au sexe, à la zone géographique et la catégorie socioprofessionnelle), sur le modèle des jurés populaires de tribunaux. Ces Français auraient le devoir de faire partie de l'Assemblée Citoyenne pour une durée limitée (quelques semaines ou mois). Elle permettrait aux tirés au sort de concilier leurs activités professionnelles avec la présence en séance dont les sessions pourraient être localisées dans plusieurs régions en simultané par souci logistique. […] Le travail de l'Assemblée Citoyenne se conjuguerait avec celle des deux autres chambres parlementaires : l'Assemblée Citoyenne pourrait en effet s'insérer en troisième position dans le processus de navettes, et proposer des amendements sur les projets de lois, se plaçant en véritable acteur de la vie parlementaire.

Guillaume Kervern, Evguen Bernat, Victor Guinot, EMLyon Business School

Murmures à la République française

Chère France, tu as tant à faire ! Et moi, jeune étudiante française de 18 ans, j'attends tellement de toi. Permets-nous de croire, nous jeunes Français, nous jeunes Européens, qu'une réponse autre que sécuritaire est possible face au terrorisme. Je crois profondément en toi et je suis convaincue que cette crise identitaire trouvera son remède dans l'éducation de tes citoyens et dans l'égalité des chances que tu leur offriras. De cette manière, nous, tes citoyens, n'aurons nul besoin de nous retourner vers notre passé pour conforter une crispation identitaire, car c'est vers la perspective de projets à venir que nous nous concentrerons. N'est-ce pas par la volonté de construire un « vivre ensemble » commun que se définit une Nation ?

Manal Khallou, Université Toulouse 1 Capitole

« En regardant vers le pays de France »

Abordons les coûts que représentent pour toi, chère France, la pollution. De multiples études […] mettent en exergue le coût prohibitif de la pollution – coût sanitaire, coût social, socio-économique, perte de bien être… Ironique, n'est-ce pas, quand on pense que celle-ci est émise au nom d'une meilleure rentabilité ? La pollution ne fait que renforcer les inégalités sociales, les moins aisés étant ceux qui consomment le moins de produits bio, de fruits et de légumes et donc les plus touchés par la « malbouffe ».

Si beaucoup disent que l'écologie est difficile à mettre en place, qu'elle entrainerait une paupérisation de la société, que la transition énergétique est utopique, elle présente de nombreux avantages en termes de compétitivité. La Finlande, la Suède et les Pays-Bas font partie des pays les plus régulés en matière d'écologie et sont parmi les plus dynamiques en matière d'innovation. Il faut voir l'écologie comme un défi d'intelligence, un vecteur d'innovation et non comme un frein à la productivité et au développement économiques. La question n'est plus ici d'avoir un développement plus fort ou moins fort mais d'avoir une croissance différemment orchestrée. […] L'enquête effectuée par le Sénat souligne que le respect de l'écologie coûterait certes 6,4 milliards d'euros mais en rapporterait 17,7. Un bénéfice de plus de 11 milliards d'euros est chose à ne pas négliger !

L'écologie serait également bénéfique en termes d'emploi. Les éco-activités sont un secteur extrêmement dynamique. De 2004 à 2010, elles enregistrent 20% de croissance pour les emplois, soit 3% par an, 6 fois plus que le reste de l'économie. Philippe Quirion, directeur de recherche au CNRS, et une étude de l'Ademe estiment qu'une transition énergétique serait à même de créer 630 000 emplois en 2030 et 825 000 en 2050.

La COP 21 et l'accord auquel tu es parvenue ont fait beaucoup pour ton rayonnement international. Cependant, au lendemain de cet accord tu prolongeais la durée de vie de tes centrales nucléaires de 10 ans. Pourtant l'Allemagne a demandé la fermeture de la centrale de Fessenheim. La Suisse a même porté plainte contre toi à cause de la centrale nucléaire du Bugey. Quel message paradoxal tu as envoyé en Europe et dans le monde !

Élie et Simon Klee, Université Perpignan Via Domitia

« S'il te plaît, dessine-moi un futur ! »

La France a un modèle social fort auquel nous ne devons pas renoncer et que nous devons protéger contre un modèle trop libéral qui voudrait l'écraser. Nous n'avons pas besoin de nous plier au modèle américain, allemand ou même suédois ; nous devons réinventer un modèle qui nous ressemble et qui nous réussira le mieux.

Pour ces changements le peuple français doit reprendre possession de son État, de ses institutions et de ses élections. La politique doit redevenir l'agora où chaque frange et part de la société est représentée. Il nous semble qu'il s'agit là du seul moyen de recréer un lien social, une véritable solidarité, fraternité, nécessaire pour faire face aux instabilités du monde actuel. Bien sûr, tout le monde ne va pas tomber d'accord sur les mesures à adopter. Mais pour que celles-ci soit légitimes et acceptées, il faut qu'elles soient le fruit d'une discussion de l'ensemble de la nation : qu'elles soient prises par le peuple et pour le peuple.

Pauline Le Fur, Lycée Maximilien-Sorre
et Tristan Madeline, ENS Cachan

Agir

La progression des inégalités est d'abord source de désespérance sociale comme le montre le rejet des politiques. L'OCDE et le FMI ont montré l'impact négatif de celles-ci sur le niveau de croissance. On ne peut se satisfaire que le 1% de la population mondiale détienne presque 50% de la richesse globale ! Depuis 30 ans, on dit combattre le chômage et les inégalités mais en réalité rien ne bouge. […]

Première idée, il faut dire que l'objectif du système éducatif est de donner un emploi à chaque citoyen, un objectif qu'on oublie trop souvent ! Je soutiens l'idée de la fusion des lycées professionnels et des CFA, le nouvel ensemble étant géré par les régions et les partenaires sociaux. La majorité des formations de cet ensemble devra se faire en alternance, car c'est le moyen le plus efficace pour insérer les jeunes dans l'emploi. Le poids des enseignements généraux devra être réduit car ils ne sont pas adaptés au public visé. Ces propositions s'inspirent directement de la réussite des pays d'Europe du nord. Mais cette réforme ne sera d'aucune utilité si l'enseignement professionnel reste une voie de garage. Des modules d'ensei-

gnement professionnel et une orientation renforcée doivent permettre une meilleure orientation des collégiens. Le rééquilibrage des moyens du secondaire vers le primaire, où les moyens sont inférieurs de 20% à la moyenne de l'OCDE est nécessaire car les inégalités scolaires doivent se résoudre à la base. L'ensemble de ses mesures visent à rendre notre système plus égalitaire un système excellent pour les meilleurs mais qui laisse 150 000 jeunes sur le carreau chaque année.

Julien Lepotier, IUT Nantes

Entreprendre plutôt qu'attendre

Dans ce chaos structurel et social, j'attends que la France mette la main à la pâte, les deux pieds dans le plat, prenne le taureau par les cornes ou toute autre expression pleine de sens. Je veux que la France bouge, qu'elle s'anime, qu'elle prenne des risques, qu'elle engage des projets, qu'elle écrive son histoire au lieu de la subir, qu'elle s'impose comme la grande nation qu'elle est, qu'elle défende ses citoyens, qu'elle prône ses valeurs, bref je veux que la France se réveille. Je suis lasse des discours creux et pompeux, des actions avortées, des promesses effilochées, des projets qui ne se développent jamais. Si notre gouvernement estime par exemple que la Loi Travail est une bonne réforme pour le pays et qu'elle permettra de créer de l'emploi et développer l'investissement dans nos entreprises, alors fonçons et n'attendons pas que tout le monde donne sa bénédiction : c'est illusoire ! S'il s'agit d'une réforme juste et bénéfique, les résultats suivront, les doutes se dissiperont et l'adhésion sera au rendez-vous. Si pour relancer l'économie de notre pays, il faut miser sur l'investissement faisons-le, mais faisons-le à fond en débloquant des moyens pour les entreprises et notamment les PME qui sont le tissu de nos économies locales. Si pour motiver des salariés en perte de vitesse et de confiance dans l'entreprise, il faut repenser le système de récompense, appliquons la formule prônée par Nicolas Sarkozy : 1/3 aux actionnaires, 1/3 aux salariés et 1/3 à l'investissement. Si l'on veut endiguer les mouvements intégristes et nationalistes qui ont déjà tant fait souffrir nos populations, éduquons nos enfants avec des mots clairs, simples et n'éludons pas les questions sous prétexte qu'elles sont embarrassantes.

Élodie Lhermie, Université d'Auvergne

Une France renouvelée par la confiance et l'innovation

Revisiter les modes d'expression démocratique

Les turbulences ne sont pas qu'économiques, elles sont aussi institutionnelles. […] L'organisation politique et électorale actuelle manque de vie démocratique. La démocratie représentative n'est pas une alternative viable puisque les responsables politiques doivent être des experts de la gestion publique et des représentants de leurs électeurs. La démocratie participative pourrait, elle, rapprocher le pouvoir politique du citoyen par le biais de débats au sein des villes, en permettant à la base de concevoir les politiques d'en haut, tout en assurant que des élus gouvernent avec une vision globale. L'objectif essentiel de ce mode institutionnel serait de rétablir la confiance entre le citoyen et l'élu.

Cette confiance est à restaurer. […] Au cœur des institutions, les élites et les intérêts privés prennent des places trop importantes. Les hauts fonctionnaires qui administrent la France ont été formés dans les mêmes écoles tandis que les liens entre l'intérêt public et les entreprises privées, à travers ces individus, ne sont pas toujours simples. La confiance est censée s'apprendre à l'école mais la puissance du classement écarte les moins bons élèves, ce qui les rend hostiles. Dans les entreprises, la hiérarchie est telle que le management par la confiance est un style de direction nouveau au lieu d'être déjà la norme. Dans le débat public, les experts, les économistes notamment, offrent peu la possibilité de débattre, comme si leurs discours devaient être pris pour acquis. La réforme des institutions, de l'école ou encore l'émergence de nouvelles formes d'échange d'idées est une des voies possible pour « fabriquer » de la confiance.

Dylan Martin, ENS Cachan

Nous sommes en 2050 ...

[…] Pour finir, je suis également obligé d'aborder les changements survenus sur les plans écologique et industriel. Aujourd'hui, l'Inde est le pays le plus peuplé de la planète. L'industrie s'y est énormément développée en 40 ans et on constate une baisse de la pollution en Chine. On l'explique par des mesures drastiques prises par certains gouvernements comme l'interdiction de la circulation certains jours et l'obligation d'ici à 2070 de rouler uniquement avec des voitures électriques. Dans certaines villes, comme Shanghai ou

Hong-Kong, on compte près de 85% de voitures électriques. On peut féliciter l'industrie automobile qui a pris en compte la dimension écologique et la pénurie de pétrole. Après un début difficile dans la commercialisation de la voiture électrique, leur fabrication et leur vente ont explosé dans les années 2025-2030. Aujourd'hui, 80% des voitures commercialisées sont en partie électriques et on atteint un taux de presque 45%. La pollution a baissé de près de 50% dans les grandes villes telles que Paris. Les énergies renouvelables ont aussi explosé ! Le Maroc est devenu le premier pays au monde alimenté entièrement par l'énergie solaire : la centrale solaire Noor fait presque 9 000 hectares contre 480 en 2016. C'est une vraie révolution et ce n'est pas le seul pays concerné ! La quasi-totalité des pays du monde ont investi dans l'énergie renouvelable pour respecter les engagements sur le nucléaire et pour certains, afin d'être moins dépendants d'autres pays, comme la France l'était vis-à-vis de la Russie.

[…] Notre deuxième piste de réflexion concerne l'utilisation de la formation professionnalisante. L'Autriche a, par exemple, compris depuis bon nombre d'années que les formations en alternances ne sont pas seulement réservées aux « mauvais élèves ». Généralisées à tous les niveaux de formation, elles permettent une meilleure intégration du marché au travail, en s'assurant de la bonne orientation de l'élève. Les mesures politiques devraient favoriser les liens entre l'entreprise et l'enseignement même pour les filières générales. Les facultés devraient encourager la pratique de stages dès la première année. En somme, les théories n'ont de sens que si elles conduisent à une connaissance des opportunités professionnelles qu'elles offrent. Si les politiques publiques doivent accentuer ces mesures, les entreprises doivent aussi accomplir des modifications. Elles doivent accepter des stages en leur sein, non pas pour « obtenir de la main-d'œuvre à bas coût », mais pour former des employés performants et productifs.

Flore Masurel, Anyss Boushaba, Clément Martin, et Adrien Belly, IUT Paris-Descartes

Une cohésion sociale au service du développement

Les inégalités de traitement peuvent prendre un aspect géographique. Ainsi, parallèlement au développement des classes modestes et à l'arrivée massive des immigrés, on voit se développer des politiques d'urbanisation qui cultivent « la sectorisation sociale ». Les collectivités locales voulant « préserver les cadres de vie idylliques » des plus aisés, ont exclu géographiquement les populations issues de l'immigration et aux revenus modestes. Cette forme d' « apartheid inversé » sépare strictement les espaces entre ceux qui possèdent les richesses et donc le pouvoir, et ceux qui essuient les discriminations. Cette exclusion est d'autant plus dangereuse qu'elle est cumulative et héréditaire. Le patrimoine se trouvant dans les secteurs les plus prisés, ils prennent de la valeur et permettent d'attirer un réseau professionnel et institutionnel conséquent. Les entreprises et commerces affluent, les écoles privées de premier ordre ouvrent leur portes : l'héritage familial prend de la valeur. À l'inverse dans les quartiers populaires, le phénomène de ghettoïsation renforce la fuite des entreprises, des institutions puis des habitants. On peut dès lors faire un lien avec la délinquance galopante, les actes d'incivilité et la montée des sectes religieuses. Les mouvements criminels ont pris le pas sur les politiques publiques. […]

Marie Antoinette Mbaye, IAE Annecy **et Marie-Françoise Mbaye,** Science Politique Université Lyon 3

FORUM LILLE - IUT UNIVERSITÉ DE DROIT

LA FORMATION OFFRE-T-ELLE UNE RÉELLE ÉGALITÉ DES CHANCES ?

La « Faculté Pro », une solution au décrochage scolaire

Le décrochage scolaire à l'Université concerne un quart des étudiants en première année ! Et seuls 7% des jeunes issus de familles modestes obtiennent un master… En cause le plus souvent, une mauvaise orientation. Pour réduire les échecs et les abandons, toutes les Facultés devraient proposer un « essai d'un mois », suivi d'un bilan. L'étudiant choisirait alors de continuer ou de se réorienter vers une « Faculté pro ». L'étudiant de la « Fac pro » se spécialiserait dès la première année en choisissant les matières qui correspondent le mieux à son projet professionnel défini par une lettre de motivation et par un entretien avec les responsables pédagogiques.

Par ailleurs, un cursus Entreprenariat serait proposé aux étudiants désireux de créer des entreprises, avec des cours assurés par des chefs d'entreprises, des salariés seniors.

Yasmine Jaloun, IUT Lille 1 **(mars 2016)**

L'UE, solution économique et défense d'un idéal

[…] la France a toujours été une terre d'immigration, contrairement à d'autres pays européens. […] Elle a réussi à absorber les flots migratoires, voire y a fait appel lors des Trente Glorieuses. Certes, les migrants représentent un coût à leur arrivée, mais en légalisant leur travail, des taxes sont perçues par l'État. Ces migrants ne représentent pas seulement des travailleurs mais aussi des consommateurs. Certains pays en voie de développement ont besoin des flux d'argent qui viennent de leur diaspora. Ainsi, en Kabylie, les adultes en âge de travailler partent et permettent à cette région de se développer malgré l'attitude peu affable de l'État algérien à son égard. […] Une attitude de repli intenable dans une période de mondialisation. Le « rapport des 5 présidents » montre que le renforcement de la zone euro nécessite une cohérence politique de l'Union. La politique de l'Union européenne pourrait donc participer à cette relance de la consommation, et plus généralement de l'économie.

Laurène Mercier, Sciences Po Paris

Terra Nova

Pourtant, imaginez…
Ce matin, vous vous êtes levé(e), le ciel était gris. Mais pas de pollution ! Il devrait simplement pleuvoir aujourd'hui, comme vous l'aviez entendu à la météo. Vous vous êtes donc levé(e), avez ouvert grand vos rideaux pour laisser la lumière entrer au maximum. Ensuite, vous êtes allé(e) prendre une douche. Vous avez d'abord laissé l'eau froide couler dans un arrosoir, vous savez que vous la réutiliserez d'une manière ou d'une autre, pour les fleurs, comme chasse d'eau, pour ce que vous voulez, en somme… Puis vous avez pris votre petit-déjeuner : des tartines, du thé, des clémentines. Biologiques. Parce que oui, avec l'évolution de la société, de nombreuses personnes se sont mises à manger bio. Bien que cela leur ait coûté plus cher au départ, bien qu'elles aient été averties que les pesticides propagés sur les champs voisins ne s'arrêtaient pas tel le nuage de Tchernobyl à la limite de l'exploitation bio, ces personnes ont réussi à provoquer un effet boule de neige, persuadées que le simple fait de soutenir l'agriculture biologique permettrait de faire revenir les produits non traités sur le devant de la scène. Le pari semble réussi : petit à petit, la majorité de la population s'est jointe à elles. Dorénavant, une pomme bio ne coûte pas plus qu'une pomme traitée, la biodiversité dans les champs reprend ses droits. Les abeilles sont de nouveau libres de butiner de fleur en fleur et de répandre la vie autour d'elles sans risquer la leur. D'ailleurs, ce ne sont pas les seules à aller mieux. Vous aussi, vous vous sentez mieux, l'air vous semble plus doux avec l'arrivée du printemps. […]

Sophie Misset, Émeline Arade, Assia Bouchikhi et Ciana Crespin, IUT Paris-Descartes

Mon point de vue de réfugié sur la France

L'image de la France, quand on est issu d'un pays en voie de développement, évoque tant de possibilités de prendre un nouveau départ et de mener une vie heureuse ! […]
Cela fait une année que je vis en France et j'ai pu apprécier certaines choses pendant ce temps. J'ai apprécié le réseau de transports en commun parisien, les infrastructures, les jardins publics, les musées, les chances dont disposaient les enfants, les étudiants, les femmes et les personnes âgées : un système bien organisé qui fonctionne bien. Mais d'autres choses m'ont moins plu, comme la nécessité de parler français dans les administrations publiques alors qu'on vient d'arriver, les distances que mettent les gens ici dans leurs rapports si bien que je me retrouvais seul. […] Je suis des cours de français pour maîtriser la langue du pays. J'espère pouvoir reprendre mes études : j'aimerais faire de la traduction plus tard.

Oui j'aimerais évoluer dans ce pays. En même temps je souhaiterais que le pays m'intègre. Ce que j'attends de la France c'est qu'elle m'offre un nouveau départ. Le chapitre précédent de ma vie s'est achevé sans qu'on me prévienne, j'aimerais que le prochain débute le plus naturellement possible.

Charef Mohamed Abdalla, ENS Cachan

« On voyage pour changer non de lieu mais d'idées »

Extraits choisis d'un carnet de voyage écrit durant la fin du mois de mars lors d'une escapade autour de la mer Baltique.
Mais au-delà de ces apparences [de froideur], la Finlande compte une population parmi les plus heureuses du monde

et fait de surcroît parler d'elle avec la volonté d'instaurer un revenu universel de base. Cette proposition qui est souvent objet de satire, comme ce fut le cas en Espagne lorsqu'Iglesias introduisit dans le débat politique le revenu minimal, mérite d'être considérée sérieusement. En France, des hommes de gauche comme de droite l'ont évoquée, tel qu'Éric Woerth ou Arnaud Montebourg. En Finlande, le revenu de base n'est pas perçu comme un instrument au service du marché mais un remède à ses dysfonctionnements. En effet, il apparaît comme une arme ingénieuse face à l'improbabilité d'un retour prochain du plein emploi, il permet de lutter contre l'abaissement du niveau de vie et la violence sociale causée par le chômage. Outre cela, il offre la possibilité aux personnes ne travaillant pas de s'investir dans d'autres activités associatives, collaboratives, artistiques dans un pays où, rappelons-le, l'art est au cœur de l'éducation. Il s'agit d'une invitation à combattre l'inertie. C'est l'opportunité pour toute une frange de la population de prolonger ses études ou de se former à de nouveaux métiers. C'est enfin une simplification sans appel de la très lourde gestion des aides sociales dont la responsabilité en matière de déficit public est devenue pathologique dans les États démocratiques modernes. Rappelons que ce projet simple et apolitique peut se prévaloir des louanges de nombre d'économistes depuis un demi-siècle déjà, peut-être mérite-t-il alors de faire l'objet de diligentes considérations.

Baptiste Montet, Université Aix-Marseille

Lettre à la France

[…] Mais pour revenir sur l'idée de l'entreprenariat, un exemple pourra illustrer mes propos : la start-up Grenobloise « Squadrone Système », jeune entreprise créée par six Français dont un snowboardeur professionnel (Xavier de Le Rue).
[…] Avec leur idée de créer le premier drone autonome, ils ont su séduire un public spécifique, par exemple les amateurs de sport extrême et de glisse qui se filment lors de leurs exploits. Après avoir réalisé le logiciel, les six entrepreneurs ont lancé une campagne marketing mené par Xavier de Le Rue, qui leur a permis d'engranger 200 000 euros afin de financer leur drone « Hexo + ». En 2014, grâce à une entreprise de financement participatif, Squadrone Système a récolté 1,3 million d'euros dont 70% des investisseurs venaient des États-Unis. À cela, il faut rajouter les 3 millions d'euros mis sur la table par un fond d'investissement Canadien et c'est ainsi qu'en mai 2015, la production démarra avec un carnet de commandes de 2 200 drones. Cette histoire nous permet de tirer plusieurs enseignements. Premièrement, il y a bel et bien des personnes créatives, ambitieuses et qui osent. Dans le cas de Squadrone, ce sont des personnes qui ont une passion commune pour le sport de glisse et le sport extrême. Ils ont su répondre à un besoin de manière originale, simple et efficace. Deuxièmement, les fonds financiers qui ont permis de donner vie à leur projet de drone proviennent des pays étrangers principalement nord-américain. C'est bien regrettable car on dénombre très peu d'investisseurs français. Il faut se rendre à l'évidence ma France… tes investisseurs français sont encore réticents lorsqu'une idée innovante provient de personnes jeunes.

Yannis Moualhi, IUT de Nantes

La cohésion, socle des prises de positions françaises

[…] Ce nihilisme politique, ce désenchantement de la vie publique, ne sont pourtant pas sans issue : les nouvelles technologies sont des moyens de participation de tous les individus au débat public, tandis que les réseaux sociaux sont assurément des lieux de rassemblement. « Les réseaux sociaux sont la démocratie moderne » disait une Ministre française lors de la COP21 de Paris. La re-création d'un « forum romain » est le terrain de réhabilitation du politique. Forte de sa French Tech, la France doit se positionner comme résolument innovatrice sur ce terrain et faire la promotion tant d'une administration dématérialisée que d'un débat public laissant une plus grande place aux questions du peuple. Des engagements écrits sur ces réseaux et un contact direct aux internautes permettraient de recréer du lien politique, sans céder au populisme, mais en rénovant la démocratie.

Marie Moulin, Université Paris-Dauphine

De la nécessité de retrouver une vision

Malgré nos négligences, nous possédons encore l'un des appareils diplomatiques les plus puissants au monde. Ce réseau doit nous servir de base pour rayonner de nouveau, notamment au travers de la francophonie qui est l'un de nos atouts majeurs. Le français est la 5e langue la plus parlée au monde et la 2e apprise juste derrière l'anglais. Dans les décennies à

III

M N O

venir, l'Afrique va exploser démographiquement. Le continent connaît 5% de croissance par an depuis plus de dix ans et la productivité augmente de 3%. Dans le même temps, la part de marché de la France y est passée de 10 à 5%. Pourtant les besoins en investissements sont flagrants : en 2011, selon la Banque Africaine de Développement, 80% des personnes vivant sans électricité se trouvaient en Afrique subsaharienne, sans parler de la santé et de l'éducation. Le continent aurait besoin de centaines de milliards de dollars pour combler son déficit d'infrastructures. Sans tomber dans un néocolonialisme où nos entreprises viendraient piller le continent, nous avons les liens historiques et culturels nécessaires au renforcement de partenariats intelligents comme le prouve M. Borloo avec sa fondation Énergies pour l'Afrique. Il est grand temps d'appuyer de telles initiatives.

[…] Nos ingénieurs et nos chercheurs comptent parmi les meilleurs au monde et doivent nous faire briller dans la recherche fondamentale et appliquée. Selon l'OCDE, nous sommes le 8e pays en termes d'impact de nos publications scientifiques, 6e en dépôt de brevets et 3e en financement public de R&D, mais il faut améliorer ces chiffres en axant notamment notre politique sur les PME : le crédit impôt-recherche qu'elles perçoivent n'a augmenté que de 8% entre 2005 et 2009, contre 277,74% pour les grandes entreprises. À l'instar d'Israël, dont le pari est de devenir la *Silicon Waddi* indispensable à ses voisins, repensons notre stratégie extérieure en réduisant la dépendance exclusive à nos forces armées, et augmentant celle à nos cerveaux. Alors que la Russie effectue un retour fracassant sur la scène internationale et que l'Iran rouvre ses portes, il serait fort dommageable de passer à côté de ces opportunités.

Guillaume Nevo, ENS Paris

Le coq et ses ministres

Maitre Coq en état de déprime est conseillé par ses ministres les plus proches, le Lion, La Tortue et le Renard

[…] L'homme n'est pas une fourmi.
Il possède raison, mémoire, langage, tête,
Un feu en lui s'est affermi ;
Un feu, un feu c'est vrai, mais un feu des plus beaux,
Car il éteint des incendies ;
Un feu qui meut le temps, chante des mélodies,
Et comme une seconde peau ;
Ce feu, mon frère coq, qui vous apaiserait,
Ce feu, c'est la culture. André Malraux disait
Que c'est par ce seul feu que « l'homme est autre chose
Qu'un accident de l'univers. »
Cela est vrai, je crois, et sans prendre la pose,
Il nous faut donc y satisfaire.
Marianne, notre mère, a tant de beaux enfants :
Ce sont Musique, Dessin, Cinématographie,
Danse, Littérature, Architecture, Chant
Ce sont Peinture, Théâtre ou bien Philosophie,
D'autres, combien d'autres encore
Qui viennent gaiement chaque jour
Se joindre à ce superbe tour,
Qui enchante l'âme et le corps !
En troubadours françois, allons ainsi chanter
Notre plus douce symphonie,
C'est un vivace grain que nous irons planter
En choyant la francophonie. […]

Léa Nora, Sciences Po Paris et Baptiste Nora

Chère France

[…] La lenteur administrative et judiciaire est un grand problème dans une société qui a besoin de se renouveler. Pour l'écologie, les communes ou les grandes entreprises qui utilisent régulièrement des véhicules, peuvent investir dans les voitures électriques. Il faut sensibiliser ton peuple (en les informant, dès le plus jeune âge), à l'importance de la consommation des produits locaux. Tes mairies doivent veiller à l'installation de commerces dans la ville qui sont souvent déséquilibrés (beaucoup d'une même profession, rien dans certains domaines). Rien ni personne n'est à mettre de côté ou doit se sentir non concerné par ta reconstruction, chère France.

Romane Ouy, Université de Bretagne occidentale

III

MNO

Des turbulences émergera un nouveau monde

Nous attendons de la France qu'elle assure la représentation des femmes à part égale dans les plus hautes instances de décision, à l'Assemblée Nationale où elles ne sont qu'un quart des députés en 2012, ou au Parlement européen où elles ne représentent qu'un tiers des élus en 2014. Nous aimerions que les femmes ne soient pas d'avantage touchées par la précarité face à l'emploi comme c'est le cas. Qu'elles perçoivent le même salaire que les hommes à compétences égales.

Les inégalités ne s'arrêtent pas aux femmes, elles peuvent être étendues aux enfants. Nous voulons que les réseaux d'éducation prioritaire et les zones où l'éducation est davantage privilégiée soient refondus pour tendre à davantage de mixité sociale. Nous attendons de la France qu'elle réduise les écarts de capital culturel en redéfinissant la notion de savoirs légitimes. Nous souhaitons que la réussite éducative soit privilégiée par rapport à la réussite scolaire. […] Enfin, que l'ensemble des étudiants, sans distinction aucune, est accès à l'emploi.

Enfin en termes d'habitat, nous désirons que chaque individu puisse être logé dignement et que les logiques de peuplement des territoires ne conduisent plus à un phénomène de relégation sociale. Davantage de mixité nous semble un prérequis pour encourager la cohésion nationale.

Éléa Perez-Subtil et Anthony Meddar,
Université Aix-Marseille

Pour un rejet de la passivité

Cette injonction à l'action passe nécessairement par un renouveau politique : il faut sortir du cercle vicieux du recyclage des représentants et des politiciens de métier car ce sont ces mêmes visages, vus et revus, qui ont mené au désintérêt croissant des Français pour la chose publique. Si la France veut promouvoir l'engagement de tous, un premier pas serait de revenir à l'idée fondatrice de la démocratie comme lieu d'échanges et de débats inclusifs et participatifs. La décentralisation entamée depuis des décennies doit se poursuivre pour encourager l'action locale et ne pas restreindre la vie politique à une tour d'ivoire parisienne accessible seulement à un groupe réduit de technocrates. La France, en tant qu'État nation, doit certes servir de repère stable dans un monde de turbulences, mais également éviter de devenir le seul acteur influent de la vie publique concentrant pouvoirs et décisions. Oui, les citoyens ont besoin d'un cadre institutionnel global assez fort pour résister aux ballotements du XXIe siècle mais cela ne doit pas les mener à s'installer dans la bulle confortable de l'ignorance et du déni. La France doit pousser sa population à mener des actions décentralisées où chacun s'engage pour ce qu'il croit, dans la seule limite de ses capacités.

Agathe Pernoud, EHESS

« Rien ne se crée… »

Il y a un mois, la fille d'une amie s'est fait traiter de « sale ignorante crétine » par une de ses camarades de CM2 car elle a répondu oui quand on lui a demandé si elle croyait en Dieu. J'aspire à une laïcité ouverte. Celle exprimée par Jean Lou Amselle (anthropologue) ou Xavier Landes (chercheur en philosophie politique et économique)[1] où précisément celui qui ne croit pas respecte celui qui croit et vice versa ; où il n'y a pas de rapport de force ou de domination entre deux avis, juste un rapport de respect et d'écoute mutuelle.

[…] Qu'on se rappelle tout ce qui existe de bien en France et ce qui peut être remis à l'œuvre ou à la page, tout ce qui a été avancé jusqu'à présent, au lieu de regarder seulement le gouffre dans lequel nous sommes actuellement et théoriser encore et toujours de nouvelles formes de progrès. J'interpelle le Lavoisier qui sommeille en nous pour transformer ce qui pourrait aider la France, le *ensemble* comme le *chacun*, le *nous* comme le *je*.

John Rafaliarison, Université Paris 8 Saint-Denis

Éducation et élitisme à la française

Quelles *soft skills* pour les managers de demain ? En complément d'une sensibilisation accrue à la rigueur scientifique dans les formations techniques, il me semble qu'il faudrait également permettre aux étudiants de développer les *soft*

1. http://www.slate.fr/story/97217/quelle-laicite-ouverte

skills dans leurs formations, ce qui n'existe que trop peu encore dans les écoles d'ingénieurs. Par *soft skills,* entendons les capacités humaines nécessaires au métier de cadre. Cette idée part du constat que la plupart des étudiants en école de commerce ou d'ingénieurs, se destinent à être salariés en entreprises. Ils auront donc besoin, à un moment ou à un autre de bonnes capacités d'expression pour communiquer avec leurs collaborateurs. On peut aussi remarquer qu'à l'heure actuelle, on forme dans des établissements français les décideurs de demain. C'est pour cela que je pense qu'il faut proposer plus de moyens aux étudiants, des cours obligatoires d'art oratoire ou de théâtre dans les formations.

[…] Il nous reste un point à noter : je pense que c'est grâce à la culture générale que les étudiants seront armés pour comprendre les enjeux du monde d'aujourd'hui et aller voir ce qui se passe derrière la fenêtre de l'amphithéâtre. […] Avec plus de culture générale, je crois aussi que les étudiants du supérieur auront un meilleur sens des responsabilités, de l'engagement et de l'initiative, de l'écoute ainsi qu'une compréhension plus complète de l'actualité internationale et des problématiques économico-politico environnementales d'aujourd'hui.

Yann Randrianarison, École Centrale de Marseille

Le vol FRA 2016 connaît quelques turbulences

Que peuvent attendre les passagers-citoyens de leur présidentiel pilote, de leur gouvernementale équipe de bord mais aussi d'eux-mêmes ? Car après tout n'oublions pas que tous les passagers de cet avion sont dans le même bateau.

Paul, au treizième rang et dans sa treizième année, est peut-être jeune mais il a déjà une idée bien précise de ce qu'il attend de la France : qu'on lui explique une bonne fois pour toute pourquoi il ne ferait pas de sa passion son métier. C'est vrai quoi, il aime beaucoup bricoler et quand il a vu le plombier venir réparer la fuite de la salle de bain il a adoré le regarder manipuler tous ses outils. Mais à peine a-t-il annoncé à ses parents son désir d'être plombier qu'ils ont ouvert grand les yeux et lui ont rétorqué « qu'il ferait mieux de travailler au collège ». Certes ses résultats ne sont pas super mais il ne comprend pas pourquoi tout le monde se moque de son projet : ses amis l'appellent Mario, et il ne sent aucun soutien de la part de ses professeurs qui lui rabachent d'améliorer ses notes avant de tirer des plans sur la comète.

Ce qu'attend Paul de la France, même s'il le dit avec ses mots à lui, c'est bel et bien que l'expression « il n'y a pas de sot métier » ne soit plus une chimère. Cela lui paraît plus important que de savoir s'il faut ou non avoir l'audace de parler du « cout d'un ognon ». Ce nivellement par le bas, Paul a aussi du mal à le comprendre. Il paraît qu'ils veulent enlever la classe européenne dans son collège. Certes son projet ne le destine pas à aller jusqu'à Bac+5, mais il ne comprend pas pourquoi ceux qui souhaitent pousser leurs études, seraient freinés et pourquoi lui ne disposerait pas de bases solides dans les matières générales qui lui serviront, même pour un métier manuel. S'il parvient par exemple à fonder un jour sa société de plomberie comme il en rêve, il lui faudra bien regarder de près sa comptabilité et une certaine aisance en mathématiques ne serait pas de trop.

Paul Robez, École Nationale des Ponts et Chaussées

Réformer la France pour mieux influencer le monde

Pour une orientation écologiste affirmée

La France devrait opter pour une posture très écologiste. Les énergies renouvelables devraient se développer afin de diminuer grandement la part d'énergie nucléaire, sans toutefois la supprimer. Le coût de l'énergie pourrait ainsi rester raisonnable et compétitif. Des incitations à construire ou rénover des bâtiments plus économes et autonomes en énergie devraient être pérennisées ou créées.

Les villes devraient se réinventer. La voiture autonome serait un standard et permettrait aux citadins de n'utiliser qu'un service d'auto-partage commandé depuis un téléphone mobile ou un ordinateur. Les transports publics seraient également entièrement propres et autonomes. Des fermes urbaines, bâties en hauteur, verraient le jour pour permettre des cycles courts de consommation de produits biologiques. Enfin, l'agriculture se dirigerait vers un modèle biologique, permettant de consommer des produits plus sains, dont la culture ou l'élevage respecterait notre environnement. C'est également un objectif de santé public qui pourrait être atteint, sachant que la France est actuellement le pays qui consomme le plus de pesticides agricoles en Europe.

Paul Rolland, Université Paris 2

Un dialogue français

Le nouveau Président de la République française alla trouver sa vieille nourrice, il lui parla à peu près en ces termes :
Le Président. Nourrice, je viens à toi troublé. Le monde n'est plus ce qu'il était. Le riche gagne plus et le pauvre gagne moins, l'ouvrage qu'on faisait autrefois ici se fait maintenant ailleurs, les Français vieillissent plus vite qu'ils ne naissent et l'économie toute entière se traîne. Tu as toujours été de bon conseil. Comment assurer la grandeur de la France ?
La nourrice. La grandeur d'un pays n'est-elle pas de savoir rendre heureux les femmes et les hommes qui veulent bien y vivre ? Améliorons d'abord la situation ici, et nous verrons ensuite ce que la France peut faire dans le monde. […] Une vraie réforme de l'école nécessite de valoriser davantage les enseignants.
Le Président. Certes, mais comment faire ? Les rémunérer plus coûte cher.
La nourrice. Il s'agit surtout de leur faire davantage confiance : supprime les programmes nationaux. Avec plus de liberté d'enseignement, les enseignants n'en seront que plus valorisés. Toutefois, le pouvoir entraîne la responsabilité. À partir du lycée, une évaluation assurée à égalité par les élèves et les chefs d'établissement remplacerait le travail des inspecteurs d'académie. Mais pour que les évaluations soient efficaces, il faut pouvoir licencier les enseignants qui ne conviennent pas au métier et ne pas se les passer d'établissement en établissement. Sinon, ce sont des générations d'élèves qui y perdent.

La question des moyens est également importante, notamment pour les universités. Pourquoi ne pas y augmenter sensiblement les droits d'inscription tout en les indexant sur les revenus des familles ? Cela dégagerait des sommes considérables et revaloriserait les filières universitaires. L'égalité vaut-elle plus que l'équité, si elle ne remplit pas son office ?

Théo Rougier, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Une France visionnaire, souveraine et exemplaire

[…] La France est de jour en jour plus absorbée par les intérêts privés. Il est temps de sonner l'alarme. La nation a déjà perdue son intégrité en intégrant l'UE qui nous dicte nos lois. C'est la raison pour laquelle les actions de nos derniers présidents se retrouvent en totale contradiction avec leur programme. Dernièrement, la loi El Khomri à l'encontre des progrès sociaux acquis au cours des deux derniers siècles va dans le sens des inégalités sociales, enrichissant toujours les plus riches et appauvrissant davantage les plus pauvres par la diminution des contraintes données aux employeurs.

L'âme de la France sera sûrement vendue demain par la signature du traité TAFTA visant à favoriser davantage cet ultra-libéralisme. Les multinationales pourront ainsi attaquer directement les États grâce au tribunal arbitral privé. Enfin, la France a dernièrement décerné la légion d'honneur au prince d'Arabie Saoudite, pays où pas moins de 153 exécutions ont été conduites en 2015.

Resterons-nous consentants à ces diverses déstructurations de notre nation à travers notre inaction, ou bien allons-nous enfin faire honneur à nos ancêtres, qui se sont battus pour donner à la France cette renommée historique, en prenant des mesures concrètes ?

Jean-Benjamin Rousseau et Cyril Picon, Grenoble INP-ENSIMAG

Pour un pacte social fondé sur le respect et l'émancipation

La refondation française d'un pacte social qui ajoute à la liberté, à l'égalité et à la fraternité, le respect entre toutes et tous, l'émancipation de chacune et chacun, appelle sans doute de grandes secousses dans l'ordre actuel du Monde. Notamment en Europe. L'entreprise que nous esquissons ici ne peut exister au sein de l'Union des traités actuels. Elle engage des négociations avec nos partenaires, notamment avec les plus conservateurs d'entre eux. En Amérique et en Asie aussi. Elle nécessite de tisser de nouveaux liens, de nouvelles compréhensions du globe. En Afrique surtout. La France doit agir envers ses homologues francophones africains comme sur un premier terrain pour l'expérimentation de projets politiques nouveaux fondés sur l'apaisement, l'éthique, l'émancipation. Dès lors, elle ouvre la voie à des perspectives incroyables en termes de travail, de loisirs, de famille, de lien entre les générations, entre les étrangers. Elle peut permettre une lutte efficace contre le chômage, la précarité, les violences, les discriminations, les exclusions. Une nouvelle vision du Monde.

Julien Roussel et Mauranne Lagneau, Sciences Po Lyon

Faire dialoguer les sociétés

Face au mouvement de cosmopolitisation interne de la société, la France doit maintenir la cohésion dans un contexte où les corps qui la composent ne cessent de se différencier. Les migrations forcées, la paupérisation et la précarisation de certaines fractions de la société, ou encore l'accroissement des inégalités mettent en péril la cohérence interne du pays. Il serait sans doute trop facile de faire de la France la seule coupable de tous ces maux. Pour autant, le temps des culpabilités est dépassé, alors que celui des solutions est inévitable. Non pas que la France doive préserver une quelconque illusion d'homogénéité religieuse, sociale ou ethnique ; cette homogénéité n'a vraisemblablement jamais existé et il serait fallacieux d'en faire aussi bien une fin qu'un moyen.

Maintenir la cohésion signifie faire vivre des idées qui transcendent les catégories sociales, des valeurs qui ne sont propres à aucune catégorie sociale mais que chaque individu partage ou doit partager : le respect pour soi-même, pour autrui et pour la France, la tolérance pour toutes et tous, l'égalité des chances ; des mots qui peuvent apparaître creux et auxquels il est urgent de redonner une consistance. On saisit dès lors la place centrale que doit occuper l'éducation scolaire pour valoriser l'épanouissement de chacun, la liberté de tous, le respect mutuel, et l'éducation familiale, dont les moyens sont différents mais les fins identiques ; bref, pour emprunter à Durkheim, la France doit éduquer à l'amour de l'humanité, cette religion dont l'homme est à la fois le fidèle et le Dieu.

Nicolas Safis, Arts et Métiers ParisTech

Le fil de Marianne

Pour assumer le rôle que j'attends d'elle, la France doit défendre sa force diplomatique, en maintenant sa présence sur le globe, en continuant de faire entendre sa voix lors des grands rendez-vous internationaux. La France doit aussi être plus confiante vis-à-vis d'elle-même. Les Français doivent se mettre d'accord sur la définition de la France et de sa culture, car cette culture, inspire et façonne son message. Un travail de débat et d'introspection me semble nécessaire. Enfin, la France doit être crédible aux yeux de ses alliés comme de ses ennemis. Un pays incapable de gérer ses affaires intérieures peut difficilement se permettre de donner son avis sur celles des autres, quand bien même il s'agirait de problématiques totalement différentes. En ce sens, la France manque cruellement de réformes économiques, notamment au sujet de la place de l'État et de la liberté économique, réformes qui l'aideraient, j'en suis convaincu, à se défaire du double fardeau du chômage et du surendettement. La France doit montrer qu'il est possible de parfaitement embrasser la modernité tout en restant attachée à son *superflu* traditionnel, lequel, dans la suite du vers de Voltaire, « a réuni l'un et l'autre hémisphère » de notre chère planète, de Londres aux rives du Gange, en passant par Bordeaux. Peut-on imaginer plus belle mission ? J'attends de la France qu'elle se montre à la hauteur de cette tâche, sans prétention ni arrogance, mais avec conviction et élégance. Puisse-t-elle ainsi aider le monde qui l'entoure, pris dans la tempête, battu par les flots, à ne pas sombrer.

Ivan Salin, ESCP Europe

Les obstacles d'aujourd'hui, atouts de demain

Les questions d'échelles ne peuvent se limiter à la question de la place de la France dans l'UE ou face à d'autres zones économiques du globe. Les défis du XXIe siècle ne résident pas dans la victoire d'une idéologie sur les autres, d'un peuple sur un autre ou d'un retour au *status quo ante*. Non. Le seul véritable défi est écologique.

L'humanité doit envisager sa survie à l'échelle planétaire. Pour cela, elle doit transformer sa démographie, modifier drastiquement sa façon de consommer mais aussi fonder et organiser sa cohésion. Sans faire *tabula rasa* de toute chose, ces impératifs appellent une transformation majeure des cadres de pensée, des habitudes quotidiennes (alimentation, mobilité, etc.) et des systèmes de gouvernance locaux comme supranationaux, en particulier sur le plan économique.

Arnaud Saura-Ziegelmeyer, Université Toulouse 2

Redécouvrons l'audace d'agir

Achevons d'abord la transition numérique qui a renversé les codes de l'économie et changé nos relations sociales. L'usage d'internet est quasiment devenu un bien public au même titre que l'accès à l'eau potable. C'est pourquoi il nous faut terminer cette transition vers le numérique. Mais comment ?
D'abord en incorporant l'utilisation des nouvelles techno-

III

S T U V

logies au sein de l'éducation nationale qui a pris un retard monstre dans ce domaine alors même que les jeunes générations sont plus connectées que jamais. La création de la « Grande École du numérique » (GEN) représentée par 130 « Fabriques du numérique » est une première étape vers l'école de demain. Mais ça n'est pas suffisant. Nous devons aller plus loin pour empêcher la sortie prématurée du système scolaire de 150 000 jeunes chaque année. Notre système éducatif accorde trop d'importance à l'égalité formelle, au détriment de l'égalité réelle. Numériser le parcours scolaire n'est pas une trahison de notre idéal républicain d'égalité, bien au contraire. Devenons les « entrepreneurs » de notre parcours. Remettons-en cause les formations linéaires tracées depuis l'enseignement primaire car le numérique est une chance pour l'école. Désormais, tout ou presque est accessible en quelques clics et la mission de nos enseignants s'en retrouve totalement modifiée. Connaître en latin se dit *cognoscere,* littéralement « apprendre à connaître ». Il faut en effet aujourd'hui apprendre à apprendre aux élèves et non plus leur apporter la connaissance. L'école de demain se doit d'intégrer les nouvelles technologies dans ses formations pour être l'école de la découverte et de l'expérience, l'école de l'introspection où l'on apprend par soi-même et l'on commence par « Pourquoi ? » et plus par « C'est comme ça et pas autrement. »

Deuxièmement, en intégrant pleinement le numérique à nos services publics pour les rendre plus performants. Nos villes sont toutes amenées à devenir des *smart cities* dont les investissements en capitaux humains, sociaux et énergétiques se mettront au service d'un développement durable. Réinventons nos modes de vies urbains !

Martin Silvestre, Antonin Bilal et Antoine Deza
ESCP Europe

FORUM SCIENCE PO AIX-UNIVERSITÉ AIX-MARSEILLE

VIVRE ENSEMBLE EN MÉDITERRANÉE

Face aux travers et aux excès de notre mode de vie, nous aspirons à sauver la Méditerranée par une croissance verte dont un recyclage plus approfondi, plus raisonné, plus scientifiquement fondé et plus systématique.

Lucas Miaihles et André Callabe,
Sciences Po Aix (avril 2016)

Le mouvement hacker : un modèle possible ?

Heureusement pour nous, il existe dans la société civile, des femmes et des hommes qui se réunissent pour constituer des groupes nouveaux, pour produire des idées nouvelles et, pourquoi pas, une nouvelle autorité. L'un de ces mouvements, le mouvement « hacker » œuvre depuis les années 60 à la construction d'un monde meilleur en profitant des possibles bienfaits de la révolution informatique.

Les hackers ne sont pas des criminels qui volent les honnêtes gens à coup de 0 et de 1. Le mot *hack* est un mot des années 50 qui signifie bidouiller, ou produire une solution astucieuse à un problème donné.
Les hackers sont avant tout des acteurs politiques dans notre société. Ce monde possède ses propres penseurs (comme Richard M. Stallman), qui ont su se réapproprier l'Histoire, et les anciennes pensées, qu'ils ont redécouvertes.
Mais qu'ont accompli ces hippies de l'informatique ? Beaucoup de choses. Il n'existerait pas d'Internet, pas de technologies web ; Apple, Google, Microsoft n'auraient pas profité (certes pour des raisons capitalistiques) de toutes les innovations apportées par ce mouvement.

Vincent Sperber, UPMC

Pour un retour du Sacramenti[1]

[…] il faut redonner pleinement la valeur méritée à l'engagement politique. Venant du grec ancien *politikos*, l'origine étymologique du politique faisait référence aux citoyens gouvernant la Cité. Il y a donc l'idée qu'un politique est avant tout un citoyen qui se voit confier un pouvoir de gouvernance. Or, de nos jours, les élites politiques ne semblent plus être en phase avec la généralité des citoyens, qui d'ailleurs se détournent d'elles. […] Cette classe politique apparait de plus en plus comme une caste privilégiée, endogame reproduite continuellement par le suivi d'un même cursus, d'une même formation. Au niveau national, bénéficiant de traitements allant de 7 100 € pour les parlementaires à 14 000 € pour le Président de la République, hors avantages, les élus politiques font par-

1. Nom latin qui désigne l'engagement pour le service militaire et pour toutes les prises de fonction ayant un caractère sacré dans la Rome antique (politique, religieuse, judiciaire, ou médicale). Manquer à son serment était un des crimes les plus graves de l'époque.

tie des 5% les plus aisés de la population. Si les montants élevés de ces traitements ont été établis sous la IIIe République, afin de permettre la représentation au sein de l'Assemblée de toute la société sans créer de préjudices financiers aux classes populaires forcées d'abandonner leur emploi pour siéger, il y avait néanmoins l'idée que la participation à la vie politique du pays n'était et ne devait pas être l'activité principale d'un citoyen. On ne peut que pleurer cet échec avoué devant le caractère carriériste de nos représentants. « La politique n'est qu'une parenthèse dans une vie, et non une vie en parenthèse » devrait être un adage à appliquer à tous ces élus. […]

Alexis Tabary, Université de Lorraine-Nancy

Redonner des repères à la jeune génération[2]

Ainsi, l'adaptation à des temps tourmentés ne doit pas se restreindre à la recherche de remèdes éphémères pour le présent elle doit investir l'avenir, d'autant que la dynamique de notre démographie justifie un certain optimisme. La France a un atout à préserver, c'est sa jeunesse. La France doit permettre à chacun d'exprimer son individualité dans ce qu'elle a de meilleur. Pourquoi ne pas, stimuler davantage l'imagination des enfants, dès le plus jeune âge, comme le préconisait déjà Gaston Bachelard qui rappelait que « de très larges travaux pratiques doivent être réservés aux manifestations de l'imagination créatrice » ? À quoi bon, en effet, garantir la liberté si elle ne permet pas aux citoyens de proposer des solutions alternatives et de participer à la richesse d'un débat démocratique trop souvent absent, victime d'un sentiment de fatalisme ? Notre pays doit donner toute sa place aux différentes initiatives d'entrepreneurs – on oublie trop souvent que ce mot est français à l'origine. Mais il doit aussi évoluer dans certaines de ses représentations et libérer la capacité créatrice de ses individus en abandonnant cette culture de la peur de l'échec, qui tend à brider certaines actions. La France doit avant tout réapprendre à oser et faire de ses enfants non pas des individus désabusés mais des citoyens entrepreneurs de l'avenir, celui-ci commençant dès aujourd'hui.

Augustin Taufflieb, HEC Paris

2. Titre d'origine : « La France excelle dans l'exquis, elle est médiocre dans le commun. » *La Réforme intellectuelle* et morale, Renan.

Espérance d'une nouvelle société

Les turbulences et la perspective d'un éclatement des structures économiques et sociales appellent un nouveau contrat social beaucoup plus individualisé qui permette à chacun de s'exprimer et de se défendre. Ce nouveau contrat doit être fondé sur deux principes fondamentaux : la confiance dans la capacité de la population de ce pays à être autonome et la responsabilité. Si chacun peut se fixer ses propres règles, chacun est donc responsable de ses actes et de ses paroles. Le prisme change alors tout à fait : la France n'a donc plus pour rôle de donner à chacun des valeurs et une ligne de conduite fixe, mais doit permettre à chacun d'être autonome à tous points de vue.

Ce principe doit s'appuyer sur une participation plus grande et plus large de la société civile à tous les échelons de la prise de décision. Pour ce faire, il est nécessaire de donner à chacun la possibilité de s'exprimer de façon plus ou moins institutionnalisée. Aujourd'hui, l'organe de l'expression d'entreprise est le syndicat, mais si on regarde dans le détail le taux de syndicalisation ou de participation aux élections professionnelles, la question de la représentativité se pose pour nombre de professions. Dans ce contexte, pourquoi ne pas refonder les principes du dialogue social ?

Lucas Thibault, Sciences Po Rennes

De l'environnement et autres enjeux mondiaux

Pourquoi ne pas créer une matière intitulée « éducation au développement durable » terme figurant déjà dans le programme de l'Éducation Nationnale uniquement sous forme d'enseignement complémentaire dans plusieurs matières ? Au-delà de l'aspect « éthique naturelle », l'éducation environnementale devrait nous permettre d'appréhender plus globalement l'éco-citoyenneté mais également de développer une vision d'ensemble de la biosphère et des activités humaines, de manière à favoriser une approche plus systémique et à déconstruire les pratiques polluantes omniprésentes. À la question du pourquoi de cette éducation, le président américain Grant en 1872 avait déjà justement répondu : « ce qui m'intéresse dans la protection de la nature, ce n'est pas tant le sort des paysages, des forêts et des bêtes, que les qualités

humaines que cela développe en nous » faisant ainsi écho à l'*Émile* de Rousseau et son traité sur l'éducation. De plus, du moment qu'il n'affecte pas les intérêts économiques de tiers, l'environnement fait généralement consensus ; il semble donc simple à n'importe quel gouvernement de s'investir dans cette proposition.

Enguerrand Thomas, ENSAM ParisTech

Un pays en mal d'innovations

La France a un taux d'implantation de brevets plus bas que la plupart des autres grandes économies à l'échelle du globe. Elle a un taux d'implantation de 7%, tandis que les USA culminent à un taux de 24%, l'Allemagne à un taux de 17% et le Japon à un taux de 15%. On ne peut cependant pas blâmer les entreprises, qui entre les années 2010 et 2013 ont fait évoluer le nombre d'EQTP [effectifs et salaires nets moyens en équilvalent temps plein] attitrés à la recherche de 397,8 millions à un seuil de 481,1 millions. Cependant, cette hausse n'a pas été accompagnée d'une hausse parallèle du niveau d'investissement de l'État, niveau qui entre 2010 et 2013 stagne autour des 81,1 millions d'EQTP. […]

Un des freins à l'innovation est le financement. Cette difficulté touche les plus petites entreprises, principalement les start-ups. Si le système français permet d'acquérir des financements assez conséquents, la diversité de ces aides est trop importante : elles sont soit issues de l'État, à nombreuses échelles (locales, régionales, concours…), soit d'associations d'aides, ou du public, comme c'est le cas du *crowdfunding* qui se développe fortement.

De plus, ces prêts et aides sont le plus souvent une charge de travail et parfois même une perte de temps. Certains futurs innovateurs se voient obligés de mettre en pause leurs projets afin de trouver les financements nécessaires à la réalisation de celui-ci, processus de plus aléatoire et incertain. Enfin, la plupart des crédits et aides sont accessibles seulement après la réalisation du « premier succès ». De ce fait, la mise en marche et le développement de l'entreprise dans un premier temps doit être presque exclusivement à la charge des fondateurs de la start-up, ce qui n'est pas de nature à les encourager.

Gilles Touchot et Aurélien Pommier,
Université de Lorraine-Nancy

Éducation et turbulences

Repenser notre approche de l'éducation est l'une des premières réponses aux crises que nous subissons, qu'elles soient économiques ou sociétales. L'éducation ne saurait être considérée comme la variable d'ajustement d'un programme politique : elle doit être la valeur et le fondement de notre projet de Cité. […]

La France de demain doit être inclusive et ne laisser aucun jeune sur les franges ou en dehors du système initial. Un meilleur accompagnement des potentiels décrocheurs et une revalorisation des filières techniques peuvent permettre de répondre à ce défi. Si la France compte plus de 400 000 apprentis, cette formation en alternance n'y joue pas le rôle d'accompagnement vers l'emploi comme c'est le cas dans d'autres pays, à l'image de l'Australie ou de l'Autriche. Dans les faits, le développement de l'apprentissage en France a surtout profité aux plus diplômés, tandis qu'il représente ailleurs un formidable chemin vers l'emploi pour les jeunes peu ou pas qualifiés. Faire de l'apprentissage un véritable outil d'insertion pour ces jeunes permettrait de lutter contre le décrochage scolaire qui ne fait qu'engendrer frustration des jeunes et externalités négatives pour la société.

Pierre Verlyck, Sciences Po Paris

Épargne et développement

Ce que l'on attend d'un pays ? Que ses citoyens dirigent leurs finances vers les banques les plus soucieuses de l'inclusion bancaire et les entreprises socialement responsables. […]
Dans nos sociétés en perte de repères, nous, citoyens, avons la faculté de penser nos actions en fonction de leurs conséquences présentes et futures, sans uniquement nous reposer sur nos institutions. Nous pouvons profiter de la démocratisation d'internet et de l'accès à l'information pour nous engager dans une utilisation activiste de notre épargne et de nos investissements. […]

Notre société, fragilisée par la perte de repères institutionnels et par son modèle de croissance inégalitaire et insoutenable, est en proie aux fondamentalismes religieux et aux idéologies totalitaires. Les nouvelles facilités d'accès à l'information et aux produits financiers font que nous avons la possibilité de diriger notre épargne et nos investissements vers les banques les plus soucieuses de l'inclusion bancaire et les entreprises les plus engagées dans les principes de développement durable.

Ces principes trouvent leur fondement dans l'éthique d'avenir prônée par Hans Jonas (1995). En organisant de façon pragmatique et universaliste la société autour de la sacralisation de la vie présente et future, cette nouvelle doctrine institutionnelle offre les conditions de mise en œuvre plurielle et démocratique, d'une société plus inclusive et durable. Elle permet de lutter contre les fondamentalismes religieux et les idéologies totalitaires dont l'existence tient essentiellement au vide éthique institutionnel et à l'exclusion sociale.

Aurélie Walas, CERGAM

L'Union (européenne) fait la force

Une nouvelle architecture institutionnelle permettrait une régulation bidimensionnelle de la dynamique macroéconomique européenne puisqu'elle instaurerait à la fois une régulation temporelle – elle serait contra-cyclique en s'opposant aux rétroactions positives déstabilisatrices – et une régulation spatiale – elle s'opposerait à la divergence des structures productives nationales. Ce faisant, cette solution coopérative créerait un jeu à somme positive qui profiterait à la zone euro dans son ensemble. Cela lui permettrait notamment de se construire un avenir par l'investissement productif, à un moment où les engagements de la COP21 appellent justement d'importants efforts pour éviter une catastrophe climatique.

Toutefois, elles supposent la mise en place d'une union politique fédérale pour dépasser les blocages actuels. En effet, la crise a montré une zone euro coincée entre un parlement aux pouvoirs limités, une commission sans légitimité démocratique, un conseil européen illustrant la difficulté des négociations intergouvernementales à 28 dirigeants dont la base électorale – et donc les préoccupations – est nationale et une BCE totalement indépendante des pouvoirs politiques. Dans l'urgence, c'est donc le couple franco-allemand qui a émergé et permis d'éviter une apathie totale. Mais ce leadership n'est pas durable car l'idée européenne n'a jamais été la reconnaissance de la suprématie décisionnelle de certains pays sur d'autres. […] J'attends donc de la France qu'elle co-écrive avec ses partenaires continentaux une nouvelle page de l'histoire européenne. Rien de moins.

Loïc Wojda, Université Lille 1

Le jardin du désordre

Violence économique
Le problème : En France comme ailleurs, la très grande majorité des gens travaillent pour survivre, tandis que les nantis représentent une infime partie de la population mondiale. Le portefeuille des citoyens semble être à la merci des crises financières successives. Et c'est d'autant plus grave que beaucoup de personnes n'ont même pas accès à la satisfaction de leurs besoins fondamentaux (nourriture, logement adéquat, vêtement, accès à l'éducation, aux soins de santé) en raison de l'insuffisance de leurs revenus. Tous ces éléments mis bout à bout entrainent des discriminations, des inégalités de fait et de droit qui détruisent toutes chances égales de l'Homme à vivre dans la dignité. Le défi n'est pas de rendre tout le monde égal mais de donner à chacun au moins l'assurance d'une survie de base dans la dignité.

La tentation : Penser que si les pauvres sont pauvres, c'est fondamentalement parce qu'il veulent l'être. Croire naïvement que ce sont les pauvres qui profitent outrancièrement de l'argent des contribuables et creusent le déficit de notre nation.

Une solution ? L'évolution d'une société se mesure à sa façon de traiter le plus petit de ses membres. Encourager plutôt que de condamner la lutte contre les discriminations est indispensable pour que chacun ait au moins l'assurance d'une survie de base dans la dignité. […]

Alicia Yim, Paris-Est Créteil

Une France multiculturelle

Mon père est né, a été élevé durant les 25 premières années de sa vie dans un petit village, au Cameroun. Il a grandi, avec ses dix frères et sœurs, en travaillant sur des chantiers et en jouant au football. Il cessa d'aller à l'école à 14 ans, après la mort de son père, mon grand-père, champion cycliste local, pour aller travailler à plein temps. Ma mère, ingénieure de formation, est née dans une toute autre partie du monde, à Toulouse, en France. Son père, mon grand-père, était fonctionnaire. Il travailla notamment à la conservation de la forêt des Landes. Sa mère, ma grand-mère, enseignait la physique chimie au collège.

Mes parents se rencontrèrent sur un chantier au Cameroun, destiné à la construction d'un pont. Ils s'aimèrent et déci-

dèrent de vivre en France. De cet amour improbable, je suis né à Grenoble, en Isère.

Mes parents avaient des rêves et de l'espoir. Ils décidèrent de venir en France, pays des droits de l'homme, sachant que mon père aurait l'opportunité, même s'il était immigré et de peau noire, de réussir, et que j'aurai l'opportunité, même s'ils n'étaient pas riches, d'avoir une éducation de qualité, parce qu'en France, la richesse n'est pas un pré-requis pour pouvoir exploiter son potentiel.

À ce jour, en tant que Français, lorsque je marche dans les rues des villes et villages de France, je suis fier et reconnaissant de la diversité de mon héritage, et conscient que mon histoire n'est pas unique, qu'elle est une partie d'une bien plus grande histoire française : celle de la multiculturalité. […]

Je suis aujourd'hui étudiant à HEC. Mais je suis conscient que rien de tout cela ne ce serait produit sans l'espoir et les rêves de mes parents pour eux-mêmes, et pour moi, il y a près de 25 ans. Fondée sur ces rêves, et cet espoir, mon histoire est une histoire française. Une histoire de liberté, d'égalité et de fraternité. Une histoire qui n'aurait pu avoir lieu nulle part ailleurs. […]

Jean-Baptiste Ze Mbaa, HEC Paris

INDEX

I

Quatre lauréats

Chevrot-Bianco, Esther – École d'Économie de Paris 2
Godard, Mathilde – ESSEC Business School 7
Raynal, Élisabeth – EMLyon Business School 13
Roos, Grégoire – EHESS 18

II

Mentions spéciales

Branche, Philippe – ESSEC Business School 26
Fabius, Léo – Université Paris-Sorbonne 27
Heurtel, Benoît – HEC Paris 30
Levy, Antoine – EHESS 33
Mégali, Théophile – Université Paris-Dauphine 35
Seby, Jean-Baptiste – École Polytechnique 37
Vial, Guilhem – BBA INSEEC 40

III

Morceaux Choisis

ABC

Allain, Anne-Hermine – Université Rennes 1 44
Alves, Brice – HEC Paris 44
Amdouni, Hella – Université de Nice Sophia Antipolis .. 46
Andréani-Barthélémy, Quentin et Mollo, Juliette – ENS Lyon 46
Angelloz-Nicoud, Alexandre – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne 47
Balmet, Paul – e-artsup Paris 48
Baudry, Hermance – Arts et Métiers ParisTech 48
Bazin, Charles – Grenoble École de Management 49
Bellinelli, Guillaume – Sciences Po Paris 50
Berland, Ondine – ENS Cachan 50
Bertran, Marie-Gabrielle – Université Sorbonne Paris 4 51
Boireaud, Yannick et Atiaksheva, Anastasia Université Lyon 2 51
Bonviller, Simon de – Université de Strasbourg 53
Brault, Anthony – Université Paris-Descartes 53
Brunelle, Pierre – ESTP Paris 54
Bull, Hannah – École d'Économie de Paris 54
Busnel, Aziliz – Lycée Charles de Gaulle, Vannes 55
Cailloux, Éléonore – ESSEC Business School 55
Cammarata, Louis – École Polytechnique 56
Charliat, Martin-Pierre – ENA 57
Chouvel, Rudy – Paris 1 Panthéon-Sorbonne 58
Corcelette, Corentin – Université Lumière Lyon 2 58
Cueff, Bastien – Sciences Po Paris 59

DEF

Debry, Maxime – EMLyon Business School 60
Delmas, Sonia – Sciences Po Aix 61
Ducrey, Lauren – HEC Paris 62
Elhanafi, Hajar – INSA Lyon 63
El Moujahid, Karima – Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille 63
Enjolras, Paul – ESCP Europe 64
Faravelon, Sophia – Université Grenoble-Alpes 65
Fleury, Louis – ESSEC Business School 66
Froger, Ferdinand – Centrale Supélec et **Madhan, Akshita** – ESCP Europe 67

GHI

Garnier, Romain – Sciences Po Aix 68
Gatin, Anne-Laure – EMLyon Business School 69
Géraux, Juliette – Conservatoire Régional d'Ajaccio, Corse du Sud 70

INDEX

INDEX

Germain, Nicolas – ESSEC Business School 70
Giachino, Matthias – Université Catholique de Lyon 71
Grosset, Florian – EHESS 71
Guenneau, Fanny – Kedge Business School 72
Harlé, Honorine – ENSAE ParisTech 73
Hatuna, Simon – Université Aix-Marseille 73
Holley, Simon – ENS Rennes 74

JKL

Jabiol, Pèrle – BBA INSEEC 75
Joaquim-Exalte, Lucia – Sciences Po Paris 75
Juet, Arthur – Université de Rennes 1 76
Kavadioko, Tiffany – Université Paris-Dauphine 77
Kergorlay, Benjamin de – Arts et Métiers ParisTech 78
Kervern, Guillaume ; Bernat, Evguen et Guinot, Victor – EMLyon Business School 78
Khallou, Manal – Université Toulouse 1 Capitole 79
Klee, Simon et Élie – Université Perpignan Via Domitia . 80
Le Fur, Pauline et Madeline, Tristan – Lycée Maximilien-Sorre et ENS Cachan 81
Lepotier, Julien – IUT Nantes 81
Lhermie, Élodie – Université d'Auvergne 82

MNO

Martin, Dylan – ENS Cachan 83
Masurel, Flore ; Boushaba, Anyss ; Martin, Clément et Belly, Adrien – IUT Paris-Descartes 84
Mbaye, Marie-Antoinette et Marie-Françoise IAE Annecy et Sciences Po Université Lyon 3 84
Mercier, Laurène – Sciences Po Paris 86
Misset, Sophie – IUT Paris-Descartes 86
Mohamed Abdalla, Charef – ENS Cachan 87
Montet, Baptiste – Université Aix-Marseille 87
Moualhi, Yannis – IUT de Nantes 88
Moulin, Marie – Université Paris-Dauphine 89
Nevo, Guillaume – ENS Paris 89
Nora, Léa – Sciences Po Paris **et Nora, Baptiste** 90
Ouy, Romane – Université de Bretagne occidentale 91

PQR

Perez-Subtil, Éléa et Meddar, Anthony Université d'Aix-Marseille 92
Pernoud, Agathe – EHESS 92
Rafaliarison, John – Université Paris 8 Saint-Denis 93
Randrianarison, Yann – École Centrale Marseille 93
Robez, Clément – École Nationale des Ponts et Chaussées 94
Rolland, Paul – Université Paris 2 95
Rougier, Théo – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne . 96
Rousseau, Jean-Benjamin et Picon, Cyril Grenoble INP - ENSIMAG 96
Roussel, Julien et Lagneau, Mauranne Sciences Po Lyon 97

STUV

Safis, Nicolas – Arts et Métiers ParisTech 98
Salin, Ivan – ESCP Europe 98
Saura-Ziegelmeyer, Arnaud – Université Toulouse 2 Jean-Jaurès 99
Silvestre, Martin ; Bilal, Antonin et Deza, Antoine ESCP Europe 99
Sperber, Vincent – UPMC 101
Tabary, Alexis – Université de Lorraine-Nancy 101
Taufflieb, Augustin – HEC Paris 102
Thibault, Lucas – Sciences Po Rennes 103
Thomas, Enguerrand – ENSAM ParisTech 103
Touchot, Gilles et Pommier, Aurélien Université de Lorraine-Nancy 104
Verlyck, Pierre – Sciences Po Paris 105

WXYZ

Walas, Aurélie – CERGAM 105
Wojda, Loïc – Université Lille 1 106
Yim, Alicia – Université Paris-Est Créteil 107
Ze Mbaa, Jean-Baptiste – HEC Paris 107

Maquette et mise en page : la-caste.com